

DIRIGEANTS DU P.C.E.

M. Carrillo et Mme Ibarruri
regagneront bientôt
l'Espagne

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch; Belgique,
12 fr.; Canada, 5 c.; Danemark, 3 kr.
Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
16 dr.; Iran, 40 rls.; Italie, 300 l.; Japon, 120 y.
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.
Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 65 rbs; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 20 60076
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un an après Helsinki

Le premier anniversaire de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), signé le 8 août 1975 à Helsinki, est marqué par le désenchantement. Seuls les Soviétiques ont donné quelque lustre tout en mettant en garde ceux qui démentiraient l'esprit de la détente. L'Europe de l'Est exprime une déception. Les Occidentaux ignorent presque complètement l'événement.

Il est vrai que la C.S.C.E. avait sa même signification sur les uns et pour les autres. Sur le Kremlin, c'était une fin de soi, l'aboutissement de trente ans d'efforts pour faire reconnaître la division de l'Allemagne. Les autres pays de l'Est en attendaient beaucoup, espérant des relations plus amicales avec les deux parties de l'Europe.

À moins d'attribuer à la C.S.C.E. le mérite de toutes les études bilatérales de coopération comme les Soviétiques sont solides à le faire — et si l'on s'en est aux mesures spécifiques de cette fin, le bilan est mince.

Ce sont les « mesures de confiance » qui ont été appliquées plus scrupuleusement. L'OTAN notifie sept manœuvres et vit une fois, en Bavière, des exercices militaires qui ne se sont pas vus. L'U.R.S.S. a annoncé deux séries de manœuvres à la frontière turque et à la frontière norvégienne. Elle a invité des observateurs turcs, grecs, yougoslaves, d'une part, des observateurs des États-Unis et des mandats d'autre part. Ni les uns ni les autres n'ont vu grand-chose. Les Hongrois ont aussi invité des exercices militaires de l'Est, ce qu'ils n'ont pas fait. La Suisse la Yougoslavie ont également invité des observateurs, mais sans leur donner d'observer.

C'est au chapitre baptisé « coopération dans les domaines humains et autres » que les épitaphes attendaient les Soviétiques. Leur attitude, si l'on peut le dire, n'a pas été digne. On ne s'est guère inscrit à l'actif de la C.S.C.E. que les accords passés à l'U.R.S.S. et la R.D.A. avec leurs pays occidentaux, dont France, octroyant aux journalistes occidentaux des visas multiples, l'autorisation donnée aux journalistes étrangers de prendre contact avec des fonctionnaires soviétiques autres que ceux des ministères étrangers et quelques autorisations de mariages franco-soviétiques.

Est-ce à dire que la C.S.C.E. n'a été qu'un échec irrémédiable ? Sans doute les Occidentaux doivent-ils appeler sans relâche aux Soviétiques et à leurs amis les engagements qu'ils ont pris — engagements tellement nombreux qu'ils ont permis à la lettre de ne pas être oubliés. Mais, sans doute, il faut compter de la certitude d'assister à cet acte de dirigeants actuels de l'U.R.S.S. et les régimes remontent aux régimes mêmes du régime. Est-ce par ailleurs légitime d'interroger les dirigeants soviétiques sur leur politique militaire et de demander pourquoi les années, détente ou non, ont été précédées en Europe, avec un renforcement considérable de la puissance de l'Armée rouge.

En même temps, cet effort ne doit pas être poursuivi en dehors du dialogue. C'est en se montrant ouvert à la coopération, sur le plan économique notamment, que les pays occidentaux auront quelque chance d'obtenir les assurances qu'ils souhaitent à l'Est. Enfin, M. Brejnev est le premier à demander une détente de la détente dans le domaine militaire. Autant le prendre au mot, même si, pour le moment, aucun progrès spectaculaire ne se dessine à l'horizon à cet égard. Les actes solennels tels que celui d'Helsinki, plus même que la « conférence de bilan » prévue pour 1977, c'est une longue et insaisissable pratique qui fera, finalement, progresser la coopération en même temps que la sécurité.

Lire nos informations page 4

Le tiers-monde aborde divisé la reprise de la conférence sur le droit de la mer

La cinquième session de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'ouvre ce 2 août à New-York. Elle durera jusqu'au 17 septembre. La quatrième session, qui s'est déroulée au printemps dernier et a duré huit semaines, n'a pas enregistré de rapprochement sensible des positions des divers groupes d'intérêts. Elle a fait apparaître les exigences nouvelles des cinquante-deux pays sans littoral ou géographiquement défavorisés. En cherchant à obtenir non seulement des livres de communications avec la mer — ce que tout le monde semble prêt à accorder — mais aussi une part des richesses des zones économiques de leurs voisins plus favorisés, les cinquante-deux ont provoqué de graves scissions à l'intérieur du groupe des « 77 » (les cent dix pays en voie de développement), au point de bloquer toute la conférence.

Les deux semaines de « réconciliation » accordées aux cent quarante-neuf délégations depuis la dernière session ont-elles laissé le temps suffisant pour trouver des compromis propres à indiquer les positions et à réduire les divergences. Sûrement pas. Mais les États-Unis tenaient beaucoup à cette nouvelle session d'été. En pleine campagne électorale, l'administration républicaine voulait pouvoir faire état de son action auprès des industriels américains qui attendent en effet avec impatience qu'une convention internationale définisse un cadre juridique garantissant les investissements énormes nécessaires à l'exploitation des grands fonds marins. Mais rien n'indiquait que la conférence parviendrait, d'ici au 17 septembre, à ce résultat.

Selon le New York Times de ce 2 août, les pays en voie de développement ne doivent pas espérer qu'une relance à la Maison Blanche entraînerait une modification de l'attitude des États-Unis à la conférence.

Une évolution dans l'esprit et dans les faits

Pourtant, depuis la session précédente tenue à New-York en 1973, le droit de la mer a évolué dans les esprits et dans les faits. En particulier, l'idée d'attribuer aux États côtiers des eaux territoriales de 12 milles nautiques (22,22 kilomètres) et l'existence de la zone économique de ressources vivantes et minérales dans une zone économique de 200 milles (370,4 kilomètres) ont été acceptés à partir de la côte a été assez rapidement acceptée par la plupart des délégations... à commen-

cer évidemment par celles des pays qui se sont déjà adjugé une zone économique plus ou moins exclusive ou qui ont annoncé leur intention de le faire prochainement.

YVONNE REBEYROL
(Lire la suite page 4.)

Dernière minute

LES BLESSÉS DE TEL-EL-ZATAR SERAIENT ÉVACUÉS MARDI

Beirut, 2 août (A.F.P.). — L'évacuation des blessés du camp palestinien de Tel-El-Zatar (banlieue est de Beyrouth) commencera, demain mardi, a annoncé M. Hassan Sabri Al Kholi, représentant de la Ligue arabe au Liban.

Horribles, puis lassés par la suite d'attendre, les deux camps, ont jalonné quinze mois de guerre civile au Liban. L'opinion mondiale ne réagit que faiblement à ce qui se passe à Tel-El-Zatar. Dans le camp palestinien, assailli depuis le 27 juin, des blessés continuent de mourir. Les enfants meurent chaque jour sans qu'aucun secours leur soit apporté. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), sortant de la neutralité qui est sa raison d'être et sa garantie de pérennité, a dénoncé le « très grand responsable » de ceux qui tirent sur ses voitures et s'opposent à sa mission.

Après son quatrième sécher à constater un camp d'insécurité humanitaire a constaté que le camp conservateur refuse de signer un accord et pose de

Les pays socialistes sont les grands vainqueurs des Jeux de Montréal

Comme en 1964, à Tokyo, avec Pierre Jonquères d'Orlola, les Français ont gagné, le 1^{er} août, à Montréal, la dernière médaille d'or des Jeux olympiques. Hubert Parot, Marc Roguet, Marcel Rozier et Michel Roche ont enlevé l'épreuve de saut d'obstacles par équipes devant les cavaliers allemands. Avec 9 médailles (2 en or, 2 en argent et 5 en bronze), la France figure au quatorzième rang du classement officiel des nations. Ces résultats sont sensiblement inférieurs à ceux de Tokyo en 1964 (15 médailles, dont 1 en or), de Mexico en 1968 (15 médailles, dont 7 en or) et de Munich en 1972 (13 médailles, dont 2 en or).

Les Jeux olympiques de Montréal auront traduit la forte progression des pays socialistes, qui ont obtenu 121 médailles d'or contre 77 aux pays d'économie libérale. Avec 126 médailles, dont 47 en or, l'Union soviétique obtient un résultat jamais atteint depuis la rénovation des Jeux en 1896.

Proportionnellement, c'est pourtant la performance de la République démocratique allemande (17 millions d'habitants) qui est la plus impressionnante. Avec 90 médailles, dont 40 en or, les Allemands de l'Est devançant nettement leurs voisins de la République fédérale, dont la population est trois fois supérieure (39 médailles, dont 10 en or), et font jeu égal avec les États-Unis (94 médailles, dont 34 en or), dont les Jeux de Montréal ont confirmé le déclin amorcé à Munich.

La seconde médaille d'or de la France

De notre envoyé spécial

Montréal. — Avec élégance et distinction, quatre cavaliers de bleu vêtus ont donné dimanche une seconde médaille d'or à la France au concours de saut d'obstacles par équipes. Les Français, qui la Marsellaise soit le dernier hymne national joué dans le stade olympique à l'occasion d'une épreuve, Marc Roguet avec Belle de Mars, Michel Roche sur l'Un Espoir, et Marcel Rozier avec Bayard de Mampas, quatre d'ailleurs âgés de neuf à dix ans, ont réussi à battre les cavaliers allemands, ce que les Français n'avaient obtenu ni en 1963 à Tokyo avec Jonquères d'Orlola et Janou Lefebvre ni en 1968, à Mexico.

Pourtant, l'équitation allemande était une fois encore favorite avec Hans Günther Winkler, le maître incontesté de l'école germanique, et Alvin Schockemoehle, le récent champion olympique, en selle sur son magnifique bala hanovrien Warwick.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 6.)

Le sol martien pourrait avoir une activité biologique

Les expériences biologiques commencées sur Mars, mercredi 28 juillet, dans les laboratoires automatisés de la sonde Viking ont réservé quelques surprises aux chercheurs américains de Pasadena, qui se gardent, cependant, de tirer des conclusions trop hâtives quant à la présence d'une certaine forme de vie sur la planète rouge.

Des samedi en effet, les premiers résultats ont montré que l'une des expériences biologiques avait produit beaucoup plus d'oxygène que prévu : « Nous avons constaté une concentration d'oxygène que prévu. D'autre part, une seconde expérience, mettant au contact un échantillon de sol martien avec un milieu nutritif marqué au carbone radioactif, a permis de noter la libération de cet élément sous forme de dioxyde de carbone, ce qui pourrait constituer une preuve d'une activité biologique assez développée. »

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR LE JOUR

Les ambassadeurs

S'il se confirme qu'il y a de la vie sur Mars, c'est probablement l'information la plus importante que l'humanité ait reçue depuis le système jour de la Création.

Les théologiens et les philosophes prendront sans doute la chose avec beaucoup plus de calme que les hommes politiques, les économistes et les militaires. Si microscopique, si rudimentaire qu'elle soit, toute forme de vie représente un pouvoir, un marché et une menace.

Aussi y a-t-il gros à parler que, lorsque Viking aura terminé sa mission, les premiers équipages humains qui se rendront sur Mars comprendront en guise d'ambassadeurs un agent de la C.I.A. et un du K.G.B.

ROBERT ESCARPIT.

AU THÉÂTRE ANTIQUE D'ORANGE

L'Egypte d'« Aïda » dans les ruines romaines

Devant le succès grandissant des représentations lyriques données au Théâtre Antique d'Orange — près de vingt mille spectateurs en deux soirées pour Aïda, —

force est de constater que la formule a sa raison d'être, l'importance exceptionnelle des recettes permettant de réunir des artistes de premier plan, les seuls qui attirent le public français, avec un minimum de subventions.

Ce qui se perd par rapport à un théâtre d'opéra fermé se trouve largement compensé, nous dit-on, par l'enthousiasme des chanteurs qui accomplissent ici ce que la routine les empêche de faire ailleurs ; quant à l'atmosphère dans laquelle ont lieu les spectacles, personne ne contestera qu'elle est infiniment plus soignée qu'à l'Opéra de Paris.

Le mistral ? Il n'y en a pas toujours. Le froid ? Emportez des vêtements chauds ! Reste l'inconfort des gradins, mais on vend des coussins à l'entrée qu'il est toujours possible d'abandonner sur place si on ne veut pas s'en encombrer. Enfin, on nous assure que, à 15 F (contre 120 F pour les premiers rangs), « les places populaires ne sont pas les plus mauvaises ».

Tout est donc pour le mieux, et comme ceux qui décident de se rendre à Orange le font en connaissance de cause, il serait bien déplacé de contester une décision qu'ils n'ont certainement pas prise à la légère. La seule formule qu'on puisse opposer : Glyndebourne, qui accueille l'autorité du monde en deux mois et demi, avec des salles de huit cents places et un tarif plus bas (« le Monde » du 29 juillet), n'existant pas en France... Il s'agit d'ailleurs d'une tout autre conception de l'art lyrique et de la notion de festival.

GÉRARD CONDE.

(Lire la suite page 13.)

LES ILES PORTUGAISES FACE A L'AUTONOMIE

I. — Madère : le décor et son envers

Funchal. — A leur arrivée à l'hôtel Radis les clients — on dit plutôt ici « nos amis » — se voient recommander de porter, les soirs d'hiver, « le smoking ou un complet sombre ». L'été, les voyageurs sont laissés libres de « décider de leur tenue ».

Le tourisme a été inventé ici, à l'aube du XIX^e siècle, par des Britanniques — officiers « en route » pour les Indes et ladies valétudinaires. Malgré des concessions sans doute involontaires à l'air du temps, ces origines aristocratiques imprègnent encore la façon de recevoir les visiteurs.

C'est important. Car pas un Madérien ne ignore le tourisme fait vivre son île. La nature, en effet, a cruellement réparti ses dons sur ces 750 kilomètres carrés de terres émergées dans l'Atlantique, au large des côtes marocaines.

De terres cultivables, à l'origine, autant dire point. A quelques arpents près, l'île ne possède aucune surface assez plane pour être directement ensemencée ou plantée. Il a donc fallu, selon l'expression locale, y « faire la terre » : sur des pentes souvent vertigineuses, après avoir défriché ou brûlé l'épaisse forêt qui les recouvrait (1), les hommes ont édifié des milliers de terrasses et construit des centaines de kilomètres de petits aqueducs pour les irriguer. Grâce à ce tour de force accompli par des générations de colons portugais, environ un tiers de l'île est aujourd'hui cultivée. Près de la moitié de la population active (cinquante mille personnes) s'acharne à y faire pousser, outre des légumes pour la consommation courante, trois produits im-

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE CLERC

portants pour l'économie locale : la canne à sucre — longtemps la première richesse de cette terre mais de moins en moins rentable — la petite banane « canarienne » particulièrement savoureuse, et surtout la vigne.

La France demeure le principal acheteur des boîtes de féculé et des malvoisie, ces crus qui entrent dans la composition des sauces madères. Cela ne suffit pas à faire vivre la population de l'île, même si à ces ressources s'ajoute le poisson pêché en abondance à proximité des côtes.

À défaut de particularités facilitées pour l'agriculture, la nature a doté Madère d'une exceptionnelle richesse : sa beauté naturelle. « Madère, un sourire de jeune fille », disent les prospectus touristiques. L'île a son côté jardin, aimable : de grands parcs aux arbres majestueux, des pelouses entretenues à l'anglaise, des fleurs exotiques répandues à profusion. Funchal, la capitale, égaille ses petites maisons au long des pentes d'un magnifique amphithéâtre montagneux. L'agglomération parvient ainsi sans peine à dissimuler ses cent mille habitants. Mer et ciel inlassablement bleus, un printemps qui dure presque quatre saisons. Oui, vraiment, pour les couples en lune de miel ou ceux qui viennent célébrer leurs noces d'or, « là, tout n'est qu'ordre et beauté ».

Ce théâtre naturel a aussi son côté désastreusement infiniment moins riant : après ravins de la Ribeira-Peça, falaises vertigineuses du cap Giras, sommets ingrats autour du pic Ruivo, landes à farfadets du Paul-de-Sierra, vallons

sauvages de Ribeira-de-Janela, furieuses passées de nuages sur le pic de Arraial. Madère, « le joyau de l'Atlantique », est peut-être moins une délicieuse algemarine qu'un impressionnant diamant noir.

(Lire la suite page 3.)

POUR COMPRENDRE CE QUI SE PASSE
EN CHINE

la chine quand s'éveillera...

ALAIN PEYREFITTE

nouvelle édition
mise à jour
et augmentée

1.200.000
exemplaires vendus
en France
15 millions étrangers

FAYARD

Lire nos informations page 4

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

Les partis progressistes et les forces nationales ont constitué un conseil politique central

Le Mouvement national libanais, groupant les partis progressistes et les « forces nationales », a procédé samedi à la constitution de son conseil politique central, sorte de « gouvernement provisoire » de la gauche. Ce conseil, présidé par M. Kamal Jomblatt, chef du parti socialiste progressiste, compte dix-huit membres. Son secrétaire exécutif est M. Mohsen Ibrahim, leader de l'Organisation de l'action communiste au Liban (O.A.C.L.). La création de ce conseil politique central avait été annoncée le 22 juillet par M. Jomblatt, qui avait précisé que « son rôle, aussi longtemps que durera la crise, sera d'activer et de rassembler l'administration de l'Etat ». M. Rachid Karame, chef du gouvernement, et d'autres personnalités musulmanes et chrétiennes avaient formé des réserves expresses concernant cette initiative de la gauche.

M. Jomblatt a déclaré dans une interview à l'hebdomadaire *Monday Morning* que le Liban avait besoin d'une « trêve ». « Nous devons rencontrer nos frères libanais autour d'une table de conférence », a-t-il estimé, ajoutant toutefois qu'il fixera son attitude en fonction « de la position que prendra le parti phalangiste en ce qui concerne le camp de Tel-El-Zaatar ». Le chef du P.S.P. a affirmé que l'accord conclu jeudi dernier à Damas par l'O.L.P. le gouvernement syrien « est une victoire purement syro-palestiniennne. Nous sommes d'accord sur tout avec l'O.L.P. En ce qui nous concerne, nous insistons fermement pour que les forces syriennes se retirent du Liban ».

De son côté, M. Abou Ayad, « numéro deux » du Faïh, a critiqué sévèrement le président Assad, dans une déclaration publiée par un journal de Koweït. A ses yeux, l'accord syro-palestinienn de jeudi « ne diffère rien du document de travail syrien rendu public le 14 février dernier et qui est à l'origine des récents conflits armés ». En revanche, M. Nayef Khawatman, chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine, a estimé que l'accord « ne signifie certes pas la fin des différends syro-palestiniens » mais constitue « un pas sur la voie d'un règlement définitif de la crise libanaise ».

● A DAMAS, un porte-parole du gouvernement syrien a sévèrement critiqué, dimanche, l'attitude des dirigeants égyptiens à l'égard de l'accord syro-palestinienn. Il a affirmé que les responsables du Caire, « par leur attitude et leur campagne diffamatoire, ont joué un rôle de conspirateurs contre la cause palestinienne et les intérêts du peuple libanais ». « Ils servent ainsi, a-t-il ajouté, les objectifs de l'ennemi sioniste tendant à déstabiliser les Arabes et à les pousser dans un combat fratricide ».

● AU CAIRE, le quotidien *Al-Ahram* écrit que « rien ne peut maintenant dissuader le régime syrien qui a tenté de mater la résistance palestinienne, a laissé des milliers de blessés à Tel-El-Zaatar mourir sous les obus fascistes et a voulu dicter ses condi- »

tions à l'O.L.P. ». Soulignant que M. Yasser Arafat a pris conscience du « piège que lui dressaient les Syriens, en ajoutant sans son consentement, au texte signé, des critiques contre l'accord du Sinaï », l'hebdomadaire écrit : « Arafat n'a pas voulu, cette fois, l'hameçon syrien, car il l'a fait auparavant et n'est pas prêt à l'oublier ».

● SUR LE TERRAIN, les combats n'ont pas connu de répit, samedi et dimanche, sur les principaux axes libanais. Les forces syriennes ont occupé la ville de Jezzine après un violent bombardement d'artillerie. Selon la gauche libanaise, elles attaquaient maintenant les positions des forces progressistes à Roum, village situé à une dizaine de kilomètres de Jezzine, sur la route de Salda. A ce propos, la radio phalangiste a affirmé que les véhicules blindés libanais récemment débarqués dans le port de Salda pour renforcer les effectifs de la « force de paix arabe » avaient participé, dans cette région, aux combats aux côtés de la gauche.

D'autres affrontements ont été signalés dans les villages de la montagne au sud-est de Beyrouth, notamment dans la région d'Aley et de Zahle. Dans la montagne au nord-est de Beyrouth, les forces phalangistes pilonnent intensivement les régions de Sannine et d'Aintoura. — (A.F.P., U.P.I.)

Tous les assiégés de Tel-El-Zaatar risquent de périr dans les prochains jours

affirme un médecin suédois présent dans le camp

« Nous serons tous morts dans trois jours », déclarait samedi soir 31 juillet dans un appel au secours Mme Lars Smednall, l'un des trois membres de l'équipe médicale suédoise qui se trouve à l'intérieur du camp de Tel-El-Zaatar. « Nous n'avons plus d'eau, plus de nourriture, car personne ne vient chaque jour, pour la plupart en tentant de trouver de l'eau, indiquer le médecin. De ne pas plus rien faire pour les blessés qui meurent dans les abris. Trente mille personnes se trouvent encore dans le camp, dont quatre mille blessés graves. Le nombre des morts s'élève à mille quatre cents. » Mme Smednall assure que plusieurs milliers de personnes risquent de mourir de déshydratation si elles n'étaient pas évacuées dans les deux ou trois prochains jours.

La Croix-Rouge internationale avait dû renoncer à l'évacuation des blessés samedi en fin de matinée. Un porte-parole de l'organisation humanitaire indiquait alors que les conditions posées par les forces conservatrices qui assiègent le camp étaient « inacceptables ». Il a d'autre part révélé qu'aucun parti de la droite n'avait accepté d'apposer sa signature au bas du texte de l'accord de garanties en cinq points présenté par la Croix-Rouge. Seuls M.M. Kamal Jomblatt, pour le Front progressiste,

et Abou Hassan, pour la résistance palestinienne, avaient signé cet accord.

M. Camille Chamoun, l'un des principaux chefs du camp conservateur, avait d'abord déclaré samedi, dans une allocution radiodiffusée, qu'il « ignorait les raisons pour lesquelles la Croix-Rouge avait ajourné les opérations d'évacuation ». Il soutient encore, dans l'après-midi, que les forces conservatrices respectaient le cessez-le-feu et qu'elles continueraient à le respecter « jusqu'à ce que nous sachions pourquoi l'évacuation des blessés a été reportée ». « Ce retard est un mystère pour moi », avait-il ajouté.

Le « mystère » se dissipe quelques heures plus tard, quand le ministère libanais des affaires étrangères, que dirige M. Chamoun, diffuse un communiqué invitant l'organisation humanitaire à « procéder à l'évacuation définitive et totale » du camp palestinien « pour mettre fin, et pour toujours, à l'existence de cette forteresse ». Le ministère des affaires étrangères indiquait encore que « ce prétendu camp de réfugiés s'est transformé en un camp de terroristes, dont les premières victimes ont été des innocents de la population civile libanaise ». Le C.I.C.R. avait cependant indiqué auparavant, à plus d'une reprise, qu'il n'était pas qualifié pour obtenir la capitulation des assiégés, et ne pouvait se charger que de l'évacuation des blessés.

Devant cette fin de non-recevoir, les dirigeants conservateurs ont adressé, le dimanche 1^{er} août, une requête au siège du C.I.C.R. à Genève, l'invitant à envoyer d'urgence une mission qui serait chargée d'enquêter sur le comportement des délégués de l'organisation internationale à Beyrouth. « Leur attitude revêt un caractère politique et non humanitaire », expliquait un responsable de la droite. Le porte-parole du C.I.C.R. à Genève a répondu que son organisation conservait toute sa confiance à M. Jean Hoelliger, chef de la mission de la Croix-Rouge à Beyrouth.

Les Palestiniens, pour leur part, menacent de rompre la trêve avec la Syrie, accusée « de jouer avec la vie de milliers de personnes ». « C'est un jeu absolument cynique qui n'aurait pas duré plus de cinq minutes si Damas n'avait pas décidé d'exploiter la situation à ses propres fins », déclarent-ils de source palestinienne.

Le siège de la Croix-Rouge à Beyrouth a été, samedi après-midi, le théâtre de scènes déchirantes. Des parents de Palestiniens assiégés dans le camp de Tel-El-Zaatar étaient venus implorer les représentants de l'organisation de procéder sans tarder à l'évacuation des blessés.

Durant le week-end, de nombreux appels ont été lancés en faveur d'un cessez-le-feu à Tel-El-Zaatar. Outre celui du pape, on enregistre des messages en ce sens de l'Arabie saoudite, de la délégation parlementaire de parti communiste français, actuellement au Liban — qui a qualifié le siège du camp de « génocide », et de l'organisation humanitaire Terre des hommes.

Syrie

Le général Khlefaoui est chargé de constituer le nouveau gouvernement

Le président syrien Hafez Al Assad a accepté, le dimanche 1^{er} août, la démission de M. Mahmoud Al Ayoubi, président du conseil des ministres, et a demandé au général Abdel Rahman Khlefaoui de former le nouveau gouvernement.

Le général Khlefaoui est membre de la direction régionale (syrienne) et de la direction paratrabale du parti Baas. Il avait joué un rôle de premier plan dans le coup d'Etat qui amena au pouvoir le président Assad, le 13 octobre 1970. M. Ayoubi était premier ministre depuis décembre 1972.

De notre envoyé spécial

Damas. — Le remplacement de M. Ayoubi par M. Khlefaoui à la tête du gouvernement syrien est officiellement expliqué tel par la nécessité de reprendre en main une administration qui avait tendance à se relâcher et à se laisser corrompre sous l'effet du libéralisme et de la corruption. En effet, en train de se répandre à Damas, et l'image d'une Syrie « vertueuse » s'estompait. Le président Assad avait lui-même souligné ce problème avec insistance dans plusieurs de ses récentes discours publics. Il n'en reste pas moins, malgré les dénégations officielles qui se traduisent par les commentaires communiqués aux agences de presse, que ce changement au sommet de l'Etat est lié à la politique libanaise de la Syrie. Tout ce qui se passe à Damas est, d'ailleurs — et de plus en plus — directement conditionné par l'affaire libanaise.

Il fallait sans doute un homme à poigne comme le général Khlefaoui pour talonner l'administration publique et imposer des mesures d'austérité devenues impératives après que le budget de l'Etat eut été ramené de 16 à 13 milliards de livres (de 20,5 à 13 milliards de francs) par suite d'un renforcement de l'aide extérieure dont l'essentiel provenait des pays pétroliers arabes. Sur ce plan déjà, ce sont donc les effets de la crise libanaise qui se font sentir. Surtout, estime-t-on à Damas, le gouvernement libanais est devenu, au premier ministre est indispensable pour éviter à l'avenir les hésitations au stade de l'application qui ont caractérisé, malheureusement, l'essentiel du mandat de la politique syrienne au Liban.

Dans certains milieux baasistes inconditionnellement dévoués au président Assad, on n'exclut pas que M.M. Khaddam (affaires étrangères), Haidar (économie) et Jamil (commandant de l'aviation), responsables de cette politique, soient écartés. Dans ces

LUCIEN GEORGE

[D'origine algérienne, le général Khlefaoui est né à Damas en 1927. Il est marié et a quatre enfants. Engagé dans l'armée syrienne en 1948, il a suivi plusieurs stages militaires en Syrie et à l'étranger. Il a été successivement administrateur de l'armée, homme d'armée, puis chef de section du personnel des officiers à l'état-major des forces armées.

Le général Khlefaoui a occupé pour le premier fois un poste ministériel en devenant le porte-parole de l'intérieur dans le gouvernement libanais du 21 novembre 1970. Le 3 avril 1971, il est nommé premier ministre. Il a resté jusqu'en 21 décembre 1972, date à laquelle il a été remplacé par le général Hafez Assad. En 1973, il a été nommé ministre de la Défense. En 1974, il a été nommé ministre de l'Intérieur. En 1975, il a été nommé ministre de la Défense. En 1976, il a été nommé ministre de l'Intérieur.

Membres des deux commandements interarmes et régional du parti Baas syrien, il appartient aussi au commandement central du Front national progressiste. Il est, enfin, président du comité des affaires économiques et financières qui relève du commandement régional (syrien) du parti Baas.]

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

● M. LOUIS OLIVIER, ministre belge des classes moyennes (libéral wallon), a été nommé ministre des travaux publics samedi 31 août, en remplacement de M. Jean De-fraigne (libéral wallon), démissionnaire. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

● CINQ PERSONNES ont été tuées au cours du week-end du 1^{er} août. Vendredi soir trois personnes ont trouvé la mort dans une fusillade qui a éclaté dans un « pub » de Belfast. Le lendemain, un policier a été abattu par un tueur isolé à Lurgan, dans le comté d'Armagh. Dimanche soir, dans la capitale, un homme a été assassiné devant chez lui par trois hommes masqués. — (A.F.P., Reuter.)

Italie

● DEUX BOMBES ont explosé, le 1^{er} août, au cours d'une fête organisée par le parti communiste dans la localité d'Assisi, dans le Tyrol du Sud, blessant grièvement une personne. — (A.P.)

Japon

● M. KASAHARA, chauffeur de M. Tanaka, ancien premier ministre, arrêté pour avoir reçu des pots-de-vin de Lockheed, a été retrouvé mort dans sa voiture à une soixantaine de kilomètres de Tokyo. La police a conclu à un suicide. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● UN OFFICIER DE L'ARMÉE DE L'AIR SUD-AFRICAIN a révélé le 30 juillet à Pretoria que son unité a tué récemment quinze nationalistes africains au cours d'une opération dans l'ovamboland, à la frontière entre l'Angola et la Namibie. — (Times.)

Rhodésie

● UN JOURNALISTE RHODÉSIS A ÉTÉ DÉCLARÉ « IMMIGRANT INTERDIT DE SÉJOUR » par le gouvernement de Salisbury. Ce journaliste, M. Michael Holman, trente ans, correspondant à Salisbury de plusieurs journaux britanniques et sud-africains, s'est vu notifier, vendredi 30 juillet, l'obligation de quitter la Rhodésie dans un délai d'une semaine. M. Holman,

immigré avec ses parents britanniques à l'âge de trois ans, avait acquis de longue date la nationalité rhodésienne et présidait l'association des étudiants rhodésiens de l'université de Rhodesie. — (Times.)

Tchécoslovaquie

● DEUX AVIONS DE CHASSE TCHÉCOSLOVAQUES ont ouvert le feu samedi 31 juillet sur un avion de tourisme allemand qui s'était égaré dans l'espace aérien de Tchécoslovaquie et l'ont contraint à faire demi-tour. Pour le faire, les chasseurs tchécoslovaques ont pénétré dans l'espace aérien ouest-allemand.

Territoire des Afars et des Issas

● LE MARÉCHAL SYAAD BARRE a adressé, dimanche 1^{er} août, ses félicitations au nouveau président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, M. Abdallah Mohamed Kamil. Pour sa part, l'Union nationale pour l'indépendance (UNI), formation de M. Ali Arel, a déposé devant le conseil constitutionnel un recours — équivalent du référendum administratif — de Djibouti un recours en inéligibilité contre M. Kamil, en sa qualité d'ancien secrétaire général du gouvernement. — (Reuter.)

Trinité et Tobago

● INDEPENDANTES DEPUIS le 6 AOUT 1962, les deux îles de Trinité et Tobago ont mis fin, le 1^{er} août, à leur allégeance formelle à la reine Elizabeth pour devenir une république, tout en continuant de faire partie du Commonwealth.

Vietnam

● TRENTE-HUIT RESORTIS-SANTS AMÉRICAINS, bloqués au Vietnam depuis la prise de Saigon par les forces communistes, sont arrivés dimanche 1^{er} août à Bangkok avec onze membres de leurs familles d'origine vietnamienne. Leur évacuation a été organisée par les Nations unies. Les américains vietnamiens ont fait savoir qu'ils avaient décidé de les rapatrier pour des raisons humanitaires. Selon certains arrivants, quatre Américains n'ont pu partir d'entre eux sont en prison. — (Reuter, U.P.I.)

En Cisjordanie

Les commerçants protestent contre la T.V.A. imposée par les autorités israéliennes

Des manifestations se sont déroulées dimanche 1^{er} août à Naplouse pour protester contre l'application de la T.V.A. et de lois israéliennes en Cisjordanie. Les Palestiniens, qui défilent derrière des drapeaux palestiniens, se sont heurtés aux forces de l'ordre, et quelques manifestants ont été légèrement blessés.

A Tulkarem et à Djénine, deux autres localités cisjordanaises, des baraquements ont été dressés et les forces de l'ordre sont intervenues.

M. Elias Farji, maire de Bethléem, a déclaré dimanche que les commerçants de Cisjordanie étaient bien décidés à ne pas payer la T.V.A. imposée par les autorités israéliennes, à partir du 1^{er} août.

L'impôt supplémentaire, demandé aux Cisjordanais est en fait calqué sur le modèle de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur en Israël. Désormais, tous les industriels, commerçants et petits boutiquiers de Cisjordanie et Gaza paieront une taxe de 8 %, aussi bien sur leurs ventes que sur leur travail. Ils seront à cet égard, logés à la même enseigne que leurs collègues israéliens, assujettis à la T.V.A. depuis déjà un certain temps.

Cependant, pour les voyageurs arrivés à Mman de Cisjordanie, la similitude s'arrête là. Ce nouvel impôt, disent-ils, n'est qu'une contrainte de plus qui vise à ramener dans les caisses de l'Etat israélien une

partie des salaires versés aux dizaines de milliers de Palestiniens qui travaillent en Israël.

« L'égalité devant la loi des Juifs et des Arabes est un leurre, dit l'un d'entre eux, car il est totalement interdit aux commerçants des territoires occupés d'importer leurs marchandises d'Europe ou d'ailleurs. »

« Nous sommes obligés, ajoute-t-il, de passer par l'intermédiaire d'un grossiste israélien et donc de payer davantage de taxes. En définitive, c'est le consommateur de Cisjordanie ou de Gaza qui paiera la note et, comme ses revenus sont moins élevés que ceux des Israéliens, il est doublement pénalisé. »

Comparant la situation des commerçants à celle des agriculteurs de Cisjordanie « qui, dit-il, dépendent entièrement des Israéliens pour les semences et les engrais », un négociant d'Hébron voit dans ce nouvel impôt « un moyen pour Israël de contrôler totalement l'économie des territoires occupés ».

Un autre Palestinien de la rive ouest du Jourdain estime que les sommes ainsi collectées ne profitent absolument pas aux habitants des zones occupées, et il ajoute : « Ils nous pratiquent rien fait sur les plans social et sanitaire depuis 1967 et, avec la crise économique qui règne en Israël depuis 1973, ce ne changera certainement pas. » — (A.F.P.)

LES VENTES D'ARMES AMÉRICAINES

L'Arabie Saoudite financera l'achat de missiles anti-aériens par la Jordanie

De notre correspondant

Washington. — Consolidant sa position diplomatique et militaire au Proche-Orient, le gouvernement américain a obtenu l'accord de l'Arabie Saoudite pour financer l'achat par la Jordanie d'un système américain de défense anti-aérienne. Les milieux officiels ont confirmé, le samedi 31 juillet, qu'après dix-huit mois de négociations délicates le gouvernement de Riyad est maintenant disposé à payer 540 millions de dollars pour assurer au roi Hussein de Jordanie la livraison de quatorze batteries d'engins Hawk, une centaine de canons anti-aériens Vulcan, ainsi que trois cents engins anti-aériens Red-Eye.

La nouvelle a été accueillie avec soulagement dans la capitale. Depuis plusieurs semaines, en effet, on craignait que la Jordanie ne s'adresse à Moscou pour sa défense anti-aérienne. En mai, une mission militaire soviétique arrivait à Amman pour apprécier les besoins militaires de la Jordanie, puis le roi Hussein s'était rendu à Moscou où les Soviétiques lui avaient offert, sur une base strictement commerciale, un système d'engins sol-air, des Mig-23, des tanks T-82, bref, un système de défense anti-aérienne s'harmonisant avec celui de la Syrie.

Le Sénat s'inquiète de l'ampleur des fournitures à l'Iran

Washington. (A.F.P.) — Les ventes d'armes américaines à l'Iran ont atteint un niveau inquiétant, et la présence de techniciens civils et de fonctionnaires américains de plus en plus nombreux dans ce pays pourrait créer une situation potentiellement dangereuse, indique un rapport du Sénat publié dimanche 1^{er} août à Washington.

Selon ce document établi par la commission des affaires étrangères du Sénat, ces ventes ont totalisé la somme de 10 milliards de dollars depuis 1972, et les Etats-Unis sont devenus le principal fournisseur d'armes de l'Iran, dans pratiquement tous les domaines.

Le rapport indique également que les personnels civils et militaires américains en Iran sont passés de 16.000 personnes en 1972 à 24.000 et que le chiffre de 60.000 pourrait être atteint et même dépassé en 1980 si le rythme de développement actuel se poursuit.

« Il y a de bonnes raisons de croire que le président et le secrétaire d'Etat ne se sont pas rendus compte des implications politiques étrangères des relations militaires américano-iraniennes », a déclaré le sénateur Hubert Humphrey (démocrate / Minnesota) en rendant public le rapport. Celui-ci fait remonter à mai 1972 cette expansion des ventes d'armements, quand le président Nixon et Henry Kissinger, à l'époque son principal conseiller,

pour les affaires de sécurité nationale, éliminèrent au chah d'Iran l'assurance que les Etats-Unis étaient prêts à vendre à l'Iran « virtuellement toutes les armes conventionnelles » que ce pays désirerait.

Toujours selon le rapport de la commission des affaires étrangères, l'Iran ne possède ni le personnel ni la capacité industrielle et technique pour utiliser et entretenir la plupart des équipements militaires extrêmement perfectionnés fournis par les Etats-Unis, d'où la nécessité de l'envoi d'un nombre croissant de techniciens américains.

Cette situation, poursuit le document, a déjà créé des « problèmes socio-économiques ». En outre, en cas de crise militaire, « les personnels américains en Iran pourraient devenir des otages ». A ce sujet, le rapport cite à titre d'exemple, l'éventualité d'une intervention iranienne — utilisant des armes américaines — à l'occasion d'un nouveau conflit entre l'Inde et le Pakistan.

Commentant le rapport, le sénateur Humphrey a souligné que « compte tenu de ces énormes envois d'armements effectués jusqu'à maintenant sans orientation politique, les Etats-Unis se trouvent maintenant dans l'obligation d'abandonner, de diminuer substantiellement ou même de modifier leurs programmes de fournitures militaires à l'Iran dans leurs relations avec ce pays ».

هنا من الأهل

EUROPE

Espagne

DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE

M. Santiago Carrillo et Mme Dolores Ibarruri annoncent qu'ils regagneront bientôt leur pays

Les quelques cent cinquante détenus de droit commun qui s'étaient massés samedi sur le toit du pénitencier de Carabanchel et demandaient l'amnistie pour tous, ont mis fin à leur mouvement le dimanche 1^{er} août aux premières heures de la matinée. Les réactions à l'amnistie accordée par le roi Juan Carlos continuent d'être généralement favorables, bien que le décret ne soit pas encore paru au « Journal officiel ». Les communistes ouvriers, mouvement syndical de tendance communiste, affirment toutefois dans un communiqué qu'ils poursuivront leur lutte jusqu'à ce que le dernier prisonnier politique sorte de prison et jusqu'à ce que soient légalisés tous les partis

politiques et organisations syndicales, sans exception. Pour la première fois depuis la guerre civile, une longue interview de la « passadaria », Mme Dolores Ibarruri, présidente du parti communiste, a été publiée le 31 juillet dans le journal « El País ». Mme Ibarruri, qui vit en exil à Moscou mais se trouvait à Rome, où elle participait à la réunion du comité central du P.C.E., a indiqué qu'elle comptait revenir dans son pays prochainement, « cette année si possible ». M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a également annoncé qu'il rentrerait en Espagne au mois de septembre.

De notre correspondant

Madrid. — « L'amnistie n'est pas celle que nous souhaitons, mais elle va plus loin que ce à quoi nous nous attendions », a déclaré le professeur Enrique Tierno Galván, le président du parti socialiste populaire, résumant ainsi l'opinion générale des « responsables » de l'opposition au sujet de l'amnistie accordée par Juan Carlos, le 30 juillet. Bien que l'on ne connaisse pas encore le texte du décret et qu'il soit, par conséquent, difficile d'évaluer exactement sa portée, l'amnistie a surpris favorablement. Les exilés, dont M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, pour regagner leur patrie. Le dirigeant communiste a annoncé à Rome, à l'issue de la réunion du comité central du parti, qu'il pense revenir à Madrid officiellement en septembre, en ajoutant qu'au cours des six derniers mois il avait « traversé clandestinement en Espagne ».

Une certaine tension persiste au Pays basque

De notre envoyé spécial

Bilbao. — L'annonce des mesures d'amnistie n'a pas mis fin à la tension que l'on observe au Pays basque espagnol depuis le succès du rassemblement de Vergara le mois dernier et l'annonce de l'enlèvement puis du meurtre par un commando d'extrême droite du militant de l'ETA, réfugié en France, Eduardo Moreno Bergareche.

La députation de Biscaye a solennellement célébré à Guernica le cinquième anniversaire de la « mission du serment basque » de Ferdinand le Catholique, c'est en effet le 30 juillet 1476 que le roi d'Espagne, juré de respecter les « fueros » (droits particuliers) de la province. Au cours de la cérémonie, troublée à plusieurs reprises par les cris d'« Autonomie » et d'« Amnistie », et à laquelle deux autres provinces basques étaient représentées, M. Augusto Uñeda Barrio,

renseigne, président de la Corporation provinciale, a donné lecture de plusieurs appels récemment adressés par des représentants basques au gouvernement en faveur d'une plus grande autonomie administrative et économique.

D'autre part, de nouvelles manifestations ont eu lieu. L'une d'elles, organisée le 30 juillet à Saint-Sébastien pour protester contre l'enlèvement de Moreno Bergareche, n'a pu se dérouler librement à l'inverse de ce qui s'était produit à plusieurs reprises au Pays basque espagnol ces temps derniers.

Durant une bonne partie de la nuit, des accrochages ont eu lieu entre policiers et manifestants ; on a relevé cinq blessés dans les rangs des premiers et opéré plusieurs arrestations parmi les seconds. A Pencia, près de Bilbao, un meeting organisé samedi 30 juillet a vu s'affronter policiers et manifestants.

S'agissant de la disparition puis de l'exécution de M. Bergareche, dit « Pertur », l'ETA n'a encore publié aucun communiqué contrairement à ce qu'elle avait fait précédemment lors de circonstances analogues. Les conditions dans lesquelles ce responsable a été enlevé demeurent fort obscures et une enquête est en cours dans les rangs de l'organisation clandestine dont l'état-major n'exclut pas qu'il puisse s'agir d'un trahison.

CORRESPONDANCE

La « protection » des réfugiés en France

Après l'annonce de l'exécution de M. Moreno Bergareche, M. Maité Montori, épouse de la femme du jeune militant basque, nous écrit pour dénoncer la manière dont le régime français, et elle, de la part des autorités françaises, les commandos espagnols d'extrême droite.

Depuis plus d'un an, écrit-elle, des commandos d'extrême droite, dits « guerrilleros du Christ », qui sont en fait des émanations de l'apologie parallèle espagnole, agissent tranquillement en territoire français et, notamment, au Pays basque, pourchassant et menaçant de mort les réfugiés politiques basques espagnols qui jouissent, en France, du statut de réfugié politique régi par la Convention internationale de Genève, aux termes de laquelle le pays d'accueil, en l'espèce la France, doit protéger au réfugié.

Malgré plus de vingt-six attentats par bombes et mitraillages en pleine ville contre des réfugiés politiques, aucune mesure de protection n'a été prise par le gouvernement français malgré les nombreuses demandes formées auprès des autorités par M. Aberbury et moi-même.

Ainsi, le 23 juillet, vers midi, un commando a pu s'élever le jeune Moreno Bergareche, réfugié politique, envers qui, malgré les menaces de mort maintes fois répétées dont il faisait l'objet, aucune mesure spéciale de protection n'avait été prise.

Le commando annonce qu'il va perpétrer de nouveaux kidnappings et de nouveaux meurtres. La France laissera-t-elle ainsi commettre des crimes sur son territoire sans réagir ?

Vers une « large autonomie » économique-administrative

Ce coup de main est jugé d'autant plus sévèrement au Pays basque espagnol que différents facteurs ont rendu peu favorables à l'ETA, cessant actuellement d'y favoriser, comme dans le reste du pays, la réconciliation et l'apaisement. Très officiellement, des exilés volontaires ou non sont encouragés à titre individuel à repasser la frontière et à rejoindre l'Espagne. Ces appels discrets semblent pour l'instant trouver peu d'écho parmi les autonomistes réfugiés en France : ceux-ci redoutent que leur retour avant une amnistie totale et une invitation officielle serve de caution libérale au régime. Ils craignent aussi plus concrètement que l'action des commandos d'extrême droite ne vienne relayer celle de la police. Parmi les maîtres des quatre provinces en tout cas un courant favorable à une évolution libérale et régionaliste, voire autonomiste, du statut du Pays basque se manifeste de plus en plus clairement. Bien qu'ils aient presque tous été nommés par le pouvoir, ces maîtres ont participé nombreux à la manifestation de Vergara. La municipalité de Bilbao elle-même n'a pas manqué, tout en félicitant le gouvernement pour sa récente déclaration de programme, de souligner, dans une motion, la constitution d'un organisme de « très haut niveau » chargé d'élaborer un système de « large autonomie économique-administrative ».

BERNARD BRIGOULEIX.

LES ILES PORTUGAISES FACE A L'AUTONOMIE

(Suite de la première page.)

Qu'importe ! A la fois gomme brute et partie de culture, c'est un bel endroit. Environ cent cinquante mille touristes sont venus le voir de près l'année dernière — surtout des Anglais, mais talonnés désormais par les Allemands et les Suédois. Sachant que les Madériens sont environ deux cent cinquante mille — pour ne rien dire des quatre mille habitants de l'île voisine de Porto Santo qu'en effet personne ici ne compte ! — cet afflux de visiteurs est énorme.

Le bénéfice qu'en tire l'archipel est d'autant plus fabuleux que l'opinion s'accroît en faveur d'un tourisme dit de « qualité » est toujours à l'ordre du jour. Si Madère est le « sourire d'une jeune fille », celle-ci monnaie son charme à très bon prix. Cette politique demeure inchangée. M. Alberto José Jardim, leader du parti populaire démocratique (P.P.D.), majoritaire à l'Assemblée régionale élue le 27 juin dernier, l'admet sans complexe : « Ici, on ne peut pas faire de tourisme social, car il est cause d'inflation. Le touriste dit de qualité, lui, paie très cher ce qu'il mange ». De surcroît, il souhaite ces nappes et tissus brodés (bordados) dont la production occupe encore, à temps plein ou partiel, malgré l'après concurrence des dentelleries chinoises, plusieurs dizaines de milliers de Madériens.

Mais voilà ! Les visiteurs de qualité viennent avoir la paix. C'est dire que toute espèce d'agitation risque de les détourner vers des lieux politiquement plus paisibles. Certains Madériens ont donc en très peu de temps la « révolution des collets », ouverte le 25 avril 1974 sous le signe du libéralisme, a viré de plus en plus nettement à gauche, sous la houlette du général Vasco Gonçalves, pour finir par s'émanciper durant l'été 1975. En la réponse a été l'année dernière, une intense agitation politique sous la bannière conjuguée de l'autonomisme et de l'autonomie, voire de l'indépendance.

Certes, le désir des Madériens de se démarquer du continent ne date pas d'hier. Certains habitants de l'île sont fiers de rappeler qu'en 1581, déjà, une révolte militaire avait abouti à la proclamation d'une sphère indépendante de l'archipel. Pourtant, cette crainte que l'Europe n'en vienne à englober « la perle de l'Atlantique » dans sa réprobation des « rouges du continent », et ne finisse par bouter ses hôtels, a été, l'été dernier, les milliers de personnes qui, bien ou mal, y vivent du tourisme. « Récentement, personne ne savait venir de Madère est territoire portugais », nous déclare cet agent de voyages. Mais le bruit aurait bien fini par s'en répandre !

Le Front de libération

Une autre considération a beaucoup joué dans l'explosion de l'été 1975. Avec près de quatre cent cinquante habitants au kilomètre carré, Madère est l'une des terres les plus peuplées d'Europe. La fécondité y est exceptionnelle, et les familles de dix et quinze enfants y sont légion. Ce phénomène est ancien. Aussi, les Madériens ont-ils dû, depuis des générations, se résigner à émigrer. Beaucoup sont partis pour le Venezuela, d'autres au Brésil, en Afrique du Sud et en Angleterre.

On considère qu'il y a ainsi trois cent cinquante Madériens d'origine à travers le monde.

Beaucoup se débrouillent tant bien que mal, d'autres ont fait des fortunes. Mais tous envoient

pen ou prou de l'argent dans l'île. Pour les uns, il s'agit de venir en aide à des parents qui tirent le diable par la queue. D'autres, procèdent à des investissements coûteux. Les frères Pestana, bouchers à Johannesburg, ont pu faire suffisamment d'économies pour financer, entre autres, la construction du Sheraton de Funchal ! On estime que les envois de fonds des Madériens émigrés atteignent, avant le 25 avril 1974, l'équivalent de 130 millions de francs par an. Or, devant le cours que prenait la révolution sur le continent, ils ont cessé d'approvisionner leurs compatriotes de banques de Funchal. Certains, dans l'archipel, se sont mis à craindre l'asphyxie.

« L'été chaud » du continent a donc en sa contrepartie à Madère en 1975. Des militants communistes et progressistes ont dû, sous la menace, prendre précipitamment l'avion pour Lisbonne tandis que le Front de libération de Madère (FLMMA) signalait des attentats à la bombe et couvrait les murs et les routes de l'île de slogans séparatistes. Les appels de certains cercles d'émigrés, notamment en Angleterre, ne lui ont pas manqué, admet-on aujourd'hui.

Une junte régionale provisoire d'inspiration conservatrice a été mise en place. Cependant, le coup d'arrêt donné le 25 novembre l'extrême gauche sur le continent a calmé cet accès de fièvre. Un statut d'autonomie a été rédigé. Il prévoit, outre l'élection d'une assemblée régionale — réalisée le 27 juin dernier, — la désignation d'un gouvernement chargé, pour l'essentiel, de gérer les affaires d'intérêt local et de mettre au point un statut d'autonomie que rendra définitif l'approbation du Parlement portugais. Un ministre de la République représentera, à Funchal, la souveraineté de Lisbonne.

Ces nouvelles dispositions ont été assez bien accueillies à Madère. Les arrière-pensées ne sont peut-être pas absentes. Dans certains milieux conservateurs, l'autonomie est considérée comme le premier pas vers l'indépendance. Des gens de la meilleure société ne font pas mystère de leurs sentiments séparatistes. Nous avons eu entre les mains, par exemple, un texte rédigé par le consul de Belgique qui, sur

grés, notamment en Angleterre, ne lui ont pas manqué, admet-on aujourd'hui.

Une junte régionale provisoire d'inspiration conservatrice a été mise en place. Cependant, le coup d'arrêt donné le 25 novembre l'extrême gauche sur le continent a calmé cet accès de fièvre. Un statut d'autonomie a été rédigé. Il prévoit, outre l'élection d'une assemblée régionale — réalisée le 27 juin dernier, — la désignation d'un gouvernement chargé, pour l'essentiel, de gérer les affaires d'intérêt local et de mettre au point un statut d'autonomie que rendra définitif l'approbation du Parlement portugais. Un ministre de la République représentera, à Funchal, la souveraineté de Lisbonne.

Ces nouvelles dispositions ont été assez bien accueillies à Madère. Les arrière-pensées ne sont peut-être pas absentes. Dans certains milieux conservateurs, l'autonomie est considérée comme le premier pas vers l'indépendance. Des gens de la meilleure société ne font pas mystère de leurs sentiments séparatistes. Nous avons eu entre les mains, par exemple, un texte rédigé par le consul de Belgique qui, sur

grés, notamment en Angleterre, ne lui ont pas manqué, admet-on aujourd'hui.

Une junte régionale provisoire d'inspiration conservatrice a été mise en place. Cependant, le coup d'arrêt donné le 25 novembre l'extrême gauche sur le continent a calmé cet accès de fièvre. Un statut d'autonomie a été rédigé. Il prévoit, outre l'élection d'une assemblée régionale — réalisée le 27 juin dernier, — la désignation d'un gouvernement chargé, pour l'essentiel, de gérer les affaires d'intérêt local et de mettre au point un statut d'autonomie que rendra définitif l'approbation du Parlement portugais. Un ministre de la République représentera, à Funchal, la souveraineté de Lisbonne.

Ces nouvelles dispositions ont été assez bien accueillies à Madère. Les arrière-pensées ne sont peut-être pas absentes. Dans certains milieux conservateurs, l'autonomie est considérée comme le premier pas vers l'indépendance. Des gens de la meilleure société ne font pas mystère de leurs sentiments séparatistes. Nous avons eu entre les mains, par exemple, un texte rédigé par le consul de Belgique qui, sur

grés, notamment en Angleterre, ne lui ont pas manqué, admet-on aujourd'hui.

ce point, était des plus éloquentes. Mais, dans l'ensemble, les milieux politiques de l'archipel s'accrochent à admettre que l'octroi aux insulaires de certaines franchises politiques et administratives a désamorcé les velléités séparatistes. Pour le gouverneur militaire, le général Carlos Azevedo, l'« indépendance » c'est du « lyrisme ».

Sous la bannière assez vague de la « social-démocratie », le P.P.D. a obtenu plus de soixante pour cent des voix aux élections pour l'assemblée régionale. Il va donc former le premier gouvernement autonome de Madère. Le triomphe de cette formation, nettement plus conservatrice dans l'archipel que sur le continent, a surpris. Elle avait certes déjà remporté la majorité lors de précédentes consultations, mais moins nettement. Pourquoi cette victoire dans un district où les inégalités sociales sont considérables, où — envers du décor — une notable partie de la population vit aux limites du dénuement, où les enfants vont nus, et quarante pour cent des gens sont analphabètes ? Les so-

cialistes, battus par le P.P.D., l'expliquent par l'influence prépondérante d'une Église résolument conservatrice. Celle-ci a, de façon à peine voilée, manifesté sa préférence pour le P.P.D. L'évêque de Funchal avait invité les fidèles à s'écarter des formations « marxistes ». Quant au directeur du journal catholique de l'île, il est également le leader du parti populaire démocratique.

« L'Église dit parfois faire entendre sa voix autrement que pour dire des masses ou des nouvelles », déclare-t-il. L'influence du clergé sur une population plus dévote encore que croyante est peut-être démontrée a contrario par l'élection, dans un des secteurs les plus pauvres de l'île, et naguère socialiste, d'un prêtre qui se présentait sous une étiquette... modeste.

Une autre explication peut être avancée. Le 25 avril, l'île n'a apparemment subi aucun changement substantiel : la possibilité pour les syndicats de s'organiser. Ils l'ont fait et deux d'entre eux au moins, ceux du bâtiment et de l'hôtellerie, sont puissants. Pour le reste, tout est comme avant. Dans les campagnes, notamment, les « caïques » ou catanismo demeurent presque partout aux commandes. Et combien de serviteurs sèdes de l'ancien régime vont être ministres du premier gouvernement régional !

M. Sa Carneiro, leader du P.P.D., n'a pas caché à l'occasion d'une récente visite à Madère, que sa formation entendait mener, dans les îles, une expérience « exemplaire ». A défaut de partager le pouvoir à Lisbonne avec le P.S., M. Sa Carneiro sera peut-être le « prince des îles », comme l'a récemment caricaturé le *Journal Novo*. Il entend bien que la formation d'un gouvernement de nature « social-démocrate » à Madère se révèle supérieure à l'entreprise « social-marxiste » que selon lui, M. Mario Soares s'apprête à conduire sur le continent.

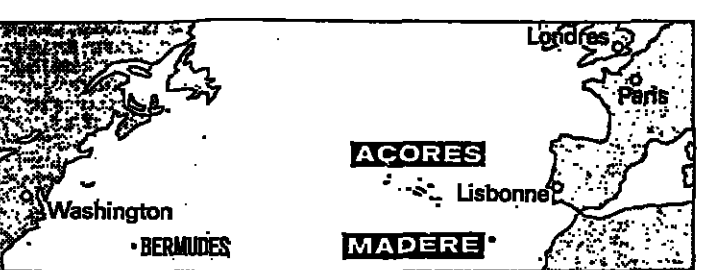
En un sens le pari semble sans risque : pour n'être pas riant, la situation économique de l'archipel est moins dramatique que celle du continent. Mais, à l'inverse, on peut imaginer que le P.S. au pouvoir à Lisbonne ne fera rien pour faciliter le succès d'une tentative à bien des égards concurrente de la sienne. « Si l'on nous met des bâtons dans les roues nous ne répondons plus de rien », ont déjà averti les leaders du P.P.D.

« Nous aurons une attitude prudente », nous déclare de son côté M. Jorge Campinos, ministre du commerce extérieur et député socialiste de Madère. Mais que l'on n'attende pas du P.S. qu'il abandonne sa mission, qui est d'être aux côtés des milliers de Madériens exilés par une demi-tourisme de grandes familles de Funchal.

JEAN-PIERRE CLERC.

Prochain article :

LES AÇORES
OU L'ÉTERNELLE
TENTATION
DU GRAND LARGE



Yougoslavie

LE MARÉCHAL TITO CRITIQUE VIVEMENT L'AMBAassadeUR DES ÉTATS-UNIS

Belgrade (A.F.P.). — Le maréchal Tito s'est pris violemment, samedi 3 juillet, dans une interview à l'agence Tanjoug, à M. Laurence Silbermann, ambassadeur des États-Unis à Belgrade. Dans quelques remarques, crûment exposées la semaine dernière devant des journalistes, avaient été créés à Belgrade un petit scandale diplomatique.

M. Silbermann avait déclaré que « certains aspects de la politique yougoslave contrecarrent les intérêts américains », ajoutant en privé que la Yougoslavie ne pouvait espérer avoir à la fois de bons rapports avec les États-Unis et une attitude agressive à l'égard de l'« impérialisme » américain.

« Vous quelles pressions, on exerce sur nous ? » s'est écrié le chef de l'État yougoslave. « Voyez cet ambassadeur américain à Belgrade, Silbermann, comment il se comporte. Il dit qu'il est payé d'exercer une pression sur nous, il donne des leçons sur notre politique intérieure et extérieure et s'immisce dans nos affaires ».

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super-ordinateurs forme, dans son Institut

PROGRAMMEURS
en 4 mois 1/2

ANALYSTES FONCTIONNELS
en 5 semaines

TECHNICIENS DE MAINTENANCE
en 6 mois 1/2

Pour conditions et dates d'interviews

Appelez dès maintenant M. Magnan au 583.46.72 (en P.C.V. de province). Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA
46, rue Albert 75013 PARIS

DATA Tel. 583 46 72

DIPLOMATIE

Tout en ouvrant des perspectives de coopération

Le voyage de M. Chirac à Tokyo n'a pas permis de faire progresser le rééquilibrage des échanges économiques

Rentré du Japon, M. Jacques Chirac est arrivé, ce lundi matin 2 août, à Paris. Le premier ministre avait quitté Osaka dimanche à midi heures françaises, à bord du DC-8 spécial de l'escadron de transport Estrel de l'armée de l'air. Il avait fait une brève escale à Anchorage, en Alaska.

La dernière journée du voyage du premier ministre au Japon n'a eu aucun caractère politique. A bord d'un autocar, M. Chirac et sa suite ont visité plusieurs temples dans les montagnes verdoyantes qui entourent Kyoto. Chaque fois, le premier ministre a dû se déchausser pour pénétrer dans les temples ouverts au culte, et il a écouté les explications données par des bonzes en kimono. Il a aussi assisté à l'exécution d'une estampe au lavis par un « maître » agencé, muni d'un dextro et de ses pinceaux de bambou.

M. Chirac s'est enfin rendu à l'école de police où lui a été présentée une démonstration de ce qu'il est convenu d'appeler des arts martiaux. Des policiers, en tenue traditionnelle, se sont livrés à des assauts de judo, de kendo, de jiu-jitsu et autres arts, accompagnés de quelques cris rauques ou stridents, des chocs des sabres de bambou et du bruit des chaînes bruyantes qui entourent Kyoto. Chaque fois, le premier ministre a dû se déchausser pour pénétrer dans les temples ouverts au culte, et il a écouté les explications données par des bonzes en kimono. Il a aussi assisté à l'exécution d'une estampe au lavis par un « maître » agencé, muni d'un dextro et de ses pinceaux de bambou.

Tokyo. — Augmenter de façon massive les échanges entre la France et le Japon et, chose plus importante encore au point de vue français, rééquilibrer ces échanges — qui actuellement sont très déséquilibrés en faveur du Japon — tels sont les objectifs majeurs de la France au lendemain du voyage de M. Chirac à Tokyo. Les relations économiques franco-japonaises ont été au cœur des conversations que le premier ministre et ses collaborateurs ont eues avec leurs collègues japonais.

Le climat a été très cordial, mais on ne peut pas dire que les réactions musclées du côté japonais par l'exposé des positions françaises permettent d'être très optimistes sur la possibilité d'atteindre ces objectifs. Il n'a même pas été facile d'obtenir les japonais à les faire figurer au communiqué final. Grâce au voyage de M. Chirac, les problèmes ont été plus clairement posés, mais on n'a guère avancé vers les solutions pratiques, et l'avenir prochain des rapports économiques franco-japonais n'apparaît pas sans difficultés ou sans tensions possibles.

Certes, M. Chirac a tenu aux japonais un langage très modéré. Mais ceux-ci n'ont pas pu se tromper sur la fermeté de ses positions : les contingents japonais restent frappés de quelques importations japonaises en France ne sauraient être levées dans la situation actuelle de nos industries et tant que, de son côté, le marché japonais demeurera aussi « opaque », aussi difficile d'accès — en dépit de certaines mesures

tion d'une estampe au lavis par un « maître » agencé, muni d'un dextro et de ses pinceaux de bambou.

M. Chirac s'est enfin rendu à l'école de police où lui a été présentée une démonstration de ce qu'il est convenu d'appeler des arts martiaux. Des policiers, en tenue traditionnelle, se sont livrés à des assauts de judo, de kendo, de jiu-jitsu et autres arts, accompagnés de quelques cris rauques ou stridents, des chocs des sabres de bambou et du bruit des chaînes bruyantes qui entourent Kyoto. Chaque fois, le premier ministre a dû se déchausser pour pénétrer dans les temples ouverts au culte, et il a écouté les explications données par des bonzes en kimono. Il a aussi assisté à l'exécution d'une estampe au lavis par un « maître » agencé, muni d'un dextro et de ses pinceaux de bambou.

La demande de la France d'un rééquilibrage de ses échanges avec le Japon n'est pas isolée : l'ensemble des pays industriels européens ont la même position. Le Japon, grâce à sa reprise économique rapide, est en pleine « offensive exportatrice ». Cette offensive inquiète, et en certains domaines, comme les constructions navales, elle pourrait être dévastatrice pour ses concurrents occidentaux. Si le Japon ne modère pas sa poussée, et s'il ne fournit pas de contreparties, il suscitera en Occident des réactions très vives.

De notre correspondant

de libéralisation prises par Tokyo — pour les exportations françaises et notamment nos produits industriels.

La demande de la France d'un rééquilibrage de ses échanges avec le Japon n'est pas isolée : l'ensemble des pays industriels européens ont la même position. Le Japon, grâce à sa reprise économique rapide, est en pleine « offensive exportatrice ». Cette offensive inquiète, et en certains domaines, comme les constructions navales, elle pourrait être dévastatrice pour ses concurrents occidentaux. Si le Japon ne modère pas sa poussée, et s'il ne fournit pas de contreparties, il suscitera en Occident des réactions très vives.

Des secteurs d'action

M. Chirac a énoncé aux japonais une série de domaines où la promotion des ventes françaises au Japon serait possible. Il s'agit des secteurs suivants :

1) Aéronautique. — Achat possible de l'A300, d'un autre modèle de Concorde. Association éventuelle du Japon à la construction de ces appareils en ce qui concerne les deux premiers ; 2) Nucléaire. — La collaboration franco-japonaise y est déjà active, mais elle peut prendre un nouveau développement : retraitement par la France d'une partie des déchets radioactifs des centrales japonaises ; construction, avec l'aide française, d'une deuxième usine de retraitement ; vente de technique française pour les futurs surgénérateurs japonais.

3) Informatique et électronique. — La France souhaite collaborer avec le Japon dans le domaine des composants et de la recherche scientifique avancée ; 4) Les techniques spatiales où la France se trouve en pointe, comme la construction de navires spatiaux, l'aérospatiale.

Dans des secteurs moins avancés, le Japon pourrait également ouvrir davantage aux exportations françaises, comme l'automobile, les textiles, les machines, l'alimentation, etc. Certes les japonais n'ont pas tout de dire que les commerçants et industriels français se sont insuffisamment intéressés au marché nippon et que cette situation doit être corrigée. Mais, l'exception du domaine nucléaire, le Japon est resté très en arrière des larges possibilités qu'il aurait de mieux équilibrer ses échanges avec la France.

Reste enfin le problème de la collaboration franco-japonaise dans les pays tiers. Elle a donné lieu à des expériences très positives d'entreprises conjointes, à l'appel de Chirac : cimentier à Abu-Dhabi, prospection d'uranium au Niger, énergie électrique en Iran, etc. Encore faudrait-il que les japonais introduisent sur les marchés des pays tiers non profitent pas pour pratiquer des adjudications très inférieures aux prix les plus bas de leurs concurrents occidentaux. Dans les milieux d'affaires français, on estime que ce problème de la concurrence dans les pays tiers n'est pas moins important que celui que pose le déséquilibre du commerce direct entre la France et le Japon.

ROBERT GUILLAIN.

UN AN APRÈS LA CONFÉRENCE D'HELSINKI

Le premier anniversaire de la signature, à Helsinki, de l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) suscite des déclarations et commentaires très divers.

● A MOSCOU, M. Chitikov, président du Soviet de l'Union et du comité soviétique pour la sécurité et la coopération en Europe, s'est déclaré, dans la « Izvestia », satisfait de ce que « de nombreuses dispositions de l'acte final trouvaient leur expression dans la pratique des relations internationales ». Pour la « Pravda », « le P.C. soviétique et l'U.R.S.S. montrent l'exemple de l'exécution active de tous les points de l'accord ». Les journaux dénoncent en même temps, à l'exemple de M. Brejnev, le « diktat occidental » par lequel l'Italie est menacée de pressions économiques en cas d'entrée des communistes au gouvernement.

● A PEKIN, les dirigeants chinois saisissent cette occasion pour reprendre les attaques contre la « conférence de l'insécurité européenne » et pour dénoncer « le danger de la détente factice ».

Les pays de l'Est européen manifestent quelque amertume

De notre correspondant

Vienna. — A en juger par les commentaires parus ces derniers jours dans la presse, les pays communistes de l'Europe de l'Est paraissent célébrer le premier anniversaire de la conférence d'Helsinki avec des sentiments mitigés. Les articles, diffusés par les agences d'information de ces Etats, ne donnent pas un tableau complet des opinions. Mais, outre que leur sélection est déjà en soi une indication du sentiment dominant, leur contenu dénote un manque d'enthousiasme frappant.

Les appréciations les plus sévères ont été portées dans l'hebdomadaire roumain *Lucea* par M. Lipati, qui dirige la délégation de son pays pendant les travaux de la conférence. Avec une franchise fort peu diplomatique, le responsable roumain écrit : « Les espoirs placés par les peuples dans les documents signés à Helsinki n'ont pas été confirmés jusqu'à présent. Très peu de mesures ont été prises, peu de pas concrets ont été faits pour résoudre les problèmes complexes, graves, existant en Europe ». L'auteur de l'article critique, en particulier, les tentatives d'interprétation et d'application partielles de l'acte final, la pratique de la politique des blocs et la peur de succès des initiatives en vue de réaliser la détente militaire.

Tout aussi négative, dans une perspective jugement différent, est l'analyse faite dans le dernier numéro de la revue *Társadalmi Szemle*, par M. János Nagy, vice-ministre hongrois des affaires étrangères. Dans l'activité déployée pour appliquer le

document d'Helsinki, note M. Nagy, les éléments positifs dominent, mais il s'y mêle des éléments négatifs du fait de « certains pays occidentaux ». Les réinterprétations du document hongrois sont multiples : l'inaction occidentale dans les affaires internes du Portugal, émission de Radio-Free Europe, pratiques commerciales discriminatoires, délais trop longs pour la délivrance de visas aux touristes. L'auteur de l'article critique aussi vivement « la campagne qui se développe ces temps derniers dans les pays capitalistes occidentaux contre l'Union soviétique et les pays socialistes ».

Les attaques contre les ennemis de la détente ne sont pas nouvelles à l'Est. L'encore de l'acte final était à peine sèche que la presse des pays communistes, en particulier en Pologne, dénonçait les « cercles anti-Helsinki ouest-européens et américains ». Mais il s'agissait là, en quelque sorte, d'un rituel. Les dernières prises de position paraissent, au contraire, traduire l'insatisfaction réelle de la part des petits pays communistes d'Europe de l'Est, voire de l'amertume. Plus menacés idéologiquement que les Soviétiques, ne serait-ce que du fait de leur proximité géographique avec l'Occident, ils n'ont pas le sentiment d'avoir recueilli sur le plan politique et sur tout économique tout le bénéfice escompté d'Helsinki. Mais, comme le note un commentateur, ce n'est pas en un an, ni même en une décennie, que pourront se faire sentir tous les bienfaits attendus de la détente.

MANUEL LUCBERT.

Mme Thatcher reprend ses attaques contre la politique de détente

De notre correspondant

Londres. — Surnommée par les Soviétiques « la femme de fer du monde occidental », Mme Thatcher vient de repartir vigoureusement à l'attaque contre les illusions et les périls de la politique de détente. Dans un discours prononcé samedi 31 juillet devant une assemblée conservatrice à Dorking, elle a mis les démocrates en garde contre la « duplicité » soviétique.

La campagne du leader tory embarrasse quelque peu le gouvernement travailliste et le ministre de la défense, M. Mason, a accusé Mme Thatcher de ranimer la guerre froide.

Dans son discours, Mme Thatcher avait déclaré qu'un an après la signature des accords d'Helsinki, l'Union soviétique présente toujours l'image d'une « société fermée et oppressive » et poursuit de façon plus systématique que jamais une politique de réarmement aussi bien sur le front européen que face à la Chine.

Mme Thatcher a rappelé que les Etats-Unis accroissent leur budget militaire et que l'Allemagne ferait de même. Pour la France, le leader tory s'est montré moins catégorique, se contentant d'indiquer que le gouvernement de Paris entreprend lui aussi un effort accru dans le domaine de la défense. Elle a dénoncé l'attitude du cabinet travailliste qui ne cesse de « couper, couper et couper encore » les crédits alors qu'il a déjà réduit les dépenses militaires trois fois en deux ans.

Les déclarations de M. Callaghan

Le premier ministre, M. Callaghan, a usé d'un langage plus prudent dans une interview qu'il a accordée à l'agence Tass. Il a seulement estimé que « la liberté de mouvement et d'information » prévue dans ces accords n'était pas encore devenue une réalité. Il a exprimé l'espoir que « des progrès substantiels » seront réalisés dans ce domaine avant la réunion, l'an prochain, de la conférence qui doit passer en revue les résultats de la politique amorcée à Helsinki.

La presse conservatrice approuve dans une certaine mesure les avertissements du leader tory, mais le *Sunday Telegraph* rappelle que, lorsque Winston Churchill dénonçait le nazisme avant la guerre, il visait à provoquer un changement fondamental dans l'attitude du camp démocratique. L'hebdomadaire note que Mme Thatcher n'a pas encore dit par quel elle voulait remplacer « la politique de détente de Kissinger ».

JEAN WETZ.

La reprise de la conférence sur le droit de la mer

(Suite de la première page.)

Cette notion de zone économique exclusive réduit considérablement l'étendue des eaux internationales, comprenant les fonds réputés « patrimoines communs de l'humanité », dont l'exploitation devrait se faire au profit des pays pauvres. Utiliser les richesses sous-marines comme moteur du développement, c'était l'idée — peut-être trop utopique — de M. Arvid Pardo, alors ambassadeur de Malte auprès des Nations unies, lorsqu'en 1967 il proposait d'internationaliser les ressources des grands fonds marins, devenant ainsi le promoteur de la conférence.

La tendance actuelle est d'étendre les appropriations nationales des portions de plus en plus vastes des océans. Ceux-ci, au lieu de servir au progrès des pays en voie de développement, risquent de susciter de nouvelles discordes et d'augmenter, au point de les rendre explosives, les inégalités entre pays riches et pays pauvres. Dans ces conditions, soupire M. Pardo, à quel bon une convention ?

Tout le monde n'est pas aussi pessimiste que M. Pardo (qui ne s'occupe plus, d'ailleurs, du droit de la mer). M. S. Amersingh (Sri-Lanka), qui présida la conférence depuis la session de Caracas, a déjà précisé les dix points sur lesquels les délégués vont devoir le plus travailler :

- 1) Structure de l'autorité internationale qui devrait superviser l'exploitation des grands fonds ;
- 2) Sauvegarde des intérêts des pays sans littoral ou géographiquement défavorisés (que ces Etats soient industriels ou en voie de développement) ;
- 3) Définition juridique précise des rapports entre les concepts de zone économique exclusive et de haute mer ;
- 4) Recherche scientifique en dehors de la haute mer ;
- 5) Mécanisme viable pour le règlement obligatoire des différends ;
- 6) Formulation des clauses finales qui préserveraient l'unité de la convention tout en assurant l'équilibre entre les droits et les devoirs de chaque Etat.

D'ores et déjà on sait que l'une des pierres d'achoppement majeures est l'autorité : les Etats-Scandinaves veulent absolument de la trouver soumis à une administration qui serait dominée par les pays en voie de développement ; d'autres pays, dont la

France et l'U.R.S.S. veulent éviter que les Etats-Unis ne s'arrogent de fait un monopole de l'exploitation des grands fonds marins. La position française est également très nette sur la question du règlement des différends : au lieu d'une sorte de tribunal permanent, la France préférerait un système d'arbitrage à un coup par coup, chaque partie se mettant d'accord avec la partie adverse pour désigner des arbitres impartiaux.

YVONNE REBEYROL.

Libres opinions

L'enjeu de la mer pour les Français

par LOUIS DARINOT (*)

DEPUIS longtemps, depuis toujours peut-être, le principe traditionnel du droit de la mer est celui de la liberté de navigation, de pêche, de survol et pose d'engins. La haute mer est considérée comme « res nullius », ouverte à toutes les nations.

La seule limitation apportée à ce régime de liberté touchait les eaux territoriales sur lesquelles l'Etat riverain exerce sa souveraineté. La coutume internationale a fixé pendant longtemps la distance à la portée d'un boulet de canon : 3 milles marins (environ 5,5 km).

Ce régime libéral n'a pas manqué, là comme en d'autres domaines, de permettre à quelques grandes puissances navales d'assurer depuis plusieurs siècles leur domination sur l'espace maritime. Les autres Etats côtiers dépourvus de flotte importante voyaient, quant à eux, leurs droits strictement limités à leur zone côtière.

L'importance de la mer, toujours reconnue comme primordiale sur le plan de la navigation, a acquis depuis le dernier quart de siècle une tout autre dimension. Les océans représentent une considérable réserve en énergie, en matières premières et un extraordinaire potentiel de ressources en matières vivantes pour la consommation humaine.

Un nouvel ordre économique mondial est à définir. Le gouvernement français en a-t-il conscience ? Une convention globale qui traite en fait de l'avenir des trois quarts de la surface du globe, tenant compte du concept de « patrimoine commun de l'humanité », avec une approche internationaliste, est-elle possible ? Aucun accord applicable ne saurait être conclu sans des concessions mutuelles et sans une adhésion massive des cent cinquante-cinq Etats concernés.

A notre époque, les conceptions traditionnelles du droit de la mer se trouvent remises en cause sous l'effet de facteurs techniques, économiques et politiques. La mer s'est avérée le siège de ressources (pétrole off-shore, nodules polymétalliques, agrégats, etc.) que l'évolution des techniques rend actuellement exploitables.

De même le prélèvement sur les ressources vivantes s'est notablement intensifié sous l'effet de l'augmentation des capacités de capture et de traitement des flottilles. Une prise de conscience du caractère limité des ressources s'est effectuée et permet d'envisager la recherche d'une gestion rationnelle des stocks et une répartition plus équitable de leur utilisation. La mer n'est plus en 1976 le champ clos de quelques puissances navales. L'affrontement des Etats, d'abord uniquement militaire, devient, là comme ailleurs, également économique.

Les pays, notamment ceux en voie de développement, toujours écartés de l'exploitation de l'océan, considèrent maintenant celui-ci comme un des fondements possibles de leur croissance économique.

L'évolution du droit de la mer s'opère à travers trois tendances essentielles, dont les contradictions ne sont que le reflet des intérêts opposés des Etats. La première est celle de l'appropriation des espaces maritimes. Elle s'est déjà traduite en droit positif, depuis 1945, par l'extension des eaux territoriales à 6 milles, puis à 12 milles, par le droit exclusif d'exploitation du plateau continental jusqu'à une profondeur de 200 mètres, par le droit exclusif d'exploitation des ressources vivantes dans les limites de 200 milles.

La deuxième tendance est celle de l'internationalisation de la gestion collective des grands fonds. Elle paraît la seule manière pour les Etats à faible niveau technologique d'empêcher la prédominance des grandes puissances.

La troisième, tentative de compromis entre les deux précédentes, est la tendance à la régionalisation déjà réalisée dans le domaine de la pêche. Elle a la faveur des Etats sans littoral.

Derrière ces différentes tendances s'affirment des oppositions entre Etats qui animent le débat actuel sur l'évolution du droit de la mer : l'opposition entre les puissances maritimes (dont la France) et les autres Etats, à propos de la réglementation en matière de pollution et de sécurité ; l'opposition entre les Etats à technologie avancée et les pays en voie de développement (souvent producteurs de matières premières) en matière d'exploitation des grands fonds et aussi des ressources vivantes ; l'opposition entre les Etats côtiers et les Etats non côtiers qui cherchent à devenir partie prenante ; l'opposition possible entre les deux grandes puissances (U.S.A. et U.R.S.S.) et tous les autres Etats à propos du droit de transit dans les détroits, capital pour l'organisation de leur défense.

Enfin, s'ajoutent à tout cela les intérêts de certaines firmes multinationales, intérêts pris en charge par quelques pays industrialisés.

L'enjeu de la session de New-York est un nouveau partage des richesses du monde. Les appétits coloniaux, même s'ils ont changé d'aspect, n'ont pas disparu. M. Kissinger, qui sera présent, ne s'y est pas trompé. Les Etats-Unis achèveront les débats pour un aboutissement rapide de la conférence et, si celle-ci doit échouer, alors ils prendront sa bonne conscience des mesures unilatérales.

Le gouvernement français a fait voter au Parlement une loi lui permettant aussi de braver la menace de la zone exclusive des 200 milles. Mais il n'a pas fait connaître les positions qu'il défend ou qu'il défendra dans une des plus importantes négociations mondiales de tous les temps.

Va-t-il associer les parlementaires de l'opposition aux discussions de la prochaine session ? A-t-il envisagé les conséquences de la future convention pour la politique navale de défense ?

A-t-il au moins la certitude d'aboutir dans le cadre de la C.E.E. à la communautarisation des eaux ? Va-t-il indiquer à l'industrie française quel est son rôle en matière de mesure de sa livre à l'exploitation des fonds marins ?

Le dilemme de la position française en la matière va-t-il se réduire à participer à l'exploitation des fonds marins par prise de participation dans des firmes multinationales à direction américaine ou à ne pas participer ? Nous, socialistes, nous avons pour notre pays d'autres ambitions.

(*) Député de la Manche, délégué national du parti socialiste aux questions maritimes.

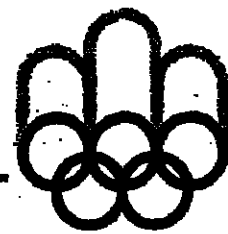
Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande

5, rue des Nations, 75007 PARIS cedex 06

كتاب الهلال



LES XVIII^{es}

Le déclin américain

De nos envoyés
spéciaux

Montréal. — A Munich, il y a quatre ans, les États-Unis avaient perdu une situation dominante qu'ils occupaient depuis plus d'un demi-siècle. Ni l'entrée en force des Soviétiques en 1952 ni l'arrivée inopinée des pays africains en 1968 n'avaient suffi à provoquer un déclin comparable à celui que les Américains allaient connaître en 1972 dans les compétitions d'athlétisme. En 1952 comme en 1968, ils pouvaient se prévaloir d'une quinzaine de titres olympiques; en 1972 comme en 1976, ils n'ont obtenu que six médailles d'or. De sorte que la question que l'on se posait au terme de la vingtième olympiade trouve aujourd'hui sa réponse: il ne s'agit pas d'un déclin transitoire, d'une

mauvaise passe qui ne se renouvellerait pas, mais bien d'un recul par rapport à d'autres nations en tête desquelles vient la « petite » R.D.A.

En fait, les États-Unis sont restés strictement sur leurs mauvaises positions d'il y a quatre ans, alors que l'on s'attendait à les voir redresser la barre, ne serait-ce que parce que les Jeux se déroulaient sur leur continent. Non seulement leurs athlètes bénéficient d'un public en or composé en majorité de compatriotes qui s'enthousiasment à l'encouragement, mais encore peuvent-ils profiter de la proximité de leurs bases pour contrebalancer les effets du dépaysement. Dwight Stones, par exemple, peu satisfait de l'ambiance au village olympique, a pu retourner s'entraîner « à home ». Cela n'a pas suffi. Une analyse portant sur des statistiques plus larges tend même à prouver que les Américains non seulement n'ont pas confirmé leurs quelques succès de Munich, mais qu'ils ont perdu du terrain.

Si l'on prend en considération les trois premières places dans chaque discipline, on s'aperçoit que les États-Unis obtiennent, là encore, des résultats rigoureusement identiques à quatre ans d'intervalle, alors que leurs deux principaux rivaux (la R.D.A. et l'U.R.S.S.) augmentent considérablement leurs scores. Ce sont ces derniers qui ont profité des abstentions, comme on dit en matière d'élections. La

défection des pays africains, contrairement à ce que l'on prévoyait, n'a pas avantage les champions du Nouveau Monde, et l'on est en droit d'imaginer leur déconfort à quelques Filbert Bay ou autre Akil Saa ayant participé à ces Jeux.

En 1952, chez les hommes, les Américains se classaient trente fois aux trois premières places. A Munich comme à Montréal — et là encore on ne peut qu'être frappé par la similitude des chiffres, ils ont remporté dix-neuf médailles, tous métaux confondus, toujours dans les épreuves masculines. Mais, à partir des deux dernières olympiades, un nouvel élément est à prendre en considération. Les femmes, qui n'avaient en droit jusqu'à là qu'un programme limité et variant de Jeux olympiques à d'autres, ont vu enfin leur liste de compétitions élargie et suffisamment stable pour qu'il soit possible de faire des comparaisons. Comparaisons qui, cette fois, tournent nettement à l'avantage des pays de l'Est.

Que disent les chiffres? A Munich, États-Unis: 6 médailles d'or, 22 médailles en tout; R.D.A.: 9 médailles d'or, 23 médailles en tout; U.R.S.S.: 8 médailles d'or, 13 médailles en tout. A Montréal, États-Unis: 6 médailles d'or, 22 médailles en tout; R.D.A.: 11 médailles d'or, 27 médailles en tout; U.R.S.S.: 4 médailles

Adieu Montréal, à bientôt Moscou

Montréal. — La flamme olympique s'est éteinte le 1^{er} août au soir devant les tentes des derniers d'été dressés sur la pelouse du grand stade. Mêlés à des cohortes d'Indiens au chef emplumé, les athlètes ont participé à une cérémonie de clôture haute en couleur et chaleureuse. Le style débridé contrastait avec le protocole guindé et un tintement militaire de la cérémonie d'ouverture. Cette fois, les participants aux Jeux de la XXI^e Olympiade prirent possession du stade sans distinction de pays ou de race, au milieu de jeunes filles habillées de bleu, de jaune, de noir, de vert et de rouge formant les carreaux du drapeau olympique.

Montréal saluait ses invités en plongeant dans son folklore original, mais les avantages de la télécommunication permirent de passer de l'image des tribus indiennes sorties de leurs réserves à celle de la ville qui accueillera les Jeux en 1980. En direct de Moscou par satellite, les spectateurs purent voir sur les tableaux lumineux de jeunes Soviétiques danser sur la place Rouge, et quelques gracieuses Moscovites les saluer d'un sourire. Tout cela ne pouvait se terminer que par une folle ronde à laquelle prirent part spontanément les hôtes. Des farandoles se formèrent et se

croisèrent. Nul ne voulait quitter ces lieux des grands exploits sportifs malgré les dernières parades répandues en lettres d'or au tableau électronique: « Adieu Montréal, à bientôt Moscou ».

« Mille journalistes ennuyés »

Cette liesse un peu nostalgique révélait aussi un certain soulagement. Non seulement les Jeux avaient eu lieu alors que bien des difficultés en avaient fait douter, mais encore se sont-ils déroulés sans incident. Pendant ces quinze derniers jours, les organisateurs ont vécu dans la hantise du drame de Munich (1), et n'ont permis aux journalistes de se mêler à la manifestation sportive la plus surveillée que l'on ait connue. Des soldats en armes ont monté partout une garde vigilante mais efficace, même si cela revenait parfois à enfreindre les règles de l'hospitalité.

« Nous préférons mille journalistes ennuyés à un attentat », expliqua sans fard un commissaire de police devant qui on avait conduit un de nos confrères coupable de s'être déplacé hors de l'enceinte qui lui était réservée. Comment répliquer? Mais comment aussi ne pas s'inter-

roger sur ce que peut devenir une « fête mondiale de la jeunesse » que des soldats épieux le doit sur la dévotion. Si ces Jeux ont manqué d'âme, selon le reproche fait par Mme Monique Berlioux, directrice du comité international olympique, n'est-ce pas parce qu'il est difficile de se croire au paradis quand les anges gardiens portent le baret des marines en guise d'ouïe et la mitrailleuse à la place des ailes. Que vont devenir les Jeux si la trêve olympique doit être imposée « manu militari »?

Cette question n'était plus celle dimanche soir, du maire de Montréal, M. Jean Drapeau, objet d'une ovation spontanée de la part des soixante-dix mille spectateurs pressés dans les tribunes du stade. Manifestation de partisans à l'égard d'une personnalité par ailleurs contestée? Il faudrait attendre les prochaines élections pour en décider. Pour le moment, M. Drapeau semble avoir tenu son second pari — après l'Exposition universelle de 1967 — en organisant les Jeux à Montréal. Qui qu'il en coûte. — F. S.

(1) A Munich, le 5 septembre 1972, onze membres de la délégation israélienne ont trouvé la mort après avoir été pris en otage par un commando palestinien. Cinq fédéraux avaient également été tués au cours de la fusillade qui s'ensuivit sur l'aéroport municipal.

Loin de Montréal

AUTOMOBILISME

Après l'accident du Grand Prix d'Allemagne
Niki Lauda dans un état alarmant

Le pilote autrichien Niki Lauda, champion du monde en titre, a été gravement blessé dimanche 1^{er} août sur le circuit de Nürburgring au cours du Grand Prix d'Allemagne. Le départ de l'épreuve avait été donné sous une petite pluie, de sorte que tous les pilotes sautèrent un tour. Niki Lauda, qui avait pris le départ en 11^e position, fut victime d'un accident au 13^e tour. La voiture heurta d'abord le talus, fut renversée de l'autre côté de la piste contre les rails de sécurité, et c'est dans ce deuxième choc qu'elle prit feu. Seul Lauda, qui avait pu s'éjecter, fut projeté à terre. Il fut transporté à l'hôpital d'urgence de la ville de Wiesbaden, où il est actuellement sous traitement. Les médecins refusent de se prononcer, précisant simplement que Niki Lauda n'avait toujours pas repris connaissance.

Après qu'un deuxième départ ait été donné, le Grand Prix d'Allemagne fut enterré par le Britannique James Hunt (McLaren), qui remporta ainsi sa quatrième victoire de la saison (Espagne, France, Grande-Bretagne, Allemagne).

CLASSEMENT
1. Hunt (McLaren), 2. Schekter (Ferrari), à 27 sec.; 3. Mass (McLaren), à 53 sec.; 4. Pace (Brabham-Alfa Romeo), à 54 sec.; 5. Nelson (Lotus), à 1 min. 17 sec.; 6. Stommelen (Brabham), à 2 min. 38 sec., etc.

DU CHAMPIONNAT DU MONDE
1. Lauda, 38 points; 2. Hunt, 44 pts; 3. Schekter, 35 pts; 4. Depallier, 28 pts.

HIPPISME. — Le prix des Chénies disputé à Deauville et remporté par le pacha couple gagnant et tiéce a été gagné par Ebbi, suivi de If You Like et de Mistful. La combinaison gagnante est 5-13-1.

LES RÉSULTATS

Les résultats imprimés en caractères gras correspondent à des résultats décevants (finis les trois premiers sont, respectivement, dans l'ordre où ils sont nommés : médaille d'or, médaille d'argent, médaille de bronze).

Athlétisme

FINALES

1000 MÈTRES

1. Walker John (N.-Z.), 3 min. 39 sec. 17; 2. Vandamme Kyo (Bel.), 3 min. 39 sec. 27; 3. Wellmann P.-H. (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33; 4. Coghlan Eamonn (Irl.), 3 min. 39 sec. 39; 5. Clément Paul (G.-B.), 3 min. 39 sec. 55; 6. Vohlhuier Richard (E.-U.), 3 min. 40 sec. 54; 7. Moorcroft David (G.-B.), 3 min. 40 sec. 54; 8. Crough Graham (Aus.), 3 min. 41 sec. 50.

4 X 100 MÈTRES

1. États-Unis (Glance, Jones, Hampton, Siddell), 38 sec. 35; 2. R.D.A. (H. 38 sec. 55; U.R.S.S., 38 sec. 75; 3. Pologne, 38 sec. 82; 4. Cuba, 38 sec. 91; 5. Italie, 38 sec. 95; 6. France (M.-C. Amoult, J. Arande, L. Sainthe-Rose, D. Charvel), 39 sec. 16; 7. Canada, 39 sec. 41.

4 X 400 MÈTRES

1. États-Unis (Frazier, Brown, Newhouse, Parks), 2 min. 58 sec. 55; 2. Pologne, 3 min. 1 sec. 43; 3. R.F.A., 3 min. 1 sec. 51; 4. Canada, 3 min. 2 sec. 34; 5. Jamaïque, 3 min. 2 sec. 54; 6. Trinidad-et-Tobago, 3 min. 3 sec. 46; 7. Cuba, 3 min. 3 sec. 51; 8. Finlande, 3 min. 6 sec. 51.

MARATHON

1. Waldemar Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec.; 2. Frank Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec.; 3. Karel Lismont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.; 4. Donald Kardong (E.-U.), 2 h. 11 min. 18 sec.; 5. Lasse Viren (Fin.), 2 h. 13 min. 10 sec.; 6. Jérôme Dayton (Can.), 2 h. 13 min. 30 sec.; 7. Leonid Menez (U.R.S.S.), 2 h. 13 min. 33 sec.; 8. Franco Fava (It.), 2 h. 14 min. 14 sec. 8.

HAUTEUR

1. Wacziarg Jack (Pol.), 2 m. 25 m; 2. Joy Gray (Can.), 2 m. 25 m; 3. Shores Dwight (E.-U.), 2 m. 21 m; 4. Rudalov Sergey (U.R.S.S.), 2 m. 21 m; 5. Semtin

FINALES

4 X 100 MÈTRES

1. R.D.A. (M. Oelner, R. Stecher, C. Rodendorf, B. Ecker), 42 sec. 56 (rec. olympique); 2. R.F.A., 42 sec. 59; 3. U.R.S.S., 43 sec. 09; 4. Canada, 43 sec. 17; 5. Australie, 43 sec. 18; 6. Jamaïque, 43 sec. 24; 7. États-Unis, 43 sec. 35; 8. Grande-Bretagne, 43 sec. 78.

4 X 400 MÈTRES

1. R.D.A. (D. Malsch, B. Rohde, X. Steph, C. Brehmer), 3 min. 19 sec. 23 (rec. du monde); 2. États-Unis, 3 min. 22 sec. 51; 3. U.R.S.S., 3 min. 24 sec. 34; 4. Australie, 3 min. 25 sec. 5; 5. Finlande, 3 min. 25 sec. 71; 6. Jamaïque, 3 min. 25 sec. 87; 7. Grande-Bretagne, 3 min. 28 sec. 01; 8. Canada, 3 min. 28 sec. 21.

POIDS

1. Christova Ivanka (Bul.), 21,16 m; 2. Chijova Nadejda (U.R.S.S.), 20,96 m; 3. Vlasova Helena (Cub.), 20,67 m; 4. Adam Marianne (R.D.A.), 20,55 m; 5. Schokochova Iona (R.D.A.), 20,54 m; 6. Drosos Margitta (R.D.A.), 19,79 m; 7. Wilms Eva (R.F.A.), 19,64 m; 8. Breyanova Elena (Bul.), 18,80 m.

Boxe

FINALES

Hernandez (Cub.) bat UK 14 (R.D., Corée), aux points.

MOUCHES

Randolph (E.-U.) bat Duvalon (Cub.), aux points.

COQS

Jo Gu (R.D. Corée) bat Mooney (E.-U.), aux points.

PLUMES

Herrera (Cub.) bat Novakowski (R.D.A.), k.o. au deuxième round.

SPORTS ÉQUESTRES

Médaille d'or pour la France au concours de saut d'obstacles

(Suite de la première page.)

Après le premier tour, Français et Allemands étaient à égalité avec 24 points (six fautes pour trois cavaliers). Malgré une apparente facilité de parcours, la lourdeur du terrain, détrempé depuis plusieurs jours, avait empêché que soit réalisé le moindre sans faute. Et on notait avec tristesse l'élimination de cette première manche, de l'équipe italienne et des prestigieux frères D'Inzeo.

Le second tour allait donc être décisif. Hubert Parot prenait le départ sur *Rinçage*, beau cheval breton d'ampleur moindre que les nombreux allemands. Il ne sautait les six premiers obstacles sans problème, mais le septième, le saut de la rivière, ennemi traditionnel des Français avec ses 5 mètres de large, lui était fatal. Soitement d'ailleurs, puisqu'il devait avouer plus tard avoir managé son cheval qu'une monte trop forte et l'accélération nécessaire à un demi-saut normalement perturbé. C'était là sa seule faute.

Une lutte indécise

Vinrent ensuite Schockemoehle, Marc Roguet, Soenke Soenken, Michel Roche et Hans Winkler, auteur lui aussi d'une seule faute. Les deux équipes sont encore à égalité lorsque Marcel Roche, sans conteste le meilleur cavalier français sur son *Bogard* de Marquis, un demi-sang normand âgé de neuf ans, qui a de la sou-

plesse, du sang et du cœur. Certes, il tolère quelques obstacles, mais aucun des six premiers ne tombe. Pourtant, il saute particulièrement mal la rivière « Je le tenais un peu ferme », dira le cavalier, et met les deux postérieures dans l'eau. Ce sera aussi sa seule faute. Il reste donc à attendre le parcours d'Alwin Schockemoehle, auteur d'un double sans faute dans l'épreuve individuelle. Avec son grand Hanovre, il forme le plus beau couple du concours. L'un et l'autre semblent survoler les obstacles et comme pour insulter les Français, passent la rivière avec une large marge. Sur les barres de Spa pourtant, le onzième obstacle, touche des postérieures et fait tomber une barre. A nouveau, les deux équipes sont à égalité. Le douze est sauté, l'oxer du treize aussi; il n'y a plus que le double du quatorze, défiant pour les chevaux de grande ampleur, car ses deux éléments sont très rapprochés (7,55 m) et, de fait, Schockemoehle fait tomber une barre du deuxième obstacle, la France devient championne olympique.

« Les Allemands sont toujours meilleurs que nous », reconnaît le chef de Jean d'Orgeix, médaille de bronze aux Jeux de 1948, sur *Sucre de pomme*, et entraîneur national des sauts d'obstacles depuis juillet 1973. Depuis qu'il a pris en charge une équipe de France à la dérive, Jean d'Orgeix ne cesse de se battre pour imposer ses idées. Chaque fois qu'on l'élève français, il répond que

« ce sont les cavaliers qui font les chevaux ». Est-on sévère avec les hommes, il met en cause l'instruction actuelle de l'équitation dans le grand de l'arène et plus précisément du Cadre noir de Saumur. Avec un magnétoscope et un dynamomètre, système qui permet de rechercher la position idéale — « le saut, dit-il, c'est des mathématiques » — il apprend aux cavaliers à corriger leurs erreurs. Il rêve désormais de pouvoir former dix ou quinze jeunes hors de l'instruction traditionnelle, et espère que, après cette victoire aux Jeux olympiques, on va désormais admettre qu'il faut revoir toute l'instruction française.

BRUNO DETHOMAS.

UN CAVALIER IRLANDAIS DISQUALIFIÉ

Un cavalier irlandais, Ronald McMahon, a été disqualifié lors de l'épreuve du concours complet parce qu'il avait donné son cheval *San Carlos*. McMahon avait terminé vingt-septième du concours individuel. Sa disqualification a également entraîné celle de l'Irlande dans l'épreuve par équipes où elle s'était classée septième et dernière.

LÉGERS

David (E.-U.) bat Outov (Roum.), aux points.

SUPER-LÉGERS

Leonard (E.-U.) b. Aldams (Oub.), aux points.

WELTERS

Schfield (R.D.A.) bat Gammara (Venez.), aux points.

SUPER-WELTERS

Byrtick (Pol.) bat Kacar (Youg.), aux points.

MOYENS

M. Spinks (E.-U.) bat Biskiev (U.S.S.R.), arrêté de l'achève au troisième round.

MI-LOURDS

L. Spinks (E.-U.) bat Soria (Cub.), arrêté au troisième round.

LOURDS

Stevenson (Cub.) b. Simon (Rou.), abandon au troisième round.

Canoe-Kayak

CANOE MONOPLACE

(1 000 mètres)
1. Matija Ljubek (You.), 4 min. 5 sec. 31; 2. Vasilij Urshenko (U.R.S.S.), 4 min. 15 sec. 37; 3. Thomas Wichmann (Hon.), 4 min. 14 sec. 11; 4. Borislav Ananiev (Bul.), 4 min. 14 sec. 41; 5. Ivan Panchichev (Bul.), 4 min. 15 sec. 8; 6. Roland Iche (Fr.), 4 min. 16 sec. 22.

CANOE BIPLACE

1. Petenko-Vonogradov (U.R.S.S.), 3 min. 52 sec. 78; 2. Danilov-Simonov (Rou.), 3 min. 54 sec. 28; 3. Baidar (Cub.), 3 min. 55 sec. 66; 4. Opars-Oronowicz (Pol.), 3 min. 59 sec. 58; 5. Both-Tode (R.D.A.), 4 min. 27; 6. Gvriedka-Sorb (Cub.), 4 min. 1 sec. 48.

KAYAK MONOPLACE

1. Rudiger Helm (R.D.A.), 3 min. 48 sec. 20; 2. Goss Goss (Hon.), 3 min. 48 sec. 44; 3. Vasilij Urshenko (U.R.S.S.), 3 min. 49 sec. 55; 4. Orszag Ferri (Hon.), 3 min. 51 sec. 13; 5. Aleksandr Shaparenko (U.R.S.S.), 3 min. 51 sec. 45; 6. Berndt Andersen (Sue.), 3 min. 52 sec. 48.

KAYAK BIPLACE

1. Nagorny-Romanovsky (U.R.S.S.), 3 min. 29 sec. 1; 2. Materna-Ottel (R.D.A.), 3 min. 29 sec. 33; 3. Babo-Sabo (Hon.), 3 min. 30 sec. 36; 4. Hauguer-Lobas (Fr.), 3 min. 30 sec. 5; 5. Del Riego-Segura (Esp.), 3 min. 32 sec. 16; 6. Barry-Roskell (Bel.), 3 min. 33 sec. 66.

KAYAK QUATRE PLACES

1. U.R.S.S. (Chubayev, Dogdarev, Pilyov, Morozov), 9 min. 5 sec. 49; 2. Espagne, 3 min. 5 sec. 85; 3. R.D.A., 3 min. 10 sec. 76; 4. Roumanie, 3 min. 11 sec. 5; 5. Hongrie, 3 min. 12 sec. 17; 6. Norvège, 3 min. 12 sec. 28.

Football

R.D.A. bat Pologne, 3-1.

Judo

TOUTES CATEGORIES

FINALE

Uemura (Jap.) bat Remy (G.-B.), 100-0.

FINALES DE REPERCHAGES

Chochetvili (U.R.S.S.) bat Rongé (Fr.), 100-0.
Cio (Corée) bat Portelli (Arg.), 100-0.

Sports équestres

SAUTS D'OBSTACLES

PAR ÉQUIPES

1. France, 40 points.
(M. Boudier sur « Bayard de Man », H. Parot sur « Rivage », R. Roguet sur « Belle de Mars », M. Roche sur « Un espoir »).

2. R.F.A., 44 points.

(A. Schockemoehle sur « Warwick », H. Winkler sur « Torphy », S. Schaban sur « Kwest », P. Schockemoehle sur « Tallman »).

3. Belgique, 63 points.

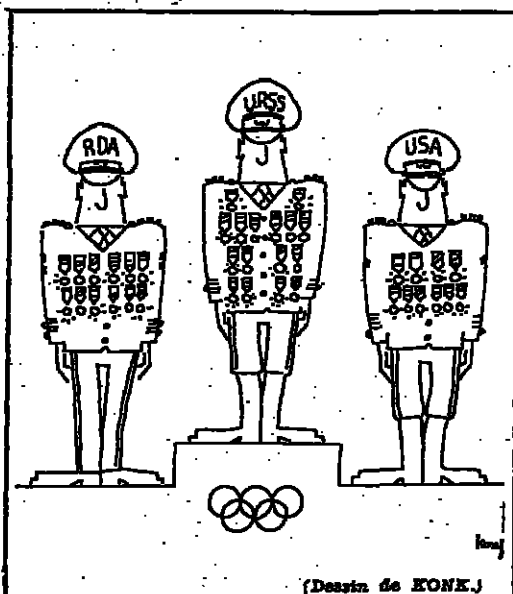
(F. Michy sur « Gay Luron », E. Grappier sur « Le Champion », E. Watheux sur « Orléans », S. Van Paesschen sur « Forche »).

4. États-Unis, 64 pts; 5. Canada, 64,5 pts; 6. Espagne, 71 pts; 7. Grande-Bretagne, 79 pts; 8. Mexique, 76,25 pts.

هنا من الأول

JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1^{er} août)

d'or, 19 médailles en tout. Les pays socialistes (R.D.A., U.R.S.S., Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie et Cuba) sont, à eux seuls, montés cinquante-neuf fois sur le podium. Certes, ce sont les athlètes féminins qui ont permis de creuser significativement l'écart (la R.D.A. remporte dans ce domaine dix-neuf médailles contre trois aux États-Unis), mais cette constatation ne fait que souligner les raisons d'un échec. Il ne fait pas de doute que les Américains ont délaissé ou mal maîtrisé un secteur de la compétition vers lequel les pays de l'Est ont au contraire porté leurs efforts. Question d'organisation et question de méthode. Confinés en tant que nation à l'athlétisme, l'incapacité de conduire des femmes à la haute compétition ne provient-elle pas d'un manque d'imagination qui pousse les entraîneurs à se comporter envers elles comme ils se comportent envers les hommes ? Or il se trouve que le mode de préparation des athlètes masculins est maintenant contesté aux États-Unis où l'on commence à s'apercevoir que courir et sauter ne suffit plus pour tenir le haut de la piste. Ce qui paraît néfaste pour les hommes ne le serait-il pas à fortiori pour les femmes ? Les « coaches » des universités (croust de l'athlétisme outre-Atlantique) recrutés sur des critères d'efficacité ont-ils la compétence nécessaire pour rivaliser avec ceux des pays socialistes ?



(Dessin de KONE.)

Les Américains se posent eux-mêmes la question. Mais comment apporter une solution sans bouleverser tout un système basé sur la concurrence que se livrent les établissements d'enseignement supérieur en faisant du sport leur facteur principal de promotion ? Pour le renom de son université, un athlète américain est amené à participer à plus de compétitions en un an qu'un athlète de l'Allemagne de l'Est en trois ans. Son goût de vaincre est motivé non seulement par le désir de faire briller les couleurs de son école — et il faut voir avec quelle fureur sont disputées et suivies les courses de relais inter-universitaires — mais encore par le besoin de se signaler à l'attention de quelques clubs de football américains où les meilleurs sprinters trouvent à gagner leur vie, après avoir quitté la compétition.

Les États-Unis, qui exploitent aussi leurs succès athlétiques sur le plan politique, hésitent à faire du sport une affaire d'État. Les pays socialistes n'ont pas de ces scrupules. Élevé au rang des activités culturelles, le sport est un droit reconnu dans la Constitution de la R.D.A., et il est favorisé au même titre que les dables machines à vapeur qu'un effet du tempérament prussien mis au goût de Marx rendrait à négliger un type de société dont quelques athlètes américains se mettent à envier certains aspects béhémiques.

La tentation d'un socialisme sportif mis au

goût des pays capitalistes n'est pas le propre des champions américains. En France, les pouvoirs publics s'efforcent de concilier la libre entreprise avec le dirigisme étatique en créant notamment des sections sport-études, en cherchant à favoriser la promotion sociale de l'athlète tout en menant campagne en faveur d'une pratique de masse. Chacun que l'on se heurte à un type de vie très différent de celui des pays socialistes (ici, le sport s'arrête aux portes des usines, là-bas ce sont au contraire les entreprises qui ont la charge de le promouvoir), les effets de la loi sur la promotion du sport, votée en octobre 1975, n'ont pu encore se faire sentir. La belle médaille d'or de Guy Drut sera donc le seul trophée que les athlètes français rapporteront de Montréal, où rarement le coq gaulois aura eu la voix aussi enrouée. Faut-il le plumer pour autant ? C'est la coutume tous les quatre ans, et peut-être se croira-t-on obligé d'y sacrifier une fois de plus. Peut-être serait-il plus sage de s'épargner des images qui ne font qu'endormir l'opinion publique et d'adopter une attitude positive. Car, à l'arrière-plan, à amplifier les efforts entrepris, à parfaire une organisation qui se cherche encore et à ne plus faire du budget du sport un des plus petits budgets de l'État. A quel bon s'indigner autrement de notre infortune ?

FRANÇOIS SIMON.

ATHLÉTISME

Une dernière journée difficile pour les favoris

Montréal — Une dernière fois, le grand stade olympique a vibré, samedi 31 juillet, et plus fort que jamais. Un Canadien de vingt ans y a obtenu, au saut en hauteur, la seule médaille d'or de la compétition. C'est un exploit, car si Stines bat, Shorter ne le fut pas moins dans le marathon, par Cierpinski, un Allemand de la République démocratique. Le Néo-Zélandais John Walker était pour beaucoup le vainqueur incontestable du 1 500 mètres, en l'absence du Tanzanien Filbert Bayi. L'Américain Walker, sixième, n'a pas été pour lui l'adversaire que l'on disait, et Walker s'est contenté de gagner dans un temps modeste (3 min. 39 sec. 17/100), loin du record du monde de Bayi. Au saut en hauteur, au marathon et dans le 1 500 mètres, les Américains relevaient la tête en confirmant leur suprématie dans le relais 4 x 100 mètres. Et en

reprénant leur titre dans celui du 4 x 400 mètres. Y avait-il 600 pour lui l'adversaire que l'on disait, et Walker s'est contenté de gagner dans un temps modeste (3 min. 39 sec. 17/100), loin du record du monde de Bayi. Au saut en hauteur, au marathon et dans le 1 500 mètres, les Américains relevaient la tête en confirmant leur suprématie dans le relais 4 x 100 mètres. Et en

Neuf records du monde battus

Les athlètes n'ont pas réussi autant d'exploits que les nageurs. Alors que vingt-deux records du monde ont été établis en natation à Montréal, neuf l'ont été dans les épreuves d'athlétisme, dont voici le palmarès complet.

MESSEURS

100 mètres. — 1. Crawford (Trin.), 10 sec. 08 ; 2. Quarrie (Jam.), 10 sec. 08 ; 3. Borsov (U.R.S.S.), 10 sec. 10.
200 mètres. — 1. Quarrie (Jam.), 20 sec. 23 ; 2. Hampton (E.-U.), 20 sec. 23 ; 3. Evans (E.-U.), 20 sec. 43.
400 mètres. — 1. Jantorena (Cub.), 44 sec. 26 ; 2. Newhouse (E.-U.), 44 sec. 40 ; 3. Fraser (E.-U.), 44 sec. 05.
800 mètres. — 1. Jantorena (Cub.), 1 min. 43 sec. 30 (record du monde) ; 2. Vandenme (Bel.), 1 min. 43 sec. 36 ; 3. Wohlhuter (E.-U.), 1 min. 44 sec. 12.
1 500 mètres. — 1. Walker (N.-Z.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. par l'organisateur (E.-U.), 47 sec. 64 ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 000 mètres. — 1. Cierpinski (R.D.A.), 2 h. 9 min. 55 sec. ; 2. Shorter (E.-U.), 2 h. 10 min. 45 sec. ; 3. Liemont (Bel.), 2 h. 11 min. 12 sec.
400 mètres haies. — 1. Drut (E.-U.), 1 min. 24 sec. 41 ; 2. Casanov (Cub.), 1 min. 25 sec. 33 ; 3. Davenport (E.-U.), 1 min. 25 sec. 38.
800 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 64 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 47 sec. 64 par l'organisateur ; 3. Shino (E.-U.), 48 sec. 69 ; 4. Gavrilenko (U.R.S.S.), 49 sec. 45.
1 500 mètres haies. — 1. Gerdard (Sué.), 3 min. 5 sec. 03 (record du monde) ; 2. anc. rec. : 3 min. 5 sec. 03 par l'organisateur ; 3. Malinowski (Pol.), 3 min. 5 sec. 11 ; 4. Baumgart (R.D.A.), 3 min. 10 sec. 15.
4x100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 23 sec. 23 ; 2. R.D.A., 3 min. 23 sec. 23 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 23 sec. 23.
4x400 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 28 sec. 35 ; 2. Pologne, 3 min. 28 sec. 35 ; 3. R.F.A., 3 min. 28 sec. 35.
200 mètres. — 1. Bautista (Cub.), 2 min. 24 sec. 41 ; 2. Reiman (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41 ; 3. Prekic (R.D.A.), 2 min. 24 sec. 41.
400 mètres. — 1. Robinson (E.-U.), 48 sec. 35 ; 2. Williams (E.-U.), 48 sec. 35 ; 3. Wartenberg (R.D.A.), 48 sec. 35.
800 mètres. — 1. Wozniak (Pol.), 1 min. 43 sec. 30 ; 2. 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30 ; 3. Stines (E.-U.), 1 min. 43 sec. 30.
1 500 mètres. — 1. Stines (E.-U.), 3 min. 39 sec. 17 ; 2. Filbert Bayi (Tanz.), 3 min. 39 sec. 27 ; 3. Wellmann (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 33.
5 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 13 min. 24 sec. 76 ; 2. Quarrie (N.-Z.), 13 min. 25 sec. 16 ; 3. Ellendbrand (R.F.A.), 13 min. 25 sec. 28.
10 000 mètres. — 1. Viren (Fin.), 27 min. 40 sec. 38 ; 2. Sousa Lopez (Por.), 27 min. 45 sec. 12 ; 3. Foster (G.-B.), 27 min. 54 sec. 32.
20 0

RELIGION

Le 41^e congrès eucharistique international s'est ouvert à Philadelphie

Le dimanche 1^{er} août s'est ouvert, à Philadelphie, le 41^e congrès eucharistique international. Après l'Europe (Munich), l'Asie (Bombay), l'Amérique latine (Bogotá) et l'Océanie (Melbourne), c'est le tour de l'Amérique du Nord d'accueillir un million de pèlerins, qui auront, pendant une semaine, les différentes célébrations et discussions qui se déroulent autour du thème « L'Eucharistie et les Jains dans le monde ».

Sous la présidence du cardinal James Knox Pritchard de la congrégation pour les sacrements et l'Église du pape qui ne se rendra pas au congrès, comme il l'avait fait pour les trois précédents, — de nombreuses personnalités s'adresseront aux congressistes, parmi lesquelles le président Gerald Ford, le prince Rainier et la princesse Grace de Monaco, Dom Helder Camara, archevêque de Recife, Mère Teresa, de Calcutta, César Chavez, leader hispano-américain, connu pour ses campagnes de boycottage en Californie en faveur des chicanos, Robert Marshall, président de l'Église

luthérienne, les cardinaux Joseph-Léon Stuenkel, primat de Belgique, et Jan Willembrands, président du secrétariat romain pour l'unité, le Père Pedro Arrupe, supérieur général de jésuites... La France sera représentée par Mgr Roger Etchegaray, président de la conférence épiscopale.

A cette occasion, une campagne de jeûne a permis la distribution aux pauvres de trente mille paniers de vivres recueillis par le million de catholiques de la ville. Plus de 600 000 dollars ont également été collectés, dont le quart sera distribué localement et le reste envoyé au tiers-monde. Ce geste montre bien la richesse et la générosité de la plus importante confession religieuse aux États-Unis. Mais l'Église catholique américaine n'échappe pas au bouleversement — crise culturelle et doctrinale, crise de foi et d'autorité — qui secoue le catholicisme post-conciliaire. Le Père Andrew Greeley, sociologue à Chicago, vient de publier les résultats d'une enquête sur la dévotion des catholiques qui n'a pas fini de faire parler d'elle.

L'encyclique « Humanae vitae » serait responsable de la désaffection des catholiques américains

Andrew Greeley, prêtre-sociologue de Chicago, vient de lancer un beau pavé dans la mare. Le pape — qui pèse un bon kilo et comporte près de cinq cents pages — est une étude très fouillée intitulée *Catholic Schools in a declining Church* (Les Écoles catholiques dans une Église en régression) (1). La mare, c'est les eaux calmes du catholicisme américain.

Les thèses avancées tranquillement par ce jeune sociologue — qui est aussi journaliste, auteur de plus d'une quarantaine de livres, ainsi que directeur du National Opinion Research Center (Centre national des sondages d'opinion) à l'université de Chicago — tiennent en une phrase lapidaire : « La publication en 1968 de l'encyclique *Humanae Vitae* (qui interdit toute utilisation de contraceptifs « artificiels ») était un désastre pour l'Église catholique américaine et une des erreurs les plus graves dans l'histoire du christianisme catholique ».

S'il aime « provoquer » les autorités religieuses, surtout épiscopales, le père Greeley n'avance pas cette affirmation à la légère. Avec une solide équipe de sociologues et toutes les ressources de l'informatique mises à sa disposition par un des instituts américains de recherche sociologique les plus modernes, il a mené une enquête sur la dévotion des catholiques, en comparant le sondage qu'il avait entrepris en 1963 — avant la fin du concile — avec celui qu'il termina en 1974. Ce gros livre est le résultat de ses investigations, des changements qui sont intervenus dans la mentalité de la communauté catholique pendant la décennie mouvementée qui a suivi le concile. Il y a dix ans, l'Église catholique aux États-Unis était saine, fière et confiante, à la suite d'un concile oecuménique qui donnait tous les signes de la réussite. Pour la première fois,

un catholique, John Kennedy, venait d'être élu président et le pape Jean XXIII avait rebaptisé le prestige international de la papauté. Or, depuis la fin du concile, l'Église catholique américaine est secouée par une crise grave qui l'écartèle au point de menacer jusqu'à son existence.

Environ dix mille prêtres ont quitté le ministère et le nombre de religieux a baissé de quarante-cinq mille membres. Beaucoup de séminaristes et de novices sont fermés et ceux qui restent ne sont remplis qu'à moitié. Il y a deux millions d'enfants en moins dans les écoles catholiques.

Lorsque la messe était célébrée en latin plus de 70 % de catholiques américains y assistaient tous les dimanches; maintenant qu'elle est en anglais, la pratique est tombée à moins de 50 %. Lorsque l'Église était transfigurée, moins de 7 % de ceux qui étaient nés catholiques la quittaient; maintenant qu'elle est devenue plus libérale, les défections ont doublé. Seulement 15 % environ des laïcs continuent d'accepter l'enseignement catholique sur le contrôle des naissances.

La différence dans les réponses aux questions identiques posées par les deux enquêtes (2) est étonnante. La proportion de ceux qui prient tous les jours est tombée de 72 % en 1963 à 60 % en 1974; celle des confessions mensuelles de 37 % à 17 %; ceux qui se déclaraient « très contents » si leur fils devenait prêtre sont passés de 66 % à 50 %; ceux qui donnaient plus de 25 % de leur revenu à l'Église tous les ans sont tombés de 41 % à 19 %, et la proportion de ceux qui tenaient pour « certainement vrai » que Jésus a confié la direction de son Église à Pierre et à ses successeurs est passée de 42 % à 37 %. Seulement 37 % croient à l'infalibilité pontificale et plus de la moitié rejettent l'enseignement de l'Église sur le divorce.

Trois hypothèses

Comment expliquer cet effondrement ? On avance souvent trois hypothèses, dit Andrew Greeley. D'abord celle du niveau d'enseignement des catholiques américains qui s'est élevé considérablement depuis la guerre. Ce qui prétend certains, les rendrait plus critiques envers l'orthodoxie catholique.

Ensuite, on fait remarquer qu'une nouvelle génération grandit depuis 1963, celle qui a vécu les crises de la guerre du Vietnam et du scandale du Watergate. Génération sceptique donc envers toute autorité politique ou religieuse. Or, un tiers des catholiques adultes ont moins de trente ans. Le concile Vatican II, enfin, aurait amené les fidèles à remettre en question certaines pratiques traditionnelles, telle l'abstinence du vendredi. Selon ce raisonnement, il suffit de retirer un élément de la structure homogène des croyances pour que l'édifice tout entier s'écroule.

Mais aucune de ces trois explications n'est probante, conclut Andrew Greeley. Il n'y a pas de rapport chez les catholiques entre l'enseignement et la pratique religieuse. Il y a, une décennie, les plus instruits étaient un peu plus orthodoxes que l'ensemble des croyants; aujourd'hui, il n'y a aucune différence. Pour ce qui est de la nouvelle génération, ensuite, 80 % des changements signalés ont eu lieu chez les plus de trente ans. Qu'en est-il, enfin, du concile ?

Et c'est là où Greeley lance sa bombe. « Le coupable, écrit-il, responsable de la crise dramatique du catholicisme américain, n'est pas le concile mais *Humanae Vitae*, l'encyclique sur le contrôle des naissances ». L'enquête révèle, en effet, que le concile a libéré des forces positives dans l'Église, forces qui devaient, en revanche, être largement annihilées par l'encyclique.

Cette conclusion, pour surprenante qu'elle paraîsse à beaucoup, poursuit Andrew Greeley, ressort clairement des données traitées par ordinateur dans les deux enquêtes. Et même avant celles-ci, des indices existaient qui allaient dans le même sens. C'est ainsi que les chiffres d'apostasie,

stables entre 1955 et 1967, ont augmenté à partir de 1968, date de l'encyclique. De même, la baisse marquée de la pratique religieuse et les nombreux départs de la prêtrise et de la vie religieuse sont apparus à la même année. Quant au concile, il apparaît, au contraire, comme un grand succès religieux. Les deux tiers des catholiques américains pensent que les changements dans l'Église représentent un progrès (un cinquième seulement leur sont hostiles). Quarante-sept pour cent sont favorables à la nouvelle liturgie et 66 % approuvent des innovations telles les messes « à la guitare », l'habit civil pour les religieux, l'éducation sexuelle dans les écoles catholiques, la nouvelle catéchèse, etc. Une majorité sont « plutôt sympathiques » envers ceux qui ont quitté le ministère sacerdotal. 68 % sont favorables au mariage des prêtres et 30 % à l'ordination des femmes.

Grâce à un système comparatif complexe, qui permet d'établir dans quelle mesure les changements de comportement dans un domaine peuvent s'expliquer par des changements dans un autre, l'équipe de Chicago a découvert que 75 % du changement de mentalité concernant la pratique religieuse, la prière, l'adoration pour la prêtrise, la confession, le financement de l'Église, etc., résultent d'un changement dans les attitudes sexuelles des catholiques — changement en flagrante contradiction avec l'enseignement pontifical.

Qui plus est, affirme Andrew Greeley, sans l'attitude négative de la papauté face à la sexualité,

(1) Catholic schools in a declining Church, Andrew Greeley, William McCready, Kathleen McCourt, Ed. Sheed and Ward, New York, 68 pages, 15 dollars.

(2) Le sondage de 1963 a touché deux mille personnes et celui de 1974 un peu plus de mille. Les interviews ont duré plus d'une heure, et les méthodes les plus modernes de la cybernétique furent utilisées pour leur dépouillement. Ces enquêtes constituent la première analyse de tendance à être tentée sur une des grandes confessions nationales aux États-Unis.

Mgr Lefebvre célébrera la messe le 29 août à Lille malgré la «suspense»

Mgr Gand exprime «sa totale désapprobation»

De notre correspondant

Lille. — Malgré la «suspense» à divinis — dont il fait l'objet depuis le 24 juillet (le Monde du 27 juillet), Mgr Marcel Lefebvre, supérieur du séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse), vient de confirmer, dans une interview publiée le 31 juillet dans la Voix du Nord, qu'il se rendra à Lille le 29 août prochain afin d'y célébrer une messe à l'intention des catholiques traditionalistes, et n'est qu'il l'aurait promis avant d'être sanctionné.

Cette nouvelle suscite de nombreux commentaires dans un diocèse où il est très connu. Elle ne console pas, par exemple, à considérer comme seule valable une messe célébrée en latin ou selon le rite établi il y a quelques siècles par Pie V. Déclarer que l'eucharistie célébrée selon le rite de Paul VI est une eucharistie à proscrire n'est donc pas la marque de la fidélité à la tradition mais le signe d'un attachement passéiste et peu éclairé.

Mgr Gand insiste sur « l'extrême patience » dont Paul VI a fait preuve à l'égard de Mgr Lefebvre. « Comment l'évêque d'Ecône peut-il oser dire que le pape est «chambé» par son entourage quand tous ceux qui le connaissent et l'approchent nous disent à quel point Paul VI fut de personnalité humaine, les questions et qu'il prend ses décisions en toute liberté. Le 8 septembre 1975, Paul VI écrivait à Mgr Lefebvre, dans une lettre manuscrite : « Peut-être est-ce mal compris ? Peut-être croyez-vous le pape mal informé ou objet

de pressions ? Cher frère, votre attitude est si grave à nos yeux que, nous les évêques, nous l'avons nous-même examinée dans toutes ses composantes, avec le souci premier du bien de l'Église et une particulière attention aux personnes ».

Enfin, Mgr Gand note : « La séminaire d'Ecône accueillait, m'affirment-ils, un cinquantaine de séminaristes français. Mais ce chiffre me paraît bien mince par rapport à l'ensemble des jeunes qui s'engagent aujourd'hui dans la vie religieuse et le sacerdoce. A lui seul, le nombre des jeunes gens accueillis dans notre séminaire régional et qui se préparent au sacerdoce est plus élevé que le chiffre donné à Ecône. (...) Je reste convaincu que cette dissidence ne porte pas en elle les traits ou l'importance que certains veulent tenter de lui accorder. » — G. S.

La sanction de la «suspense» à divinis, qui prive un prêtre, fût-il évêque, de toutes ses fonctions sacerdotales — célébration de la messe, administration des sacrements, prédication, — est la peine la plus grave avant l'excommunication, qui, elle, exclut de la communion de l'Église et du bienfait des sacrements. Mgr Lefebvre a-t-il décidé de passer outre l'interdit qui le frappe, et que seul le pape peut lever, s'il célèbre la messe, Mgr Lefebvre commettra un acte « valide » mais « illicite ». C'est pourquoi l'épiscopat français, et l'épiscopat de l'Église, comme vient de le dire l'évêque de Lille, ne peut rien faire pour l'en empêcher. — A. W.]

CORRESPONDANCE

Mgr Marcel Lefebvre a-t-il pris « le chemin glissant qui conduit au schisme et peut-être à l'hérésie ? » Telle est la question que pose « l'Observateur Romain ». Dès à présent, cette affaire suscite de nombreux commentaires en sens divers ainsi qu'en témoignent l'abondant courrier que nous avons reçu. En voici quelques extraits.

Le Père Louis Fromy, des Missions africaines, écrit notamment, à propos du « Point de vue » de André Piette (le Monde du 27 juillet) :

André Piette, de l'Institut, n'est pas seulement trop noir, il est dangereux et faux. Il semble prouver que le schisme de certains « traditionalistes » et de Mgr Lefebvre ne serait pas produit, si, de leur côté, certains « progressistes » n'avaient pas été trop loin. Ce qu'il y a de vrai, c'est que les gens réagissent en fonction des personnes ou des situations qu'ils rencontrent : la discussion est toujours plus tendue avec un interlocuteur agressif. On peut donc penser que l'entêtement de certains « traditionalistes » dénotent de l'attachement excessif des « progressistes » à leurs thèses.

Mais l'entêtement ne suffit pas à l'existence. Car on pourra toujours classer les hommes en deux catégories, selon leur attachement au passé ou leur quête de l'avenir, les deux catégories se partageront toujours les tempéraments. L'existence des traditionalistes ne dépend pas des manifestations des progressistes. C'est faux. Chacun doit prendre ses responsabilités et avoir le courage de reconnaître de quel tempérament il est. (...) M. Piette entend donner les raisons de certaines manières de faire qu'il ne comprend pas ou qu'il n'admet pas. C'est le cas de « certains prêtres qui conseillent de remettre le baptême à l'âge du choix conscient », il ajoute : « refusant de croire à la grâce du sacrement ». La généralisation est abusive. A Piette a certainement entendu donner cette raison. Mais est-ce la seule raison ? Le raisonnement de M. Piette est « incertain » parce qu'il est « incertain » du mystère qu'il célèbre » que

des prêtres confient la distribution de la communion à des laïcs ou organisent des cérémonies péni-tentielles collectives ?

A Piette a raison de dire que la créativité peut être dangereuse. Mais il a tort de laisser entendre qu'elle serait mauvaise. Elle est dangereuse quand elle est continuelle et systématique. Aussi dangereuse que pourrait l'être la croissance indéfinie d'un jeune, au plan physique, ou la persistance d'une mentalité adolescente, au plan moral. Dans un cas, il serait plus épuisé, dans l'autre, perpétuellement immature. Pour le corps du Christ, qui est l'Église, la créativité continue devient source d'épuisement et d'immaturité, parce que « spontanément anarchique ».

Le docteur René Barriat, de Ponsat (63), fait remarquer :

Pie XII a absous les condamnés de Pie VI. Paul VI a pris conseil des réprimandés de Pie XII. Alors, attendons un nouveau « papa buono », comme le dit la sœur de Jean XXIII dans la bibliothèque vaticane. L'Église n'est pas la propriété des traditionalistes, elle ne l'est pas des progressistes.

S'adressant à Paul VI, l'abbé Jean-Marie Roumegoux, de Lécourt (33), estime :

Je suis loin de partager les conclusions amères et parfois solitaires de Mgr Lefebvre. Mais je viens protester contre la manière dont vous le traitez.

Dans votre condamnation vous prenez une attitude anachronique qui se situe précisément dans la ligne que vous prétendez dénoncer chez Mgr Lefebvre. Je crois que les méthodes dépassées parce que non conformes à l'évangile et, sans doute, à l'esprit de Vatican II.

D'autre part, d'après la presse, à la demande d'audience formulée par Mgr Lefebvre, vous avez répondu par la négative. Je n'ai pas à vous apprendre que le dialogue, fut-il voté à l'échec, doit être tenté.

Je pense que vous n'auriez même pas dû accepter cette visite à Rome; vous auriez dû vous rendre à Ecône : le bon pasteur laisse les quatre-vingt-dix-neuf brebis pour aller chercher

A qui appartient l'Église ?

celle qui est perdue (il s'agit du pasteur lui-même et non de ses délégués).

Avant même la sanction de suspension, le prince Armand-Louis de Polignac écrivait :

Le seul moyen intelligent de mettre un terme à des séminaires tels qu'Ecône est de supprimer leur raison d'être et non de les lancer des anathèmes des pontes qui durcir les positions des parties en cause. L'absurdité et la passion ont atteint un sommet dans cette affaire d'Ecône.

Ma conclusion provisoire sera que l'impasse actuelle absurde et douloureuse à la hiérarchie et aux fidèles aurait pu être évitée, pour le plus grand bien de l'Église, sans la conjonction navrante de deux obstinations et de deux orgueils à Rome et à Ecône.

Le roi Jean XXIII déclarait que « Par la messe, une messe, devrait, de nos jours, précéder, en outre, le rite de cette messe ».

Mme Marie-Madeleine Martin, historienne, de La Chapelle-d'Angillon (18), est à peu près certaine que Vatican II n'est pas, dans les tentes, responsable de la traversée l'Église. Elle ajoute :

« Les eut, en histoire, des crises douloureuses pour l'Église, et ont qui connaissent bien l'histoire ont plus de sérénité que leurs contemporains pour rester impassibles pendant les tempêtes. »

« Le pape étant infaillible seulement dans les définitions du dogme, proclamées ex cathedra, on a vu dans l'histoire, des papes frapper des condamnations, des prélat qui ont été ensuite portés sur les autels. Au temps de la crise de l'arrianisme, le futur saint Athanasius fut exilé par le pape de l'époque. Il fut reconnu ensuite comme la colonne de la vérité, dans une époque de troubles, et porté sur les autels finalement. »

« Jeanne d'Arc a eu maille à partir avec les prélats qui avaient été les piliers du Concile de Bâle (concile qui fut ensuite reconnu comme concile œcuménique). Elle eut de plus la malchance d'avoir affaire à des évêques fidèles à un pape, au moment où il y en avait deux et même trois. C'était le grand schisme d'Occident. Le roi de France (qui soutenait Jeanne) était partisan d'un pape, le roi d'Angleterre et le duc de Bourgogne, d'un autre. On oublie trop souvent cet aspect impérial des guerres franco-anglaises, aux XIV^e et XV^e siècles. Le jour où Jeanne d'Arc tomba, au milieu du duc de Bourgogne, puis des Anglais, juges des sentiments que pouvaient avoir pour elle, ces évêques opposés à la cause de son roi, doublement ? »

« Par la suite, Jeanne d'Arc fut portée sur les autels; je n'ai jamais entendu dire que Cauchon y fut, non plus que le procureur général d'Orléans; j'ai même entendu dire qu'ils ont été confondus, trente ans seulement après leur « beau procès », par un procès de réhabilitation contresigné par la papauté. »

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

PA MANAGEMENT CONSULTANTS Ltd
Hyde Park House - 60 A Knightsbridge - LONDRES SW 1X 7LE
ALGERIE
Une très importante société américaine d'ingénierie recherche, pour un chantier en Algérie (Sahara), un Chef Traducteur et des Traducteurs. Ils assureront la traduction d'anglais en français de documents très divers d'ordre technique. Ces postes conviendront à des candidats possédant une parfaite connaissance du français (langue maternelle) et de l'anglais. Ils devront avoir acquis une expérience de quelques années dans une fonction similaire à plein temps et maîtriser parfaitement la traduction de textes techniques (génie civil, électricité, mécanique, usines de GNL, pétrochimie, régulation). Une certaine expérience des problèmes d'interprétation est également nécessaire. Les candidats au poste de chef traducteur devront avoir l'expérience de l'animation d'une équipe de traducteurs. Les rémunérations envisagées seront élevées et fonction de l'expérience et de la valeur des candidats retenus.
Adresse C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'envoie à :
PA MANAGEMENT CONSULTANTS Ltd
ALGERIE
Amsterdam - Bruxelles - Copenhagen - Frankfurt - Lille - Londres - Los Angeles - Lyon - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

هكذا في الأصل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Après les déclarations de M. Chirac

La politique contractuelle sur les salaires est quasi inexistante ou anarchique

LES déclarations du premier ministre, M. Jacques Chirac, en faveur d'une « discipline contractuelle des revenus salariaux et non salariaux », ont inquiété les syndicats hostiles à une politique des revenus qui consisterait à freiner les rémunérations des salariés. Elles ont aussi étonné les partenaires sociaux. Selon leur expérience, il existe bien une politique contractuelle qui a abouti à la conclusion d'accords interprofessionnels en matière de retraite, de mensualisation, de formation ou de chômage. Mais une telle politique est quasi inexistante en matière de salaires, ou, lorsqu'elle se matérialise par un accord, se révèle inadéquate et source d'inégalité et de tensions. Le bilan des accords est en effet médiocre. M. Chirac compte surtout sur les contrats-programmes, sur les prix passés avec les branches professionnelles, mais il vise plus loin, son idée étant de relancer une politique contractuelle des salaires.

Un étrange paradoxe : la politique contractuelle, qui a permis plusieurs accords interprofessionnels avec le C.N.P.F., est étrangement absente ou toute lorsqu'il s'agit d'aborder le problème des salaires. Quelle que soit la vision des « responsables » ou « épistémologues » que nous avons interrogés, la réponse est élogieuse : « Oui, c'est plus le vide », reconnaît-on au C.N.P.F. à Matignon, tandis que dans les milieux on émet des jugements sous-jacents de condamnation, teintés d'humour noir : « C'est la pagaille générale », nous déclare M. André Bergeron (C.G.T.). La politique contractuelle sur les salaires ? Qu'est-ce que c'est ?

Joe M. Chiracque (métaux, C.F.D.T.) et M. Krasinski (C.G.T.) de-

mande, l'œil malicieux : « Négocié ? Mais avec qui ? »

A l'Institut technique des salaires — organisme d'études et de conseil — le constat est aussi sévère : « La politique salariale existe, mais la France est le pays européen où la pagaille dans ce domaine est la plus grande », déclare M. Dubois, tandis que son adjoint, un ingénieur, M. Fité, constate : « En matière contractuelle, la politique qui est menée dans ce domaine est théorique et donne des résultats peu logiques ». Pourquoi ces jugements concordants ?

Un rapide survol historique et statistique montre que le dialogue sur les salaires — quand il existe — aboutit à des résultats pour le moins curieux. Alors que la loi, dès 1950, garantit la liberté de négociation entre syndicats et employeurs en reliant la forme des conventions collectives et des accords d'entreprise, le problème des salaires est peu évoqué dans les accords d'entreprise, et de façon limitée dans les conventions par branches. « L'objectif des négociations est souvent marginal par rapport aux problèmes fondamentaux de l'application des contrats de travail », note M. Dominique Martin dans un récent numéro spécial de *« L'Économiste »* consacré aux conventions collectives. Et d'observer que, dans les contrats d'entreprise, les clauses sur les primes « semblent se substituer à une négociation sur le véritable problème, le salaire, qui est très peu négocié... » dans 9 % seulement des accords.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 10, 1^{re} col.)

La rançon de l'égalitarisme

par JEAN-JACQUES ROSA (*)

LES promesses électorales du programme commun pourraient-elles être tenues par l'opposition si elle parvenait au pouvoir ? C'est enfin la question que pose avec compétence et lucidité un économiste de premier plan, qui au surplus ne fait pas mystère de ses sympathies pour la coalition actuelle de la gauche, M. Serge-Christophe Kolm (1). Il faut saluer cette initiative, car nous sommes trop habitués en matière économique à des affirmations péremptives et à une confiance aveugle accordée aux décisions de type légal ou réglementaire.

Malheureusement — ou heureusement — les faits sont ténus et l'économie ne se régit pas à coup de décrets. Toute décision discrétionnaire imposée de l'extérieur, comme par exemple une redistribution majeure des revenus, déclenche des réactions en chaîne, des répercussions proches et lointaines qui tiennent à l'interdépendance générale des phénomènes, caractéristique fondamentale du monde économique. Les agents n'acceptent pas passivement les modifications du milieu ambiant. Ils réagissent pour essayer d'atténuer en tout état de cause leurs objec-

tifs de consommation et d'investissement. L'objet même de l'analyse économique est d'étudier leur comportement et d'en dégager la logique interne au travers de circonstances changeantes. Faut-il de quoi, on sera toujours surpris, à plus ou moins brève échéance, par des conséquences imprévues d'une intervention qui paraissait simple et nécessaire. Souvent même, les effets ultimes d'une politique économique se révéleront diamétralement opposés à l'objectif initial. Il n'y a donc pas de bonne politique sans une analyse économique de l'équilibre d'ensemble du système, qui s'établira après que les mesures envisagées auront été mises en œuvre. C'est ce que fait M. Kolm, et il donne au passage l'exemple d'une remarquable leçon d'analyse macroéconomique. Toutefois, il s'arrête en chemin en laissant dans le vague le coût de la solution qui a ses fautes et qui constitue selon lui le raccourci efficace vers l'égalitarisme. Il convient de prolonger sa démonstration et d'examiner le prix de cette transformation.

La redistribution des salaires réels les plus bas, c'est nécessairement la grande masse des classes moyennes salariées qui voit diminuer son niveau de vie. En effet, on peut facilement montrer que la répartition des revenus est telle, dans un pays développé, que même la spoliation totale des 10 % les plus riches ne peut améliorer sensiblement le sort des 90 % restant. A fortiori face à un revenu national réel en baisse il ne sera donc pas possible à la fois d'assurer un progrès important du niveau de vie des 10 % les plus pauvres et une progression du pouvoir d'achat des salariés dans leur ensemble. C'est donc l'échec du changement profond souhaité. Seule l'interprétation « minimale » ou « subtile » du programme commun pourrait être effectivement mise en œuvre. Il faudrait se contenter d'améliorer progressivement la situation des quelques « pour cent » des ménages français les plus démunis (vieux, titulaires du SMIC, etc.).

La redistribution rêvée, elle, se heurte non plus au mur d'argent, comme on disait en 1955, mais au mur du marché. Cette modification de diagnostic incite l'observateur à un optimisme raisonné. Elle témoigne d'un incontestable progrès des conceptions économiques socialistes en quarante ans. L'échec d'une politique n'est plus attribué à l'obscur complot d'une poignée de ploutocrates, mais à la résistance et à la logique de fonctionnement d'un système économique qui ne digère pas n'importe quel choc exogène par trop brutal.

Un théorème d'impossibilité

Le problème s'énonce : comment redistribuer rapidement et fortement les revenus pour obtenir une répartition égalitaire avec un niveau de vie plus élevé que précédemment pour la majorité de salariés tout en conservant un système social d'organisation où les marchés constituent une part encore importante de l'économie.

La réponse est négative et prend la forme d'une sorte de théorème d'impossibilité qui débouche sur une alternative : ou bien il faut renoncer à une redistribution de grande ampleur, ou bien il faut renoncer aux marchés.

Rares seront les économistes professionnels qui ne souscriront pas à la démonstration d'impossibilité concernant une redistribution, à la fois forte et rapide. Cela ne veut pas dire que cette dernière est toujours impossible. En moyenne période, une croissance soutenue, accompagnée d'une lutte véritable contre les chasses gardées et les monopoles ainsi que d'une politique fiscale et d'accumulation du capital humain appropriée, peut transformer très profondément la répartition des revenus dans un sens égalitaire, mais s'appuie sur les mécanismes économiques et à chaque pas nouveaux sur le consentement démocratique des élus du peuple. Au contraire, la politique du programme commun, qu'il convien-

draît de désigner comme l'égalitarisme décrété, nécessite l'élimination des marchés.

La théorie, confirmée par les expériences récentes du Chili et du Portugal, montre que la tentative d'augmentation massive des salaires nominaux doit se solder par une forte inflation qui ramène à la stagnation l'évolution des salaires réels. Dans ces conditions, les gouvernements sont enclins à fixer administrativement les « prix ». Mais alors les entreprises sont étranglées par la hausse des salaires et il devient indis-

Bannir les échanges libres ?

Que faire alors ? Puisque les marchés s'opposent à la réalisation de l'égalitarisme par décret, il ne reste qu'à supprimer les marchés. La logique de l'argumentation paraît imposable, le choix des plus simples. On comprend du coup fort bien ce que sont les conditions nécessaires de réalisation du programme commun. Elles tiennent à l'organisation d'un type marqué de société économique où les échanges libres entre producteurs et consommateurs sont bannis. Les propositions du programme commun, prises au sérieux, devraient sonner le glas de l'économie mixte.

Malheureusement, arrivé à ce point de l'analyse, l'auteur abandonne la rationalité économique pour ériger en absolu ses préférences idéologiques. Il faut supprimer les marchés parce qu'on donne priorité absolue à l'objectif d'égalitarisme à marche forcée. Cette conviction ne s'appuie en rien sur les certitudes raisonnables de l'expert, mais ne fait que refléter une attitude politique purement subjective. En cette matière, l'économiste ne saurait trancher. Il n'a pas compétence pour classer les priorités. Il ne peut que proposer une gamme de solutions dont les coûts sont variables, pour atteindre des objectifs dont la définition incombe aux politiques.

(Lire la suite page 10, 4^e col.)

BULLETIN La sécheresse et l'approvisionnement en céréales

D'AS de panique ! En dépit de la sécheresse et des mauvaises conditions climatiques qui ont touché diverses régions productrices du monde, l'approvisionnement en céréales sera pas compromis, comme il l'avait été en 1975 et en 1972, deux années sèches.

C'est, en substance, ce que viennent de dire les experts agricoles américains. Or, l'Union soviétique s'est portée acheteur, en Amérique du Nord, de quelque 4,4 millions de tonnes de grain de nouvelle récolte. Mais on est loin des 3,4 millions de tonnes de l'an passé : des 19 millions de tonnes de 1972. L'accord conclu en octobre 1975 entre Moscou et Washington devrait permettre l'achat jusqu'à 8 millions de tonnes de céréales aux États-Unis. Les Soviétiques auront-ils besoin d'aller jusqu'à là ? Les experts américains tablent sur une récolte soviétique « presque normale » de 195 millions de tonnes.

Quant à la sécheresse en Europe et en Amérique du Nord, ses conséquences ont pas été appréciables à leur juste mesure, estime-t-on aux États-Unis. Les régions du « farm-belt » qui fournissent les plus grosses récoltes américaines n'ont pas été touchées. En Europe, les prévisions pessimistes de juin sont en partie écartées par les résultats des premières récoltes. Le blé français, d'excellente qualité, pourra même rivaliser avec le blé américain sur le marché mondial.

En bref, on ne devrait pas connaître de cours des céréales sèches, assurent les experts. A l'appui de leur conviction, ils ont encore relevé que le Canada a une récolte record tandis que Roumanie, la Turquie, la Grèce et la Syrie seront, elles aussi, exportatrices. Quant à l'Inde, au Pakistan et au Bangladesh, habitués gros clients des États-Unis, ils pourront cette année constituer des réserves.

L'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation partage, ailleurs, ce relatif optimisme. La FAO estime que la production mondiale de céréales devrait croître cette année de 4 % à 5 % pour dépasser légèrement le milliard de tonnes.

En clair, si le cours des céréales s'est envolé récemment à Chicago (« le Monde » l'économiste » du 29 juin), c'est que les spéculateurs ont négligé ces éléments. Leurs dépens. Le blé n'a pas été plus longtemps qu'un feu de paille. La mi-juillet, les cotations sont revenues à leur niveau de début juin, après écartement de la pointe du début du mois. Reste à savoir si les caprices du temps ne rallumeront pas les braises qui couvent sous les cendres de la spéculation.

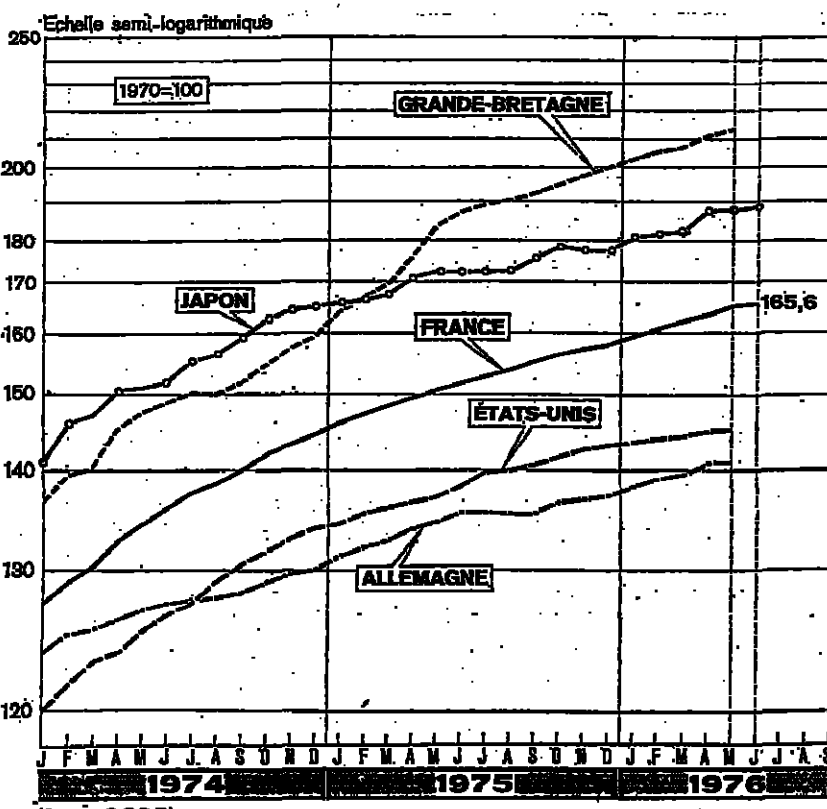
PRIX : décélération

LA tendance à la décélération de la hausse des prix de détail a été constatée en mai dans les grands pays industrialisés. Certes, la Grande-Bretagne a encore vu son indice progresser de 1,1 %. Mais le progrès est réel par rapport aux mois précédents (+ 1,5 % en avril). Il faut voir dans ce ralentissement de l'inflation outre-Manche l'effet des accords limitant les hausses de salaires conclus entre les syndicats et le gouvernement de M. Callaghan.

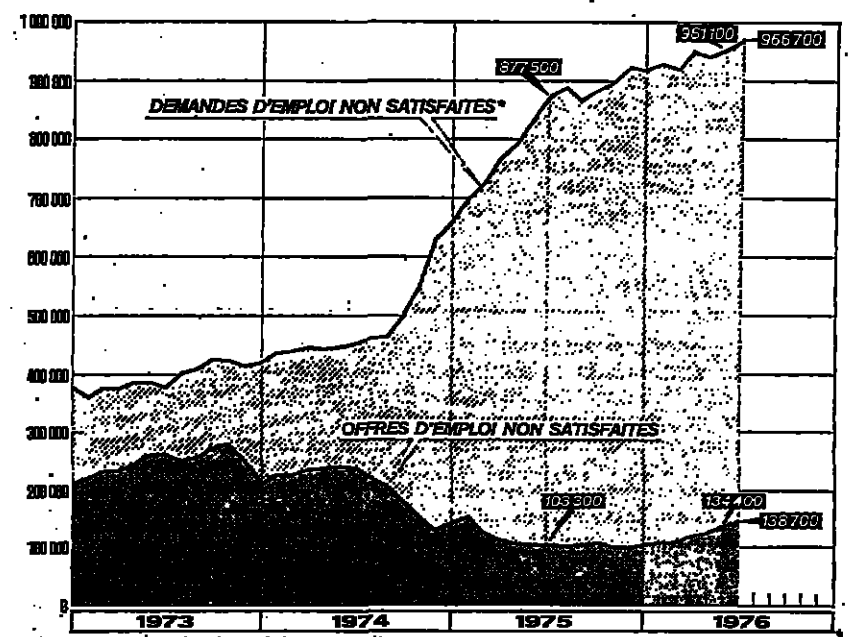
Au Japon, le phénomène en dents de scie constaté ces derniers mois se poursuit : + 0,2 % seulement en mai (+ 0,2 % en juin) après un taux record de 2,7 % en avril. L'Allemagne fédérale s'affirme de plus en plus comme le champion de la lutte contre

l'inflation (+ 0,2 %). La courbe de sa hausse des prix s'affaiblit nettement, comme celle des États-Unis, malgré une hausse un peu plus forte enregistrée en mai dans ce dernier pays (+ 0,6 %).

Le même phénomène se retrouve en France. Après une hausse de 0,9 % en avril, on est revenu à 0,7 % en mai. L'indice du mois de juin, qui a été connu jeudi dernier, confirme la tendance : + 0,4 % seulement. Sans égaler encore les performances américaines et allemandes, la France paraît s'en rapprocher peu à peu. Toutefois, il est à craindre que, après juillet, le mois d'août, avec son cortège de hausses saisonnières, voile les prix de détail « dérapage » quelques jours. L'indice pourrait alors retrouver des taux de progression égaux ou supérieurs à 1 %.



EMPLOI : les jeunes commencent à arriver...



La situation de l'emploi en France est restée relativement stable au mois de juin. En données corrigées des variations saisonnières, les demandes non satisfaites ont augmenté de 0,5 %, passant de 361 100 à la fin du mois de mai à 366 700. Cet accroissement est beaucoup plus faible, en pourcentage, que celui enregistré l'an dernier à pareille époque (de 334 900 à 377 500, soit environ 5 %), mais le chiffre de 366 700 est le plus élevé jamais enregistré.

Les offres d'emploi non satisfaites, quant à elles, ont augmenté de 0,5 %, passant de 133 700 en mai à 138 400 en juin. Ce rythme d'augmentation est toutefois plus faible que celui qui était habituellement constaté pendant les périodes de croissance.

En données non corrigées des variations saisonnières, les statistiques du ministère du travail confirment la baisse des demandes d'emploi non satis-

faites constatée les mois précédents : 313 000 en juin contre 345 300 en mai (- 4,3 %). Depuis le début de l'année, cette diminution est de 30 000 à 50 000 par mois. En ce qui concerne les offres d'emploi non satisfaites, elles connaissent une augmentation plus sensible qu'en données corrigées : on en recense 153 300 en juin contre 141 400 en mai (+ 8,4 %). Il y a donc moins, elles n'atteignent que le chiffre de 141 400.

Les demandes d'emploi non satisfaites enregistrées au cours du mois ont fait, en juin, un bond en avant, comme l'an dernier à pareille époque. Alors qu'elles étaient en baisse régulière depuis le commencement de 1976, elles sont passées de 145 300 en mai à 173 500 (+ 19,4 %). Cela signifie que l'arrivée des jeunes sur le marché de l'emploi se fait déjà fortement sentir : 15,2 % des 173 500 demandeurs nouveaux ont moins de vingt-cinq ans et pour 25,8 % d'entre eux c'est la première entrée. Ce phénomène s'accroîtra en septembre-octobre.

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE SUR LES SALAIRES

(Suite de la page 9.)

Et pourtant, chaque année, en France, de nombreux « accords salariaux » à des conventions collectives sont signés. Mais ces accords souffrent de cinq défauts.

● **Premier défaut** : leur nombre varie énormément d'une année à l'autre. Dans la métallurgie, par exemple, on n'y a pas de convention nationale, on a comptabilisé, en 1975, 61 accords pour les ouvriers, couvrant 41 régions au lieu de 101 (82 régions) en 1974. Dans la chimie, où la formule nationale avait été retenue, il n'y a plus d'accord depuis trois ans, le patronat informant les syndicats, à l'occasion d'une réunion paritaire sur un ordre du jour différent du sujet salarial, qu'il va envoyer aux employeurs une « recommandation ».

● **Deuxième défaut** : les syndicats les plus représentatifs, par exemple dans la métallurgie (sidérurgie, aéronautique, chantiers navals, etc.), d'autres se limitent à l'industrie du bouchon ou du parapluie (1).

● **Troisième défaut** : certains accords couvrent des secteurs industriels très importants ou disparates, par exemple dans la métallurgie (sidérurgie, aéronautique, chantiers navals, etc.), d'autres se limitent à l'industrie du bouchon ou du parapluie (1).

● **Quatrième défaut** : des accords qui pourraient être appliqués par voie d'extension dans des entreprises non adhérentes au C.N.P.F., de l'opposition de la C.G.T. ou de la C.F.D.T., quand les lenteurs administratives ne viennent pas freiner cette procédure (2).

Des écarts considérables

En raison même de ces écarts et de la faible répercussion qu'ont les accords sur la politique de rémunération des entreprises, les syndicats pratiquent, quand ils le peuvent, une action de harcèlement et obtiennent parfois des majorations qui — au niveau des salaires réels — créent encore davantage les écarts. La C.G.T. et la C.F.D.T. citent dans des cas d'entreprises où, après un conflit, les salaires sont majorés, en année pleine, de 20 % à 22 %. Entre avril 1974 et avril 1975, la progression des rémunérations horaires des ouvriers a été en moyenne de 22,7 % dans la chaussure, mais de 13,9 % dans l'industrie du verre; au total, pour l'année 1975, les majorations ont été de 12,4 % dans la chimie et de 17,5 % dans les services de l'hygiène.

Un certain rattrapage est ainsi noté entre secteurs à faibles rémunérations et branches à hauts revenus. Mais si l'on descend à l'échelon des entreprises, c'est, comme l'indiquent M. Bergeron et les techniciens, la « pagaille ».

« Pour des salariés, note M. Dubois (I.T.S.), ayant le même âge, la même qualification, la même fonction et travaillant dans la même région, le salaire peut varier de moins 30 % à plus de 50 % par rapport au salaire médian ».

Comment cela s'explique-t-il ? Une sorte de coalition de fait entre employeurs et syndicats est en grande partie à l'origine de cette pratique : le patronat, qui a dû accepter, sous les pressions à la fois des confédérations ouvrières et des interventions gouvernementales, l'ouverture de grandes négociations « au sommet », a jalousement conservé la haute main sur les salaires, qui « restent la chasse gardée des employeurs », comme le note M. Dominique Martin, dans l'officielle revue du ministère du travail (3). Les syndicats, pour leur part, qui ont des difficultés pour « nationaliser » les luttes, comme l'a admis, en juillet, M. J. Chérèque, dirigeant C.F.D.T., comptent sur les conflits exemplaires pour arracher, ailleurs, des majorations et faire bouler de neige. En outre, les organisations C.G.T. et C.F.D.T. n'entendent pas se lier par des contrats trop contraignants.

En résumé, « la négociation reste un enjeu dont aucun n'a intérêt à figer les processus par des procédures qui, pour donner des droits, imposeraient des devoirs » (4).

Individualisme des Français, pluralisme et surcroît des syndicats, attachement des employeurs au pouvoir, le tout explique cette quasi-inexistence de la politique des salaires et l'anarchie quand elle a cours. Un changement est-il possible ? A Matignon, où l'on cite l'exemple des « contrats de progrès » dans la fonction publique et les entreprises nationalisées, mais aussi les accords entre médecins et gestionnaires de la Sécurité sociale, on ose espérer une évolution. Des syndicats, comme la Fédération C.F.D.T. de la métallurgie, ne souhaitent-ils pas un accord national avec une évolution des salaires en pourcentage et en valeur absolue ? La C.G.T. ne réclame-t-elle pas aussi de tels accords « si la discussion est sérieuse » ? Alors, pourquoi ne pas dire : « Chiche ! »

« Inutile de vous faire un dessin, commente le leader F.O., un tel syndicat souffrirait de l'emprise des communistes ».

A Matignon, où l'on indique que la discipline conventionnelle portera avant tout sur les contrats de programme avec les industries, on souhaite faciliter une évolution de la politique contractuelle. Comment ? « Le premier ministre a voulu relancer la réflexion. L'énoncé des détails viendra à son heure », déclare-t-on dans son entourage, où l'on reconnaît qu'il sera difficile de libérer des partenaires « prisonniers de vieux schémas usés depuis des années ». L'idée, notent les spécialistes, est « excellente », mais les avis sceptiques prédominent, surtout lorsque pareille proposition, elle aussi peu nouvelle, intervient sur fond de rumeurs d'austérité. Des leaders syndicaux, plus francs et réalistes, admettent que « c'est impossible » ou « très difficile ». An C.N.P.F., on déclare franchement : « Il faut avancer avec prudence, car on marche sur des œufs ».

● **Cinquième défaut**, le plus important : la quasi-totalité des accords ne portent pas sur les salaires réels, mais seulement sur les barèmes minimaux. Il y a certes des exceptions comme les cartonnages, la chimie, le textile, où les accords portent sur les « réels » ou les « minimaux », la formule du salaire binaire (augmentation en pourcentage et en valeur absolue — réclamée par F.O. et la C.F.D.T.) étant même appliquée dans le textile ; mais dans la chimie, où l'on se basait aussi sur les « réels », il n'y a plus de discussion, le patronat s'efforçant de limiter les augmentations à l'évolution du seul indice des prix comme l'a demandé le C.N.P.F.

Les résultats de cette pratique conventionnelle sont évidemment très variables. Leur mérite — quand il existe — est de protéger les salariés des petites entreprises et des usines dites marginales en leur garantissant une progression de salaire qu'ils ne pourraient pas obtenir à eux seuls. Mais, dans la majorité des cas, elle a surtout pour effet de créer un grand désordre, dans la mesure où elle est une incitation à la surenchère permanente.

Au départ, on constate que souvent les minima n'ont guère de rapport avec la réalité. Les salaires effectifs se situent à un niveau nettement plus élevé : selon M.M. Dubois et F. Fierre, de l'I.T.S., « les écarts sont fréquemment de 30 % et ils atteignent même 50 % dans la métallurgie parisienne ». Mais, évidemment, la situation est toute différente dans les régions pauvres et les industries en perte de vitesse. Par exemple, l'écart tombe à 2 % ou 3 % dans les industries de la chaussure et des cuirs en Vendée.

« Inutile de vous faire un dessin, commente le leader F.O., un tel syndicat souffrirait de l'emprise des communistes ».

A Matignon, où l'on indique que la discipline conventionnelle portera avant tout sur les contrats de programme avec les industries, on souhaite faciliter une évolution de la politique contractuelle. Comment ? « Le premier ministre a voulu relancer la réflexion. L'énoncé des détails viendra à son heure », déclare-t-on dans son entourage, où l'on reconnaît qu'il sera difficile de libérer des partenaires « prisonniers de vieux schémas usés depuis des années ». L'idée, notent les spécialistes, est « excellente », mais les avis sceptiques prédominent, surtout lorsque pareille proposition, elle aussi peu nouvelle, intervient sur fond de rumeurs d'austérité. Des leaders syndicaux, plus francs et réalistes, admettent que « c'est impossible » ou « très difficile ». An C.N.P.F., on déclare franchement : « Il faut avancer avec prudence, car on marche sur des œufs ».

« Inutile de vous faire un dessin, commente le leader F.O., un tel syndicat souffrirait de l'emprise des communistes ».

A Matignon, où l'on indique que la discipline conventionnelle portera avant tout sur les contrats de programme avec les industries, on souhaite faciliter une évolution de la politique contractuelle. Comment ? « Le premier ministre a voulu relancer la réflexion. L'énoncé des détails viendra à son heure », déclare-t-on dans son entourage, où l'on reconnaît qu'il sera difficile de libérer des partenaires « prisonniers de vieux schémas usés depuis des années ». L'idée, notent les spécialistes, est « excellente », mais les avis sceptiques prédominent, surtout lorsque pareille proposition, elle aussi peu nouvelle, intervient sur fond de rumeurs d'austérité. Des leaders syndicaux, plus francs et réalistes, admettent que « c'est impossible » ou « très difficile ». An C.N.P.F., on déclare franchement : « Il faut avancer avec prudence, car on marche sur des œufs ».

« Inutile de vous faire un dessin, commente le leader F.O., un tel syndicat souffrirait de l'emprise des communistes ».

A Matignon, où l'on indique que la discipline conventionnelle portera avant tout sur les contrats de programme avec les industries, on souhaite faciliter une évolution de la politique contractuelle. Comment ? « Le premier ministre a voulu relancer la réflexion. L'énoncé des détails viendra à son heure », déclare-t-on dans son entourage, où l'on reconnaît qu'il sera difficile de libérer des partenaires « prisonniers de vieux schémas usés depuis des années ». L'idée, notent les spécialistes, est « excellente », mais les avis sceptiques prédominent, surtout lorsque pareille proposition, elle aussi peu nouvelle, intervient sur fond de rumeurs d'austérité. Des leaders syndicaux, plus francs et réalistes, admettent que « c'est impossible » ou « très difficile ». An C.N.P.F., on déclare franchement : « Il faut avancer avec prudence, car on marche sur des œufs ».

« Inutile de vous faire un dessin, commente le leader F.O., un tel syndicat souffrirait de l'emprise des communistes ».

A Matignon, où l'on indique que la discipline conventionnelle portera avant tout sur les contrats de programme avec les industries, on souhaite faciliter une évolution de la politique contractuelle. Comment ? « Le premier ministre a voulu relancer la réflexion. L'énoncé des détails viendra à son heure », déclare-t-on dans son entourage, où l'on reconnaît qu'il sera difficile de libérer des partenaires « prisonniers de vieux schémas usés depuis des années ». L'idée, notent les spécialistes, est « excellente », mais les avis sceptiques prédominent, surtout lorsque pareille proposition, elle aussi peu nouvelle, intervient sur fond de rumeurs d'austérité. Des leaders syndicaux, plus francs et réalistes, admettent que « c'est impossible » ou « très difficile ». An C.N.P.F., on déclare franchement : « Il faut avancer avec prudence, car on marche sur des œufs ».

BIBLIOGRAPHIE

Un fil dans le labyrinthe des milieux d'affaires japonais

Tokyo. — En dépit des mesures de libéralisation de ces dernières années, le monde japonais des affaires reste pour les industriels et les commerçants étrangers un labyrinthe : complexité de ce milieu mal connu, rareté des documents susceptibles d'éclairer son organisation, difficultés linguistiques.

En présence de telle société, par exemple, comment savoir à quel groupe elle appartient, quelles sont ses affiliations, quelle est sa banque, quel rang elle occupe dans sa branche d'activité ? Les sociétés japonaises qui comptent appartenir presque toujours à un groupe beaucoup plus puissant qu'elles : leur solidité, leur force concurrentielle, leur poids comme partenaire ou comme concurrent, dépendent largement de cette appartenance. Mais quel est ce groupe ? Et si l'on étudie les groupes eux-mêmes, si caractéristiques de l'organisation économique japonaise, quels sont leurs affiliés majeurs, à quels secteurs s'étendent leurs activités ? Comment connaître les participations croisées à l'intérieur de tel ou tel groupe, autre phénomène typiquement japonais ? Et qui peut savoir par exemple que les grands magasins Iseian, le chocolat Morinaga, les automobiles Honda et la chaîne des Kentucky Fried Chicken sont autant de sociétés parentes dans la grande famille Mitsubishi ?

Un ouvrage vient de paraître en langue anglaise, *Industrial Groupings in Japan* (1), qui répond à beaucoup de ces questions. C'est un précieux « Qui est qui ? » des compagnies japonaises, avec leurs appartenances, leur place dans l'industrie, l'analyse des groupes eux-mêmes, etc.

Une caractéristique des Japonais est de « s'agglomérer ». L'individu a besoin de se grouper en une société, et la société elle-même a besoin de faire partie d'une agglomération de sociétés amies. Mais une autre caractéristique est que, d'un groupe à l'autre, joue une concurrence sévère, souvent même féroce. Cette double tendance a fait naître les grands groupes industriels et financiers du Japon, fort originaux par rapport aux groupements existant dans les autres pays, et souvent aussi d'une efficacité supérieure, qui fait le dynamisme de l'économie japonaise.

On comptait avant la guerre une dizaine de puissants groupes qu'on appelle les *zaibatsu* (traduction : factions financières), fondés sur une organisation quasi féodale, où la domination appartenait à une grande famille, par exemple les Mitsui pour le groupe du même nom, ou les Iwasaki pour le groupe Mitsubishi, alors deuxième en importance. Dissous par les Américains, les groupes se sont reconstitués, mais avec un caractère très différent : plus de holding, plus de famille propriétaire, mais un réseau flou de firmes affiliées, dont le gouvernement est une assemblée, à savoir démocratique à certains égards, de présidents-directeurs généraux. Les actionnaires des sociétés membres sont pour une bonne part d'autres sociétés membres, avec ce résultat que leur pression pour obtenir une importante distribution de profit est moins forte que chez nous. La société affiliée à d'autre part l'avantage, dans la concurrence nationale ou internationale, de ne jamais se sentir isolée ou faible, ayant derrière elle le groupe géant, avec le soutien de ses finances, de sa compétence, de son implantation à l'étranger.

C'est donc d'abord sur ces groupes et leur composition qu'*Industrial Groupings in Japan* est riche en renseignements. On y trouve une analyse détaillée de la structure des treize grands groupes industriels et financiers. C'est ainsi qu'est analysé par exemple le groupe Mitsubishi, avec un schéma graphique de sa composition, la liste des sociétés qui en forment le noyau central au premier rang desquelles sa banque, sa société de commerce et sa société d'industrie lourde — et la liste des

De notre correspondant

sociétés qui gravitent autour : ce qui fait cinq grandes pages donnant des indications sur la situation financière de ces entreprises, leur chiffre d'affaires, leur nombre d'employés, etc. Pris de huit cents

Trois catégories de groupes

Les groupes japonais appartiennent en fait à trois catégories : les trois grands anciens, successeurs des *zaibatsu* d'autrefois, Mitsubishi (qui est passé en tête), Fuyo et Sumitomo ; puis, cherchant à les rattraper, les trois nouveaux groupes d'après guerre, centrés chacun sur une grande banque : Fuyo (banque Fuyo), D.K.B. (banque Dai-ichi Sangyo) et Sanwa (banque Sanwa) ; enfin, les sept nouveaux groupes, moins importants, qui gravitent autour de grandes firmes industrielles, comme Nippon Steel ou Hitachi.

L'ouvrage analyse ensuite les huit cents sociétés avec leurs types et degrés d'affiliation, leurs participations croisées, l'origine de leurs dirigeants et les sources de leur financement. Dans une autre partie, il décrit la force respective des divers groupes dans les principales branches de l'industrie. Il recense ici mille sept cent soixante-dix sociétés dans l'ordre de leur chiffre d'affaires. On apprend, entre bien d'autres renseignements, que Mitsubishi compte vingt-sept sociétés dans l'industrie chimique, contre quinze au groupe Mitsui ; ou encore on trouve sur l'industrie minière la liste des sociétés par ordre d'import-

ances, leur appartenance de groupe, leur chiffre d'affaires, etc.

Une partie est enfin consacrée aux *shosha* ou grandes sociétés commerciales, un des piliers de chaque groupe étant, à côté de sa banque, la société de commerce qui le sert et qui l'anime. On trouvera la liste des affiliés des dix principales *shosha*, de leurs principales entreprises outre-mer, leur chiffre d'affaires par branche d'activité, etc. Si l'on ajoute que l'ouvrage tente encore d'apprécier la force relative des groupes japonais par rapport aux grandes compagnies multinationales, qu'il présente les principales associations patronales au Japon — dont le *Sankei*, très important et peu connu — et qu'il compte un index de toutes les firmes citées, on verra qu'il y a là une mine de renseignements inépuisables, d'autant plus utile que, même en langue japonaise, il n'a paru jusqu'ici aucun ouvrage analogue.

ROBERT GUILLAIN.

(1) Publié par Dowdell Marketing Consultants, C.F.O. Box 237, Tokyo, Japon, 450 J. 1975 : 33 000 yens, envoi complet.

La rançon de l'égalitarisme

(Suite de la page 9.)

Une chose est sûre, c'est que toute solution comportant un coût, le principe fondamental d'équivalence voulant que l'on ne puisse obtenir quelque chose contre rien. Il n'y a pas de repas gratuit, comme disent les Américains. C'est pourquoi la vraie question à poser pour favoriser le choix démocratique consistait est alors : connaissant le coût, estime-t-on assez les avantages attendus pour consentir le sacrifice ? Quel serait le coût économique de l'égalitarisme décrié, c'est-à-dire le coût de la suppression des marchés ? L'économiste doit pousser l'analyse sur ce terrain et non pas se contenter d'affirmations gratuites et de mesures assez vagues pour que le lecteur, non nécessairement averti, ne puisse en percevoir les coûts réels.

Essayons d'analyser les conséquences des propositions de M. Kolm. Elles tiennent en deux points principaux :

1) **Suppression des marchés de biens et de services.**

Il faut remplacer les rémunérations en monnaie par des prestations en nature, aller vers plus de consommations collectives. En clair, il s'agit de restreindre au minimum les possibilités de choix de l'individu, c'est-à-dire ses capacités de réaction. Il s'agit de fixer le modèle de consommation, de tous les ménages en leur imposant des consommations collectives choisies par l'Etat, en les privant de monnaie. La « liberté frappée » qui permet de décider souverainement de la composition des budgets familiaux, au profit de prestations en nature qui ne peuvent s'échanger, malheureusement, que par le troc.

L'étape ultime de ce modèle d'organisation, c'est, bien entendu, le rationnement généralisé des communes chinoises, où effectivement la part de la consommation librement choisie est minimale. Ce système permet l'égalitarisme, mais au prix du sacrifice des préférences individuelles et de toute liberté dans l'allocation des ressources. La

problème essentiel de ce type d'organisation est de savoir quel mode uniforme de consommation. En pratique, ce sera le plus souvent, lorsque la communauté atteint une dimension importante, la bureaucratie étatique, sans garantie que la structure de consommation retenue corresponde même approximativement aux souhaits, le plus souvent variés, des individus. Le résultat est l'uniformisation et la baisse de qualité des biens et services en l'absence de concurrence entre les produits.

Est-ce là l'idéal du consommateur français en 1976 ? Cela pourrait-il l'être en 1978 ? Veut-on payer l'égalitarisme à ce prix ?

2) **Suppression des marchés des facteurs de production, travail et capital.**

Les salariés gèrent directement les entreprises. Le profit est supprimé. La rémunération des salariés est dissociée de leur production. Il s'agit donc d'un système de fonctionnarisation autogestionnaire généralisée où, par l'augmentation des transferts, chacun a droit à une part sensiblement égale du revenu national, quelle que soit sa productivité propre. Il s'agit de dissocier l'effort productif et récompense. On ne peut, dans ce cas, manquer de poser la question : quelles seront les incitations qui feront que chacun choisira malgré tout de travailler plutôt que de se consacrer à ses loisirs ? Qui fera tourner l'appareil productif si l'inactivité est récompensée au même titre que le travail socialement utile ? Quel serait le coût d'un système de contrôle et de contraintes qui remplacerait l'incitation au travail par les revenus monétaires différenciés ?

On sait bien les problèmes rencontrés par l'agriculture soviétique où le kolchozien consacre le meilleur de son énergie au lopin individuel au détriment des terres d'Etat. On sait aussi, dans un des rares domaines où l'analyse économique dispose de résultats d'expériences à la façon des sciences physiques, que l'entreprise autogérée yougoslave a des particularités de fonctionnement peu souhaitables. Encore le profit n'est-il pas supprimé, ni le lien entre production et rémunération. Mais les efforts d'investissement à long terme et d'amélioration du fonctionnement de l'entreprise ne sont pas rentables. La propriété étant collective personne ne peut obtenir la rémunération personnelle de ses efforts en vendant sa part de propriété. D'où l'incertitude des investissements qui auraient pour effet d'augmenter à terme la valeur de revente des parts de propriété dans la firme. D'où la volonté des salariés d'investir le moins possible et de partager les bénéfices sous forme d'augmentation de salaires. Cette politique détermine un ralentissement du taux de croissance de l'économie, c'est-à-dire un ralentissement de l'augmentation du niveau de vie. Un système de dissociation de la rémunération et de l'effort conduira, lui, à une chute catastrophique de la production.

Une fraction significative de l'électorat choisisse-t-elle — en connaissance de cause — la croissance zéro ou négative ?

M. Sarge-Christophe Kolm a montré par l'analyse économique qu'une politique de redistribution de grande ampleur et rapide nécessite le passage à un autre système économique. La même analyse économique montre que le coût de cette transformation consiste en la perte de libertés individuelles et en réduction du niveau de vie.

JEAN-JACQUES ROSA.

(PUBLICITE)

ÉMIRATS ARABES UNIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Département des Travaux Publics d'Abu Dhabi, E.A.U., lance un appel d'offres aux entrepreneurs de bâtiments pour la réalisation d'un centre culturel et d'une Bibliothèque nationale. Il s'agit d'un ensemble immobilier de prestige sis entre l'ancien palais et la grande mosquée dans la ville d'Abu Dhabi. L'ensemble comprend les composants principaux suivants : Bibliothèque : salles de lecture, bureaux, salles techniques, réserve d'une capacité de plus de 600 000 livres. Cela pour une première tranche de construction. Lieux de réunions : amphithéâtre de 1 000 places et installation permettant la tenue de séminaires de 20 à 300 personnes. Salles d'expositions permanentes et temporaires. Locaux administratifs : bureaux et services généraux pour la bibliothèque du centre culturel. L'aire à bâtir est d'environ 21 000 m². Le contrat comprend également l'aménagement du site naturel environnant. Le dossier concernant le présent appel d'offres sera disponible le 25 octobre 1976. Pour obtenir le questionnaire de présélection ou des précisions sur le projet, écrire à :

THE ARCHITECTS COLLABORATIVE, INC.
46 Brattle Street
Cambridge, Massachusetts, 02138 U.S.A.
Or Telex 921494 A/A TAC CAM

Les questionnaires doivent être retournés à la même adresse avant le 10 août 1976.

Signé : HAMDAN BIN MOHAMED AL NAHYAN
(Président du Département des Travaux Publics.)

هنا من العمل

PRESSE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'A.F.P. EST DÉSIGNÉ

Le Journal officiel, du 1^{er} août publie la liste des membres du conseil supérieur de l'agence France-Presse. Ils exerceront leur mandat jusqu'au 1^{er} avril 1979 :

Président : M. Etienne Burin des Roziers, conseiller d'Etat ;

membres : MM. Pierre Mongin, conseiller à la Cour de cassation, et René Godey, président du Syndicat de la presse parisienne ; Pierre Archambault, ancien président de la Confédération de la presse (française) ; Jean-Michel Grunbaum, journaliste ; Robert Lemaire, conseiller d'Etat ; Jean-Pierre Lecoq, directeur général de l'O.R.T.F. ; Daniel Videau, conseiller d'Etat, ancien haut commissaire de la République française en Polynésie ; Jean Basdevant, inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires, ancien ambassadeur de France en Algérie.

[Composé de huit membres, le conseil supérieur de l'A.F.P. est chargé de veiller à l'indépendance de l'agence et au respect de ses obligations fondamentales : « Assurer aux usagers, de façon régulière et sans interruption, une information exacte, impartiale et digne de confiance. »]

FEUILLETON

Un train d'or pour la Crimée

Londres, 22 mai 1855. — Nous voici donc au matin de la grande attaque du train contenant la solde en or des troupes anglaises en Crimée. La cargaison sera particulièrement surveillée. Pour le moment, sur le quai de London Bridge, une jeune femme sanglotant sur le cercueil de son frère assiste au chargement.

UNE DROLE DE CARGAISON

Le chargement fut effectué avec une extrême précision. D'abord, deux gardiens s'avancèrent sur le quai, montrèrent dans le fourgon et firent une rapide inspection à l'intérieur. Ensuite huit autres gardiens se rangèrent en formation autour de deux chariots poussés par deux équipes de porteurs. On commença à décharger. Sur le quai se trouvaient de hautes piles de caisses rectangulaires soignées.

L'homme alla une rampe menant au fourgon et les porteurs joignirent leurs efforts pour pousser l'un après l'autre les chariots jusqu'au fourgon, où attendaient, les coffres.

Ensuite, un proposé officiel de la banque, en grande tenue, avec un air important, s'approcha des deux cliets à la main. Peu de temps après, l'oncle de MacPherson, le directeur, arriva avec une seconde paire de cliets. L'oncle et le directeur se penchèrent, considérant leurs cliets dans les serrures des coffres-forts et les ouvrirent.

Les caisses d'or furent chargées dans les coffres-forts et les portes fermées avec un cliquet. L'oncle et le directeur se penchèrent à l'intérieur du fourgon. On tourna les cliets dans les serrures ; les coffres étaient en sécurité.

L'homme de la banque prit ses cliets et s'en alla. L'oncle de MacPherson se pencha vers sa poche et s'approcha de son neveu.

« Ce matin, fais attention, dit-il. Ouvre tous les paquets assez grands pour contenir un type, et fais attention à ce qu'il y a dans l'air. Qu'est-ce que c'est, que cette peinture ? »

McPherson désigna du geste la fille et le cercueil qui se trouvaient non loin de là. C'était un spectacle pitoiable, mais l'oncle fronga les sourcils sans l'ombre d'un remords.

« Inscris pour le train du matin, hein ? »

— Oui, mon oncle.

— Alors, dit le directeur en s'en allant :

— Mais mon oncle... ça commence McPherson.

Il se dressa que, en insistant sur ce qu'il avait fait dans le faveur de la Filie le Directeur s'arrêta.

« Pas assez de courir au ventre ? Espérons, quel dilemme ! »

Le Directeur regarda d'un jeune homme et se méprit sur son hésitation.

« Très bien, si tu sais assez par de la vie à quel point ça m'intéresse plus aucune terreur. Je vais même occuper moi-même. »

C'est à ce moment qu'ils entendirent un terrible son électrique, le son de la cloche brevetée de Mr. Bateson (1).

Dans sa déposition au tribunal, Pierce expliqua plus tard la trame psychologique de son plan.

« Tout surveillant suspecte certaines manœuvres précises. Je savais que le surveillant de la ligne se méfiait de quelque stratagème pour faire passer un être vivant dans le fourgon. Or un surveillant vigilant sait qu'un cerceuil peut facilement contenir un homme; mais c'est un truc si éventé qu'il n'aura guère de succès. C'est tout.

» Cependant, il se demandera vraisemblablement si le défunt est vraiment mort, et, s'il est vigilant, il fera ouvrir la boîte et passera quelques instants à examiner de près le corps pour s'assurer du décès. Il peut prendre le pouls ou la température de la chair ou enfoncer une épingle par-ci, par-là. Or, aucun être vivant ne peut subir un tel examen sans être découvert.

(1) Il s'agit d'un dispositif de sécurité en vogue à l'époque contre l'inhumation prématurée.

né par erreur. Toutes les émotions sont alors inversées. La suspicion fait place à l'espoir. Au lieu d'ouvrir le cerneil de façon solennelle et respectueuse, on se rue pour libérer le vivant. Les parents se joignent volontiers à cette ruée, prouvant ainsi qu'il n'y a rien à cacher.

* Quand on soulevé le couvercle, et qu'apparaissent à la lumière les restes décomposés, combien la réaction des spectateurs est différente ! Leurs espoirs les plus fous sont anéantis en un instant : la vérité cruelle et affreuse apparaît au premier coup d'oeil, et nul n'est besoin d'une investigation approfondie. Les parents sont amèrement déçus et atrocement bouleversés. On referme donc rapidement le couvercle, et tout cela parce que la

Par MICHAEL

En entendant le son bref et

La fille se trouvait alors dans un état de profonde hystérie, les doigts agrippés au couvercle du cercueil, sans penser à l'ineffectivité de ses efforts.

« Oh ! mon cher frère. Oh !
 Richard, cher Richard. Oh !
 Oue ! il vit... »

Des doigts grattaient la surface
 en bois, de sorte que le cerneau
 se balançait et que la cloche ne
 cessait de sonner.

Le directeur et son neveu par-
 couraient instantanément l'anxiété
 de la chambre, et ils se pen-
 chèrent l'un sur l'autre, l'un ar-
 dant plus de sang-froid. Le
 couvercle était fermé par une
 série de cliquets métalliques
 qu'ils ouvrirent l'un après l'autre.
 « Personne ne remarqua apparem-
 ment dans la chambre au moment
 où le couvercle avait pu se
 cliquer que trois autres réunis.
 Et le processus d'ouverture était
 encore retardé par les efforts de

« Oh ! Richard... Mon Dieu, épêchez-vous, il est vivant... Je

Cette agitation attira sur le nu une foule assez nombreuse. Affaré par ce spectacle bizarre, la foule restait cependant à quelques pas en arrière.

« Oh vite, plus vite, autrement sera trop tard », criait la file tandis que les hommes manœuvraient fébrilement les cliquets.

Ce n'est qu'aux derniers cli-

CRICHTON

...sueurs que le directeur entendit
sa fille crier :

« Oh, je savais bien que ce n'était pas le choléra. C'est un vrai charlatan, ce médecin ! Oh, je le savais... »

Le directeur fronça les sourcils.

« Choléra ? demanda-t-Il.
— Oh, vite, vite, criait la fille,
olla cinq jours que j'attends le
non de la cloche...
— Vous dite choléra ? répéta le
directeur. Cinq jours ? »
Mais le neveu, qui continuait à
manœuvrer les cliquets, releva
brusquement le couvercle du cer-
neil.

« Merçi, mon Dieu », cria la fille
 se précipitant sur le corps
 comme pour serrer son frère dans
 ses bras et se tordre, dépendant
 du minime, ce qui était, évidem-
 ment compréhensible. Une fois
 couverte relevé, une gouvaine-
 pauxteux, fétide et nau-
 seabonde, s'échappa du cerceuil.
 Une vague palpable, et, l'ori-
 gine, se dégagea, et, se dégagea,
 difficile à découvrir le corps
 tendu à l'intérieur, habillé de ses
 beaux vêtements, les mains
 jointes sur la poitrine. Décom-
 position. Le visage et le cou
 était boursoufflé, gonflé,
 et d'un gris vert répugnant.
 Ses lèvres étaient noires, ainsi
 que le renflement de la langue.

le directeur et son neveu ne vint guère davantage de cet horrible spectacle. La fille, en pleine crise d'hystérie, s'évanouit avec le dernier cri déchirant. Le neveu se portait instantanément à son secours et le directeur ferma le couvercle et se mit à arranger les cliquets avec beaucoup plus de hâte que pour les ouvrir.

En attendant qu'il aille chercher l'homme
qui portait la cloche, la foule se
cassait avec la même précipitation.
En un instant, le qual de la rue
fut presque désert.
La jeune servante revint bientôt
à elle, mais elle restait dans
un état de détresse profonde. Elle
cessait de demander doucement :

— Comment est-ce possible ?
— J'ai entendu la cloche. N'avez-
vous pas entendu la cloche ? Je
l'ai entendue nettement. La cloche
a sonné, l'air en a été agité.

McPherson faisait de son mieux pour la reconforter ; c'était sans aucune tremblement de terre, disait-il, ou une brusque rafale de vent qui avait fait sonner la cloche.

Voyant que son neveu était occupé avec la pauvre fille, le

le fit avec tout la courage
nt il pouvait faire preuve après
e séance si déprimante. Deux

— Les deux ventes vontent faire
larger deux grandes malles, et
allégré leurs protestations hau-
nées, il insista pour que ces
deux malles soient déverrouillées
ouvertes pour inspection.

Il n'y eut qu'un seul autre
incident, lorsqu'un gentleman
d'extremiste place dans le four-
nil d'un perroquet — ou quelque
autre animal, vaillamment, et même

— en demandant que l'on
remette à son serviteur de
passer avec l'oïseau pour s'oc-
cuper de la direction d'un
alléguant les nouveaux régle-
ments du chemin de fer. Le gen-
tleman prit un ton offensé puis
arrivait au directeur une « gratin-
tion substantielle » mais
il ne pouvait se résoudre à
accéder à ce qui ne lui paraissait
pas d'un intérêt
« Il ne voulait se l'avouer, se
contentait compte que Burgess, le
vedant qu'il avait admonesté
veille, l'observait. Anssi, le
directeur fut obligé de refuser
cette proposition. Le
célui du gentleman, qui s'en
en tapant du pied et en mar-
chant une litane de jurons
sants »

Ces incidents ne contribuèrent pas à adoucir l'humeur du directeur et, quant à lui, il était malade et malade tout malade tout chargé dans le fourgon, celui-ci prit un certain plaisir à avoir un prisonnier sur un banc de grande solitude, il essaya de veiller sur sa santé car le passager défunct avait été victime du rot Choléra.

Pierre ne répondit point. Il semblait aussi nerveux et égaré qu'il l'était avant que sonne la cloche. Vagabond insatisfait, le directeur aboya un ordre sur son neveu, lui enjoignant de poursuivre son travail et de fermer le fourgon. Puis il retourna à son bureau.

Plus tard il télégrapha avec embarras qu'il n'avait aucun souvenir d'un gentleman à barbe blanche qui se serait trouvé dans la gare, ce jour-là.

En fait, Pierre se trouvait dans la foule qui assistait au terrible départ de l'été de la gare. Il avait constaté que l'incident se déroulait exactement comme il l'avait voulu, et qu'Agar, avec ses hideux vêtements, n'avait pas été démasqué.

Quand la foule se dissipa, Pierre s'avança jusqu'à la gare. Il se souvint de l'homme qui avait apporté un bagage aussi étrange sur chariot, et Pierre eut un moment d'hésitation quand il aperçut le directeur du trafic sur lui-même, et quand il vit le directeur du fourgon. Car si quelque'un se donnait la peine de réfléchir, le comportement de Pierre était certainement étrange.

Selon toute apparence, c'était un gentleman homme prospère. Mais son bagage était inhabituel, pour ne pas dire plus : cinq sacoches de cuir identiques. Ces sacs étaient guidés par des cordons prisés par les messieurs de la gare. Il leur était grossier, et les courroies étaient visibles et manœuvrées de fin à la poignée manœuvrant de ces sacs et de ces sacs de d'être d'une laideur criante.

(A suivre.)

-(Copyright Fayard, « le Monde ».)

LE MARATHON DES ÉTOILES

Festivals

«Aïda» dans les ruines d'Orange

GÉRARD CONDÉ

MARCELLE MICHEL

En raison du succès, le Théâtre La Bruyère reprend, à partir d'aujourd'hui, pour une série limitée, les représentations de « Mangeront-ils ? », comédie de Victor Hugo, tous les soirs à 21 h., sauf dimanches.

Maximova, quel révé ! Elle, Ekaterina Maximova, idéalement proportionnée, avec sa loline petite tête et ses bras comme de la crème, est un pur enchantement plus encore peut-être par son interprétation que par sa technique, pourtant d'une précision, d'une « pureté » à nulle autre pareille. Elle exprime, en effet, l'amour de Giselle par une conception généreuse de la danse selon l'inspiration que lui a sans doute donnée la grande Galina Oulanova et qui ne sa remarque jamais mieux qu'au deuxième acte où elle défend son prince foudroyé avec ce

■ L'acteur et metteur en scène
évidéique Mikhaïl Yvanovitch est décé-
dé à Moscou à l'âge du centante-
cinquième ans. Il avait été le directeur
artistique du théâtre Gitan-Roman
de 1937 à 1951 et du théâtre Stan-
islavsky de 1959 à 1962.

FESTIVAL DU LOUVRE
COUR CARRÉE

LE BALLET DE
LENINGRAD
(THEATRE MALEGOT)

GISELLE et HALTE DE CAVALERIE
avec dans GISELLE les 2 et 4 Août
Ekaterina MAXIMOVA et Vladimir VASSILIEV
Solistes invités du Théâtre du Bolchoï de Moscou

LOCATION
TOUS LES JOURS DE 12 H 30 À 19 H (sauf dimanches)
COUR CARRÉE DU LOUVRE, Face à l'Auditorium l'Auxerrois
métro : Louvre - RENSEIGNEMENTS 261.30.56 et 66 et 76 et 261.43.42
LOCATION : 261.43.42 ET TOUTES AGENCES

ORGANISATEURS : A.L.A.P./LUMBROSO

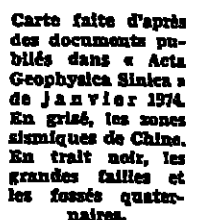
Les contrecoups du carambolage du continent asiatique par le sous-continent indien

A Denver, à une centaine de kilomètres au sud de l'endroit où s'est produit le sinistre, le service météorologique a fait savoir, lundi 2 août, que des orages continuèrent dans la région.

Mais un certain nombre de séismes — parfois très violents — se produisent ici ou là à l'intérieur des plaques : par exemple aux Etats-Unis, en Australie, en Europe occidentale et surtout en Chine. La Chine est située dans la plaque « Eurasie », seul le système himalayen, qui la borde au sud, constituant une « jonction » avec la plaque qui englobe l'Asie du Sud-Est. Quant à l'Inde et à l'Asie, cela fait quelque-cinq millions d'années que le télescope se poursuit au rythme moyen de quelques centimètres par an (ce rythme a d'ailleurs varié au cours des âges géologiques). Un télescope aussi long suppose un rayon de courbure énorme, de l'ordre de 1.500 kilomètres, au moins.

(1) Sciences du 8 août 1975.: *Cenozoic Tectonics of Asia: Effects of a Continental Collision*, par Peter Molnar et Paul Tapponnier.

D'autre part l'agence Chine nouvelle a publié une déclaration des ouvriers de Tangshan : « Rien au monde ne peut nous effrayer, même si les cieux devaient tomber et la terre se dégrèger. Nous ne nous inclinons même pas devant la force d'une avalanche. Plus fort est le séisme, plus puissante est notre détermination de reconstruire nos foyers ».



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1824

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORizontalement

I. Tiré d'un sac ; Ne se déplace que verticalement. — II. Fait en sorte que rien ne dépasse. — III. Rend le commerce bien difficile.

IV. Peu raisonnables. — V. Orchestre de suppression : Terme musical. — VI. Dispersait les fidèles (épéés) ; Tirait des traits. — VII. Était au parfum ; Fin de participation. — VIII. Ne laissait pas en place. — IX. Perra des tas de choses. — X. Question d'orientation.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75127 PARIS - CEDEX 08 - C.C.P. 4287-21

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
90 F	161 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
144 F	273 F	403 F	538 F
ETRANGER PAR MESSAGERIES (moins rapide que par voie normale)			
I. — Belgique — Luxembourg — Pays-Bas — Suisse			
115 F	210 F	307 F	400 F
II. — Tunisie			
125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre de chaque à leur demande :

Changements d'adresse définitive ou provisoire... (deux semaines ou plus) ;

Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avo!r l'obligeance de s'adresser les noms propres en caractères d'imprimerie.

SITUATION LE 2 AOÛT 1964 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 3, 6-7^e DÉBUT DE MATINÉE

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (1e mb vaut environ 2/3 de mm)

▨ Zone de pluie ou neige ▽ averse ⚡ orages ➡ Sens de la marche des fronts

— Front chaud ▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

[illegible]

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement; le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous adressons

nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

هكذا من الأصل

CHINE
Les diplomates sont invités à leurs familles de Pékin

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	(chaque mercredi et chaque vendredi)	

REPRODUCTION INTERDITE

emploi international

PS Conseil
Une très importante société américaine d'ingénierie recherche, pour un chantier en Algérie, des :

SECRÉTAIRES BILINGUES
(Anglais - Français)

Le travail comprend les tâches habituelles de sténodactylographe, classement, organisation des emplois du temps, etc.

Les candidats doivent être capables de taper en anglais et en français et de répondre au téléphone dans ces deux langues. L'aptitude à traduire des lettres simples est également demandée.

La rémunération envisagée est de nature à intéresser des candidats de valeur.

Adresser C.V. sous réf. B/5564M à :
PA Management Consultants Ltd
Hyde Park House - 60 A Knightbridge
LONDRES SW7X 7LE

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE MULTINATIONAL
recherche pour sa filiale au **GABON**

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

La personne recherchée devra avoir au minimum 35 ans, une bonne expérience bancaire dans le domaine des études de crédit et d'analyse de bilan.

Une bonne connaissance de l'anglais serait souhaitable.

La rémunération est importante.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae avec photo à n° 68433 CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

CLEM CORPORATION
recherchons

POUR RAFFINERIE DE PETROLE EN AFRIQUE NOIRE

CHEFS DE QUART RAFFINERIE

CHEFS OPÉRATEURS RAFFINERIE

CHEFS OPÉRATEURS
(Mouvements de produits et Mélanges)

AVANT AU MOINS 7 ANS D'EXPERIENCE. EXCELLENTE RÉMUN. ET AVANTAGES DIVERS.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé à :
The Clem Corporation S.A.,
20, avenue Général-de-Longueville,
1150 BRUXELLES (BELGIQUE)

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES POTRAUX - LA DEFENSE
recherche pour ALGERIE (3 ans) puis France ou étranger :

URGENT

INGÉNIEURS SIDÉRURGIE

INGÉNIEURS
spécialistes réseaux électriques MT-BT (référence 5809)

INGÉNIEURS - ÉLECTRICIENS
(référence 5810)

INGÉNIEURS
Maintenance continue et discontinue (référence 5811)

INGÉNIEURS - MÉCANICIENS
Machines tournantes (référence 5812)

Une expérience confirmée dans ces fonctions est indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. en indiquant la référence du poste sollicité à n° 68433 CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

SOCIÉTÉ MINIÈRE
recherche pour son exploitation **AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE :**

CHEF DU PERSONNEL

Pour prendre la responsabilité recrutement et gestion du personnel ouvrier et employé.

Relations avec les partenaires sociaux, animation de la vie sociale (clubs, écoles, etc.).

Intendance et gestion de la C.A.E.

Age minimum : 30 ans.

Adresser curriculum vitae à n° 68702 CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

offres d'emploi

Ford ESSEC - ESC

Jeune diplômé, vous avez choisi la vente comme première expérience professionnelle, vous y réussirez mais votre cadre actuel ne vous permet pas de développer davantage votre compétence et votre potentiel.

Venez rejoindre notre équipe de Conseillers Commerciaux Pièces Détachées : vous animerez et conseillerez notre réseau :

- organisation et stratégie de vente
- action promotionnelle et publicitaire
- politique de formation et de recrutement.

Particulièrement attentifs au développement des jeunes diplômés, nous vous donnerons les opportunités d'évoluer à terme vers des positions de managers dans le Marketing, la Direction des Ventes ou la Finance.

Ecrire Ford France S.A.
Service Développement & Organisation du Personnel
344, av. Napoléon Bonaparte 92504 Rueil-Malmaison

STE INTERNATIONALE en pleine EXPANSION spécialisée dans le domaine médical recherche pour

ORGANISATION FRANÇAISE UN HÉMATOLOGISTE

Ce candidat devra :

- être âgé de 25 ans minimum ;
- être titulaire d'un D.E.S. d'hématologie ;
- avoir une bonne connaissance de l'anglais, lu et parlé ;
- avoir le goût des contacts humains.

Voyages fréquents en France et éventuellement à l'étranger.

Formation scientifique et technique complémentaire assurée.

Envoyer C.V. lettre manuscrite et photo à n° 2168 Publications Réunies - 112, bd Voltaire, 75011 PARIS

LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche pour ses
SERVICES INDUSTRIELS

INGÉNIEUR
Opticien

ayant de bonnes notions de mécanique pour études générales d'intégration de système.

Libérés des obligations militaires.

Adresser C.V. manuscrit et photographies en précisant bien la référence 108 aux enveloppes à :
ETABLISSEMENT D'ARMEMENTS ANK-APX
Service D.D.G. route de la Motte
Batory - 78125 VERSAILLES

emploi régionaux

Société d'Informatique en expansion rapide et constante, nous recherchons pour les **METROPOLES REGIONALES des jeunes femmes** pour assurer, après une formation personnalisée à nos produits et à nos méthodes, des fonctions d'**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**.

Ces postes peuvent convenir à des diplômées de l'Enseignement Supérieur technique, scientifique, de gestion. Elles seront débutantes ou auront une première expérience professionnelle. Elles posséderont le sens du contact, la volonté de "percer" et une conscience professionnelle irréprochable. La rémunération sera importante et la fonction des résultats. Larges perspectives d'avenir assurées.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous la référence 68721 à :
OP Organisation et publicité
2 rue de la République, 92000 NANTERRE

Recherches

ANIMATEUR ARTS PLASTIQUES CADRE DE VIE
dans équipe centre d'animation culturelle.

Animateur en vue promouvoir vie socio-culturelle quartier de faveur (formation et expérience indispensables).

Transmettre dossier candidature pour le 31 août 1976.
Ecrire News Setlor, av. d'Alsace.

Centre de séminaire en province 120 ch., 300 couv., ouvert 12-17, recherche immédiatement **CHEF D'EXPLOITATION** CHIEF DE CUISINE

Expér. conf. au pos. chaine hôtel. Ecr. Gandola C.R.C.A. 18, rue Segret, Sainct, 92000 Rodos.

LA VILLE DU HAVRE recrute **DEUX INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES** titulaires sur titres ou par voie de concours. Services ASSAINISSEMENT et VOIRIE. Adresser candidature au Bureau du Personnel jusqu'au 31 août 1976. Pour importante Société (service adaptable).

DIRECTEUR D'USINE 150.000 F par an Ingénieur A.M. et équivalent. Expérience MÉCANIQUE, GALVANISATION, MONTAGE, INJECTION PLASTIQUE. Anglais souhaité. Ecrire sous n° 2189 à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2.

offres d'emploi

CABINET ETUDES ECO rech. CHARGES ETUDES EXPERT. vacataires disp. pour missions France plusieurs mois de produits agric. et élevage. Adr. C.V. à 2216, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

URGENT POUR AGENCES DE VOYAGES rech. BILLETISTES polyvalents (libérés D.M.), connaissant si possible Terminal Olivetti, et de format, supérieure, ayant plusieurs années d'expérience et spécialistes en :

- PL/1, L.M.S. ;
- Ciel ou Assembleur ou PL/1 (I.B.M., C.I.L., H.S.) ;
- G/17.

Interventions : Paris, banlieue et province proche (100 km.).

Adresser C.V. détaillé et numéro de téléphone avec à ANSWARE, 135, r. de la Pompe, 75116 Paris.

Imp. Feyer J. T., 170 résidents, reg. Lyon, rech. DIRECT. ADJ. techn. géol., 40-45 ans, exp. lab. exp. exp. cap. exp. pers. restant av. aut. et prat. Ecrire n° T 2049, Rdle-Press, 25 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Centre de Recherche Implanté à **TRAPPES** d'un groupe métallurgique recherche :

1) POUR TRAPPES :

JEUNE INGÉNIEUR

Grandes Ecoles ou Ecoles Supérieures de chimie, chimistes ou, de préférence, possédant quelques années d'expérience, pour :

- la mise au point et la conduite des équipements de pilotes hydrocarbonés ;
- le suivi des opérations de pilotage ;
- l'extrapolation et l'adaptation des résultats sur le plan industriel.

2) POUR OUTRE-MER après formation à Trappes :

a) **JEUNE INGÉNIEUR**

Grandes Ecoles (Centrale, Mines) pour service de contrôle et régulation.

b) **JEUNES INGÉNIEURS D'EXPLOITATION**

pour polyvalence de métaux non ferreux (conduite de fours électrothermiques).

Adresser C.V. détaillé et photo à n° 68545 CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ recrutée, sur concours :

DES TECHNICIENS D'EXPLOITATION

Titulaires du Bac, C. D. E. P. 2 ou 3 ou diplômes équivalents.

Candidatures à envoyer avant le 20 août à la :
Service des Relations Humaines et sociales
Pièces 7215
36, rue des Alouettes, 93019 PARIS

ANALYSTES

— Un important Groupe de RETRAITE ET PRÉVOYANCE (2.800 personnes)

— Un Service ORGANISATION ET INFORMATIQUE qui s'agrandit en fonction des chantiers en cours et des projets envisagés.

vous proposons de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes (970 - 138 - Réseau téléinformatique national).

FORMATION SUPÉRIEURE EXIGÉE.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo, à n° 68.982, CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CHEF COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Le candidat sera responsable devant le Directeur de l'organisation administrative de la gestion comptable (comptabilité générale, analytique, facturation), ainsi que de la préparation des notes (effectuées par ordinateur), des procédures d'annulation de la pte et de déclarations sociales.

Il est indispensable d'avoir une expérience professionnelle dans cette fonction (accusé si possible dans le secteur bâtiment) et une formation supérieure supérieure (D.E.S. minimum).

Expérience professionnelle supérieure.

Recherches

GESTIONNAIRE pour clinique particulière, à partir de septembre ou octobre. Références exigées. Env. C.V. et photographies à n° 20484 M. Rele-Press, 65 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE recherche pour sa nouvelle branche à Paris **CADRES DE NIVEAU DIVERS SECRÉTAIRES - DACTYLOS CAISIERS - TÉLÉPHONISTES**

CONDITIONS GÉNÉRALES :

- Nationalité : française
- Langue anglaise
- Expér. 12 à 18 mois bancaire
- Adresser C.V. à : n° 2182 « le Monde » Publi, 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

URGENT DESINATEURS E1 - E2 - P1 - P2 et CALCULATEURS en PETROCHIMIE et TUYAUTERIE

Bonne connaissance des normes américaines.

Se prés. : 40, rue de Chabrol, Paris 10^e - 10, rue de la Chapelle - Polonois - 24-41-57.

secrétaires

Secrétaires

Importante S.M. d'importation La Cornue rech. d'URGENCE **SECRÉTAIRE BILINGUE** Française-Anglaise ayant expérience et initiative sur problèmes crédits documentaires et importations. 5 x 8 h.

Adresser : courriel pour présentations et C.V. à : M. HUT S.A., DIMEL, Z.I., 2120 LA COURNEUVE.

Importante entreprise recherche pour secrétariat services administratifs

SECRÉTAIRE excellentes références. Adresser C.V. à : 48, av. Jean-Baptiste-Sébastien, 92100 BOULOGNE (P.P. 400).

Région VERNON (Eure) recherche pour secrétaire **CHEF DE DÉPARTEMENT TECHNIQUE**

SECRÉTAIRE Partelle bilingue anglais. **TRÈS HAUT SALAIRE + INDEMNITÉS**

Se présenter : 66, rue de Provence - 9^e S.R.S. (cf. page gauche)

demandes d'emploi

Algérien, 42 ans, vendeur prof., 15 ans exp. dont 7 ans chef des ventes (biens d'équipement), bonne présentation, très dynamique, capable d'assurer les contacts commerciaux à tous les niveaux, s'intègre facilement au sein d'une équipe.

Recherche

Poste de délégué

pour l'Afrique ou vendeur sur un secteur en France, de préférence région Nord.

Ecrire n° 2181 « le Monde » Publi, 5, rue des Italiens, 75227 Paris-P.

Alg. 25 ans, CAP-SP compt. + CAP steno. + IT prép. DEC. angl. ch. pl. m. t. Paris acc. cart. n° 2202, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

JEUNE FEMME 30 ANS DOCUMENTALISTE

CHEFCHER PLACE STABLE. Ecr. n° 6.300, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

URBANISTE D.I.U.P. 33 A. dessinateur, projeteur, spécialiste de suite. Lire toutes propositions salaires ou honoraires. T. : 344-3615, matin.

Vous êtes responsable administratif de ventes. Sans égal, emploi similaire même avec délégués dans Société région Indonésie.

Faire offre à BILLOIN, 39, rue Jean-Jacques, 91 BRUNOY.

Elève architecte ch. travail en agence pl. ou mi-temps. Disp. de suite. Paris ou banl. Ind. Tél. : 922-25-00 heures des repas.

J. F. 28 a., publicitaire longue expérience annonceur et agences rech. éditeur pour statut stable et avenir à Paris. Sal. Import. Ecr. n° 2.819, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

H. 34 a., dév. O.M., niv. Bac G. CAP 10 ans de banque, niv. brev. 10 ans de bank. à exp. rech. place admi-comptable, employé de banque. Tél. : 788-89-97.

CADRE 40 ANS B.S. mécanicien/secrét. spécialiste turbines, Diesels, pompes, actionneur, engineering, 5 ans exp. chef entret. Afr. ch. gestion administrative, technique, haute responsabilité. Recherche poste similaire en Afrique noire francophone. Ecr. n° 2.222, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

J. F. 31 a., 10 a. expérience, B.S. ch. anglais, ch. poste **SECRÉTAIRE DIRECTION** proximité de la Porte d'Orléans. Livre le 12 septembre 1976. Ecr. n° 2.222, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

COMPTABLE BILINGUE anglais couramment, bonnes notions allemand, expérience 10 ans bilan U.S. comptabilité comptables plurimultinationales, déclaration T.V.A., paiement, disponible province, étranger. Ecr. n° 2.222, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

INGÉNIEUR CIVIL 36 ans, dipl. ingénieur, dipl. B. Sc. et M. Sc. univers. américaine, spécialisation machines à vapeur, sol et fondations, 2 ans exp. études et surv. chantiers. Résid. en Côte d'Ivoire, ch. poste Afr. de l'Ouest. Ecrire S. P. 1.230, ABIDJAN.

CADRE 35 A. (1) 38 ans, 40 ans expér. papeterie, chef de serv. entretien, chantiers extérieurs, sur. d'études et envs. ch. poste simil. région Ouest - Nord-Ouest. Ecr. n° 2.222, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

J. F., 30 ans, formation dactylo-comptable, situation intéressante à promotion (commerciale, administrative, secrétariat comptable ou divers). Ecr. Mlle Weider, 4, rue Montcaumon, Paris 15.

J. F., 30 ans, ch. empl. technicien anglais-allemand. Livre Imm. Ecr. n° 2.222, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

B. T. S. MÉDICO-SOCIAL 67 30 ANS

8 ans. expér. laborat. biologie médicale, ch. pour sept-octobre 76 poste vac. en laborat. biol. médicale, laborat. pharmacol. chimie industrielle. Etud. toutes branches, de tous autres secteurs. Ecr. n° 2.219, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

J. F., 315 secrétaire ch. empl. secrétaire (divers et dact. bil.) Paris Sud ou Ouest. Lib. 23 août. Ecr. n° 7.022, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

occasions

Vende ampol - péromol Soudal AU 100, 2 x 10 mètres. Parfait état. Prix 80 F. Tél. : 557-45-31, après 19 heures.

autos-vente

LOTUS EUROPA 5
AUTIN 1500, année 1972.
5.000 F. Téléphonez au 562-70-49.

ET NEUBAUER PEUGEOT
104 BERLINE
204 BERLINE
ESSENCE ET DIESEL
204 BREAK DIESEL
« d'EXPOSITION »
0 km - Garantie totale voiture neuve. Prix très intéressant.
Tél. M. GERARD : 245-02-43.

MOINS CHER ET A CREDIT.
71, bd Gare P.T. 35-35-31.

bateaux

DUFOUR 34 - R 30 D, 1974. Très bon état. Vitesse 14 nœuds. Normandie. Tél. (16-35) 97-04-22.

animaux

A vendre 2 jeunes SETTERS ANGLAIS dressés à la chasse. - Jeune PUMA très familier en laisse. - DOUGLAS ALLEMANDES. Tél. : 724-80-72.

Voir
notre immobilier
en page 16

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Après l'« évacuation » du stock de montres Des délégués C.F.D.T. de Lip refusent de se rendre à une convocation de la police

M. Charles Piaget et plusieurs autres délégués de la C.F.D.T. ont été convoqués par la police, pour le mardi 3 août, à Besançon, à la suite de l'« évacuation » du stock de cent vingt mille montres Lip, effectuée la semaine dernière par des militants syndicaux de l'usine de Palente (« le Monde » du 29 juillet). Les délégués ont fait savoir qu'ils ne se rendraient pas à cette convocation.

« Nous avons suffisamment revendiqué cette action, publiquement, et la police a déjà constaté les faits, nous n'avons plus rien à lui dire », a déclaré, dimanche 1^{er} août, M. Charles Piaget. « Par contre, a précisé le leader syndical, nous nous rendrons à une convocation éventuelle d'un juge d'instruction. »

Libres opinions

LE PLEIN EMPLOI OU LA RÉPRESSION ?

par JACQUES CHÉREQUE (*)

LES travailleurs de Lip ont pris l'initiative de « délocaliser » le stock de montres et de le mettre à l'abri. Aussitôt, une certaine presse a fait de gros titres sur cette nouvelle « illégalité ». Pourtant, l'exemple de 1973 devrait rappeler que les Lip ne sont pas illégaux par provocation ou par goût. Ils tentent seulement de défendre leurs droits légitimes. L'évolution de la législation démontre d'ailleurs à ce sujet que celle-ci a constamment progressé sous l'effet de l'action des travailleurs.

Ce déplacement d'un stock de production, dû à l'effort des travailleurs, qu'est-ce, sinon la continuation de l'occupation de l'usine et la préservation de l'outil de travail par d'autres moyens ? Est-ce, en effet, de l'application de la procédure légale de liquidation judiciaire que naît une solution du conflit ? Certainement pas. Le rôle des syndicats est de liquider, n'attendons d'eux ni la responsabilité économique ni la responsabilité sociale.

Du côté des partenaires économiques réels ? C'est la faillite ou l'opposition systématique. Du côté des pouvoirs publics ? Les propositions des syndicats tendant à adapter l'industrie horlogère et à la diversifier vers la microélectronique semblent laisser le gouvernement indifférent, ou du moins ébranlé.

Alors, que faire, sinon écarter les torpilles ? Sous la pression de la lutte sociale et aussi par crainte d'une explosion, les chômeurs, victimes de « licenciements économiques », perçoivent 80 % du salaire pendant douze mois. Les travailleurs de Lip bénéficient de cette allocation supplémentaire d'attente. De quoi se plaignent-ils ? Pour le reste, admettons que nous soyons...
Ce défilé de douze mois ne servirait donc qu'à préparer l'oubli, à gagner du temps, c'est-à-dire à en perdre, comme le montre l'exemple de nombreuses autres entreprises. C'est la stratégie « douce », celle de la carotte.

Ainsi, il y aurait :
— D'un côté, le social : des allocations de secours, provisoires, des paiements, des promesses...
— De l'autre côté, l'économique : la condamnation à disparaître.

Robuste logique, sur laquelle, d'ailleurs, on chipote déjà, en parlant de remettre en cause l'allocation supplémentaire d'attente, mais qui se conclut toujours par le triomphe de l'économique : la disparition de l'entreprise et le départ des travailleurs. Les travailleurs de Lip se chargent de répondre avec leurs propres armes à cette politique de la mort lente. Une fois de plus, ils déclarent qu'ils ne sont pas une simple marchandise, un objet passif que l'on condamne aux machines sous le nom de facteurs de production, mais un véritable pouvoir de production et d'innovation, une réalité économique active et vivante.

Dès lors, les pouvoirs publics feront-ils appel à cet autre aspect plus brutal de la politique « sociale » : l'ébranlement de la machine judiciaire, l'intervention policière ? Après la carotte, donnera-t-on du bâton ?

Ne voudrait-il pas mieux se saisir de cette volonté de négociation des travailleurs de Lip pour organiser immédiatement, sous l'égide des pouvoirs publics, des représentants élus de la région, une réunion sérieuse des parties concernées, pour continuer Lip et envisager la restructuration de la branche horlogère et sauver l'emploi de milliers de travailleurs ? Si la transformation de la condition ouvrière dépend bien du changement politique, le bon sens serait-il étranger à la politique ?

(*) Secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T.

AFFAIRES

M. Fourcade saisit la justice des dossiers d'ententes illicites dans le bâtiment et les transports routiers

La commission technique des ententes vient de rendre deux avis concernant des « pratiques anticoncurrentielles », qui ont été publiés au « Bulletin officiel des services des prix » de juillet 1976. Dans les deux cas, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a décidé de renvoyer l'affaire au parquet.

Le premier avis de la commission est relatif à un appel d'offres lancé en 1974 pour la construction de l'immeuble de la direction départementale de l'équipement du Gard à Nîmes. Douze sociétés avaient soumissionné, l'entreprise Portal se révélant la moins-disante. A la suite d'une enquête de la direction régionale de la concurrence et des prix de Montpellier, cet appel d'offres a été déclaré infructueux.

Saisie du dossier, la commission a constaté que l'ensemble des onze entreprises autres que Portal et Cie admises à soumissionner au premier appel d'offres se sont comportées comme si elles étaient conscientes, la plupart immédiatement, l'entreprise Fourcade au bout de quelques semaines, qu'elles n'avaient aucune chance d'emporter le marché et que la plupart d'entre elles ont estimé que le marché avait toutes les chances d'être attribué à Portal et Cie.

De plus, les offres de l'entreprise H.C. Mouret, de la Société méridionale du bâtiment, ont été faibles, selon la commission, avec le concours de l'entreprise Portal et Cie. Il y a donc là « le caractère d'une concertation visant à tromper le maître de l'ouvrage et surtout les autorités chargées de vérifier la régularité de l'appel à

la concurrence sur la réalité et l'étendue de la concurrence ».

Pour la commission, les quatre sociétés — Portal, Enlès, Pagès, H.C. Mouret et la Société méridionale du bâtiment — tombent sous le coup de l'ordonnance du 30 juin 1944, prohibant « les ententes concertées ». Toutefois, l'entreprise Portal ayant proposé un prix qui n'apparaît pas anormalement élevé et, « compte tenu de l'imprécision des responsabilités encourues dans cette affaire », la commission a jugé qu'il n'y avait pas lieu de renvoyer l'affaire au parquet.

Le ministre de l'économie et des finances en a décidé autrement.

Le second avis de la commission concerne des pratiques anticoncurrentielles relevées à l'encontre de plusieurs groupements professionnels de transports routiers, notamment des organisations syndicales suivantes : Fédération nationale des transports routiers, Association professionnelle des services réguliers, Fédération nationale des associations professionnelles d'entreprises de groupage, Chambre syndicale des services rapides. La commission s'est prononcée cette fois pour un renvoi des dossiers au parquet. Le ministre l'a suivie dans ses conclusions.

Affaires

CONTRAT POUR LA FRANCE AU SOUDAN. — Des sociétés françaises vont construire au Soudan un canal d'irrigation de 200 kilomètres. Le contrat, d'une valeur de 220 millions de francs, a été signé le 28 juillet entre les gouvernements soudanais et français. D'une part, et un consortium d'entreprises françaises d'autre part comprenant : la Société de construction internationale, la Compagnie française d'entreprises et la Société des grands travaux de Marseille. Le financement du contrat est assuré par des capitaux égypto-soudanais.

Commerce

L'OUVERTURE LE DIMANCHE DE DIX MAGASINS dans la Loire-Atlantique vient d'être interdite par le tribunal administratif de Nantes. Deux arrêtés du préfet, le 9 juin dernier, avaient autorisé ces ouvertures de magasins de grande surface dans les stations balnéaires des Côtes d'Armor et de Jade. Attaqués

FAITS ET CHIFFRES

par le syndicat C.F.D.T. du commerce de Saint-Nazaire et l'union départementale de syndicats C.F.D.T., ces deux arrêtés ont été annulés par le tribunal administratif.

Conflits

L'USINE DE LA SNIAS DE DREUILLE (INDRE) occupée depuis le 17 juin par le personnel qui s'oppose à son démantèlement, a été évacuée dans la soirée du 30 juillet ; les forces de police y ont été présentes devant l'usine et les ouvriers qui occupaient les lieux ont été évacués sans qu'il y ait affrontement. Dans un communiqué de protestation, la C.G.T. estime que l'intervention de la police « s'inscrit dans le processus autoritaire du pouvoir gauchiste qui tente de masquer ses responsabilités dans le démantèlement de la société nationale et du partage de l'industrie ».

aérospatiale au profit des Etats-Unis.

Rappelons que, selon le plan de la direction de la SNIAS, sur les cinq cent cinquante salariés travaillant à Dôle, seuls cent trente-cinq seront provisoirement maintenus sur place pour les services après-vente. Cent soixante-quatre ont accepté leur mutation dans d'autres usines du groupe ; les deux cent cinquante qui ont refusé tout déplacement doivent être licenciés.

Energie

LA PRODUCTION PETROLIERE DU MEXIQUE est actuellement de 900 000 barils par jour (45 millions de tonnes par an) et sera portée d'ici la fin de l'année à 1 million de barils par jour (50 millions de tonnes par an), a déclaré le 31 juillet M. Antonio Davila Jalma, directeur de Pemex. Les réserves en pétrole brut du Mexique sont évaluées à 0,3 milliards de barils. (A.F.P.)

Monnaies

LA MASSE MONETAIRE a augmenté de 20 % en chiffres bruts au mois de mai, soit 0,9 % après correction des variations saisonnières, indiquent les statistiques du Conseil national du crédit. Cette progression, qualifiée de « relativement modérée », porte à 3,2 % l'augmentation de la masse monétaire de février à mai, contre 5,2 % pendant les trois mois précédents.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SÉLECTION CROISSANCE (SICAV)

	31-83	30-84
ACTIF NET (M.F.)	64,46	61,55
Répartition :		
— Actions françaises	25,3	25,1
— Actions étrangères	38,7	43,1
— Obligations françaises	10,5	10,1
— Obligations étrangères	16,1	17,6
— Liquidités	8	5,7
Nombre d'actions en circulation	121 030	123 488
Valeur de l'action F	328,87	505,78 (1)

(1) Après détachement d'un coupon le 8 avril 1976 de 15,90 F assorti d'un crédit d'impôt de 3,24 F.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 7/8	5 7/8	3 3/4
1 mois	5 1/8	6 5/8	4 1/8
3 mois	5 1/2	6	4 1/4
6 mois	5	5 1/2	4 5/8

(Avis financier des sociétés)



ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

ASSEMBLÉE DES PARTICIPANTS DU 20 JUILLET 1976

Le 20 juillet a eu lieu à Rome, sous la présidence de M. Giorgio Cappon, l'Assemblée des Participants au capital de l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI) pour l'approbation du bilan et du compte-profits et pertes du quatrième trimestre.

Le Rapport du Conseil d'Administration — lu par M. Cappon — souligne que malgré les difficultés conjoncturelles de l'économie italienne, on a pu enregistrer pendant l'exercice écoulé un développement sensible de l'activité de l'Institut.

On peut résumer l'activité comme suit : l'Institut a reçu de nouvelles demandes pour 5.861 milliards de lire (+ 61 % par rapport à l'exercice précédent) ; il a octroyé 5.129 milliards de lire (+ 214 %) et a stipulé des opérations de financement pour 2.598 milliards de lire (+ 70 %) ; et on enregistre des opérations en cours au 31 mars 1976 pour 8.618 milliards de lire (+ 33 %).

Les opérations stipulées, dont 92 % financées par ses propres fonds, 2 % par des fonds de la CECA, se répartissent ainsi : financements pour investissement : 1.763 milliards de lire (+ 50 %) ; financements pour fournitures à l'étranger : 771 milliards de lire (+ 125 %) ; financements aux non-résidents : 60 milliards de lire ; crédits financiers aux pays étrangers : plus de 4 milliards de lire.

Les financements octroyés par l'Institut aux secteurs industriels ont permis la réalisation de programmes d'investissement pour 2.140 milliards de lire environ, dont 66 % en Italie méridionale et insulaire.

Au 31 mars 1976, la répartition des opérations en cours par grandes catégories d'intérêt était la suivante : financements pour investissement : 6.714 milliards de lire (+ 28 %) ; financement à l'exportation : 1.673 milliards de lire (+ 60 %) ; crédits financiers aux pays étrangers : 48 milliards de lire (+ 9 %) ; financements aux non-résidents : 183 milliards de lire (+ 57 %).

Les gestions pour le compte de l'Etat et les financements pour le compte de la CECA représentaient respectivement 3 % et 5 % de la valeur totale.

Dans le secteur des financements à l'exportation au cours de l'exercice, les difficultés rencontrées l'année passée à la suite de l'épuisement des disponibilités financières du Mediocredito Centrale et du « plafond » d'assurances ayant été aplaniées, l'Institut a pu stipuler des opérations de crédit facilité pour 771 milliards de lire, contre le chiffre déjà remarquable de 343 milliards de lire l'année précédente. Il faut noter, en outre, que de nouvelles conventions de crédit ont été stipulées au cours de l'exercice écoulé : l'on rappelle, en particulier, celle de 900 millions de dollars avec la Vneshtorgbank de l'U.R.S.S., qui entrera en vigueur, de même que pour l'essentiel de sa valeur totale, au cours des prochains exercices.

L'activité d'approvisionnement de l'Institut sur les marchés italiens au cours de l'exercice a été fructueuse grâce aux conditions favorables qui se sont créées en 1975, et auxquelles a fait suite une inversion de tendance au début de l'année en cours.

En cours de l'exercice 1975-1976, l'activité d'approvisionnement a permis de placer un total de 1.458 milliards de lire en obligations ; ce chiffre important est à rapprocher aux niveaux très élevés de 1973-1974 et 1974-1975 où l'on avait respectivement placé des obligations pour 1.530 milliards de lire et 1.372 milliards de lire.

La valeur totale des titres en circulation en lire et en devises est passée de 5.118 milliards de lire à 6.924 milliards de lire, avec une augmentation de 35,3 % entre les dates de clôture des deux derniers exercices.

L'activité de l'Institut à l'étranger, malgré un temps d'arrêt qui s'est produit par la réduction de volumes des fonds en devises gérés, s'est poursuivie à un rythme accéléré par le développement des relations d'affaires. L'Institut a donc procédé à des opérations d'approvisionnement à l'étranger, destinées au financement de projets industriels spécifiques et à la démolition de crédits en devises d'entreprises italiennes dérivant de fournitures à l'étranger.

Les premières comprennent notamment les opérations effectuées en collaboration avec la Banque Européenne d'Investissements, qui est une partenaire habituelle de l'Institut.

Le Rapport illustre ensuite l'activité des principales sociétés contrôlées par l'IMI ou liées à lui : parmi les participations, rappelons la « Crédit Maritime » — section autonome de l'Institut Méditerranéen, dont les financements en cours se montent, au 31 mars 1976, à 471 milliards de lire.

Le Rapport expose ensuite les données de l'état patrimonial et du compte profits et pertes de l'Institut d'où il ressort que les bénéfices nets, après l'attribution en fonds pour risques des crédits et en fonds imposé pour risques divers, ont été de 27.993 millions de lire, dont le Conseil d'Administration a proposé d'attribuer 25 milliards de lire à la réserve statutaire et 2.700 millions de lire aux Participants (ce qui équivaut à un dividende de 9 % du capital versé), en reportant le solde à d'autres fonds de réserve et à nouveaux.

Après lecture du Rapport des Commissions aux Comptes, l'Assemblée des Participants a approuvé à l'unanimité les Rapports du Conseil d'Administration et des Commissions aux Comptes, débattant conformément aux propositions du Conseil.

L'Assemblée a ensuite procédé à l'élection, pour la part qui rentre dans ses compétences, des nouveaux membres du Conseil d'Administration et des nouveaux Commissaires aux Comptes en remplacement de ceux dont le mandat était échu.

TABEAU RÉCAPITULATIF DU BILAN AU 31 MARS 1976

ACTIF		PASSIF	
	(En lire)		(En lire)
Participants : leur dette au capital	70 000 000 000	Capital statutaire	100 000 000 000
Caisse et dépôts auprès de banques et d'institutions	1 650 170 000 381	Réserves et fonds spéciaux	436 341 900 953
Titres en propre	718 870 000 047	Attribution de la loi n° 184 du 22 mars 1971	132 021 344 227
Prêts et financements	7 930 123 181 372	Fonds d'amortissement de biens immobiliers et mobiliers	3 639 420 716
Autres et autres crédits	478 231 941 678	Fonds d'amortissement de fournitures en personnel	16 832 720 720
Biens immobiliers et mobiliers	80 680 300 000	Obligations en circulation	6 524 085 185 000
Comptes de régularisation de l'actif	238 378 004 154	Subventions de nos obligations	70 121 810 000
Ecart sur obligations	372 968 330 699	Supplément et déduction diverses	3 528 000 889 000
Divers	2 674 830 876	Comptes de régularisation de passif	300 147 500 000
Droits de recouvrement sur caution	80 485 930 858	Engagements par caution	68 485 850 000
	11 605 336 420 361	Ecart sur prêts	99 728 850 754
		Bénéfices nets de l'exercice	27 993 333 915
COMPTES D'ORDRE :			18 708 421 832 682
Engagements, titres et effets en caisse et auprès de tiers	4 874 773 333 915		
Destinés spéciaux et financiers	2 024 230 171 605		
	18 708 421 832 682		

COMPTE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE AU 31 MARS 1976

CHARGES ET PERTES		PRODUITS ET PROFITS	
	(En lire)		(En lire)
Frais généraux d'administration	23 485 300 787	Intérêts sur prêts, financements, avances et comptes courants	749 887 461 700
Intérêts passifs et autres charges sur les obligations	595 491 683 795	Intérêts et autres bénéfices sur titres en propre	43 488 282 227
Intérêts passifs sur prêts et autres divers	101 918 500 000	Commissions	14 088 282 000
Amortissements	871 700 000	Bénéfices divers	21 454 585 257
Dotations et autres réserves sur titres en propre	20 308 907 426	Vulgarisation de fonds spéciaux	33 291 067 489
Dotations et autres réserves sur titres en propre (y compris)	58 948 280 000		
Impôts et taxes relatifs aux exercices précédents	37 588 880 000		
Impôts et taxes relatifs à l'exercice (Fonds de réserve)	3 101 817 967		
Fonds pour risques des crédits et financements des titres	16 175 899 982		
Fonds imposés pour risques divers	17 900 000 000		
	537 104 907 523		
Bénéfices nets de l'exercice	27 993 333 915		
	27 993 333 915		
	805 937 230 937		

LES MARCHÉS FINANCIERS

LE MONDE — 3 août 1976 — Page 19

EURO-OBLIGATIONS

LES INCERTITUDES
FREINENT LES INITIATIVES

Londres (Agf). — L'abaissement à 7 % des taux de base américains ne devrait pas, en principe, provoquer le renouveau d'activités qu'un tel mouvement ne manque pourtant jamais d'engendrer. Cette absence probable de réaction ne tient pas à la quinzaine précédente par les ventes actives, puisque le marché euro-obligataire a été continué de faire preuve d'un dynamisme considérable durant le mois d'août 1976. Le passif du marché depuis deux semaines tient surtout à la production des nouveaux emprunts, par la nouvelle et brutale augmentation de la masse monétaire aux États-Unis. Quant à l'ampleur de la réaction, elle est due à une certaine stabilisation dans ce domaine. Suite à cette révision, la progression européenne par 16-17, c'est-à-dire par la masse monétaire entendue dans sa définition la plus stricte, d'août sur deux semaines à 1,4 milliard de dollars, tandis que l'augmentation de M-2 s'est élevée à 1,2 milliard de dollars dans la même période. Cette impressionnante augmentation vient corriger la baisse anormale qui était intervenue pendant le mois de juin. De ce fait, elle ne signifie pas que la Réserve fédérale durcisse automatiquement sa politique monétaire.

Cependant, l'ampleur de cette hausse s'explique certainement à l'encontre d'une baisse des taux à laquelle la réduction du « prime rate » pourrait faire croire. Au mieux, nous nous trouvons devant un mouvement d'une période de stabilisation des taux à court terme. En revanche, il serait imprudent de penser que nous sommes entrés dans une nouvelle ère de défiance. Le seul monde peut présenter un tel mouvement de hausse des taux d'intérêt, le marché suisse. On ne peut, et de loin, en dire autant de New-York où le marché euro-obligataire,

LONDRES

Effacement

L'effacement des cours se poursuit lundi matin, à l'ouverture, avec toujours une forte progression des pétroles. Nouveaux records des mines d'or, Baobab des fonds d'investissement (ouverture) 111 50 contre 112 50.

VALEURS	CLOTURE	COURS
War Loan 3 1/2 %	25 7/8	25 7/8
British Petroleum	257	257 1/2
Shell	421	421 1/2
Imperial Chemical	159	159
Unilever	121	121
Waterbury Holdings	15 1/2	15 1/2
Woolworths	21 1/2	21 1/2
Woolworths	21 1/2	21 1/2

INDICES QUOTIDIENS

(Base 100 = 31 déc. 1975.)
29 juil. 30 juil.
Valeurs françaises... 99,5 99,7
Valeurs étrangères... 100,3 100,9
C.A. DES AGENTS DE CHANGEMENT
(Base 100 = 31 déc. 1975.)
Indice général... 79,2 79

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ASSURANCES A.R.D. — Attribution d'une action gratuite pour huit. Le capital est porté de 20,5 millions à 23,4 millions de francs.

SEIS-ROUSSELOUX. — Pour la première fois, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 26,5 millions de francs contre 25,5 millions un an plus tôt, soit une progression de 3,9 %.

LYON-ALMA-LOUYOT. — Au 30 juin 1976, la société a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes trimestriel de 26,5 millions de francs contre 26,2 millions, soit une hausse de 1,5 %. Pour les six premiers mois de l'exercice, la progression n'est plus que de 1,1 % à 155,7 millions de francs contre 152,0 millions.

MOYENNEUR. — Pour la première fois, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 26,5 millions de francs contre 25,5 millions un an plus tôt, soit une progression de 3,9 %.

GRUPE PARCOUR. — Chiffre d'affaires consolidé hors taxes du premier semestre 1976 : 174,6 millions de francs contre 170,5 millions.

HAUSSE DE 15 %
DES BOURSES ALLEMANDES
D'ICI AU 31 DÉCEMBRE
prévoit le président
de la Commerzbank

Frankfurt (A.F.P.). — Le président du directeur de la Commerzbank, M. Paul Lichtenberg, est confiant dans l'avenir à court terme des Bourses allemandes, qui, selon lui, devraient monter de 15 % environ d'ici à la fin de l'année. Il fonde son pronostic sur le fait que les marchés d'Europe de l'Est sont actuellement les plus « solides » d'Europe et offrent les chances d'investissement les plus favorables avec Wall Street.

M. Lichtenberg estime d'autre part que les investisseurs suisses seront les premiers à s'engager prochainement par les marchés allemands. « Le redressement de la conjoncture économique en République fédérale n'est pas un fait de pallie, a-t-il déclaré. Le salarisation a été de la reprise est une pause pour l'été. Les carnets de commandes ont nettement gonflé durant les six premiers mois de cette année et la tendance à l'investissement s'accroît de plus en plus, laissant augurer une reprise de longue durée. Il n'est pas exagéré, a-t-il conclu, d'évaluer l'ampleur moyenne des bénéfices des entreprises par rapport à 1975 à plus de 30 % ».

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS	(actions et parts)	Montant	Part
Continental Par. c. 30	1 p. 2	1	2
Continental Par. c. 30	1 p. 2	1	2
Continental Par. c. 30	1 p. 2	1	2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	30/7	2/8
1 dollar (en yen)	235 50	232 70

Taux du marché monétaire

	30/7	2/8
Effet privé	5 1/8 %	

BOURSE DE PARIS — 30 JUILLET — COMPTANT

VALEURS	%	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	2 432	France (L.)	391	392	Lyon-Almond	107	108	Banq. Nat. de Paris	109	109
5 %	2 478	SAF (S.M. G.)	812	813	Paris-Rénouveau	275	276	Compt. d'Escompte	124	124
5 %	2 478	SAF (S.M. G.)	812	813	Paris-Rénouveau	275	276	Compt. d'Escompte	124	124
5 %	2 478	SAF (S.M. G.)	812	813	Paris-Rénouveau	275	276	Compt. d'Escompte	124	124

MARCHÉ A TERME

Compte	VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Compte	VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Compte	VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Compte	VALEURS	Précéd.	Précéd.	Précéd.
575	4,50 % 1979	575	575	575	585	Cie. de l'Est	585	585	585	585	585	585	585	585	585	585	585	585	585
1616	5 % 1980	1616	1616	1616	1616	5 % 1980	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616	1616

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113
Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113
Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113	Alcatel (L.)	113	113

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	COURS
Paris-Londres	163	163	Paris-Londres	163	163
Paris-Londres	163	163	Paris-Londres	163	163
Paris-Londres	163	163	Paris-Londres	163	163

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
3. EUROPE
4. DIPLOMATIE
5. AFRIQUE
- AMÉRIQUE
- POLITIQUE
- AUSTRALIE
- 6-7. LES JEUX OLYMPIQUES
8. RELIGION

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 9 ET 10.
— Après les déclarations de M. Chirac : la politique contractuelle sur les salaires est quasi inexistante ou anachronique.
— La sécheresse et l'approvisionnement en céréales.
— Le rattrapage de l'égalitarisme.
— Un fil dans le labyrinthe des milieux d'affaires japonais.

11. FEUILLETON
- 12-13. ARTS ET SPECTACLES
14. CATASTROPHES
15. SCIENCES
16. SOCIÉTÉ
- JUSTICE ET FAITS DIVERS
- 17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
19. BOURSE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (12)
Annonces classées (15 et 16) :
Aujourd'hui (14) ; Chronique (13) ;
Journal officiel (14) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14).

(Publicité)

Pour un avenir
planétaire
de l'humanité

la foi

Bahá'í

Conférence publique
le 5 août 1976
à 20 h 30

Palais des congrès
Paris Mairie
grand auditorium
entrée gratuite

Un mouvement spirituel indépendant et original. Déjà 75 000 centres dans 141 pays. Pourquoi cette expansion continue ? Parce que la foi Bahá'í est infondée à aucune puissance politique, religieuse ou financière. Ni secte ni groupement utopiste, la foi Bahá'í propose un plan pour une nouvelle civilisation mondiale qui doit assurer la paix sur la planète et la justice pour tous. La communauté internationale Bahá'í est accréditée à l'ONU où elle dispose du statut consultatif au conseil économique et social. Nous vous invitons pour en savoir plus à rencontrer des Bahá'ís du monde entier.

« La terre n'est qu'un seul pays et tous les hommes en sont les citoyens »
Bahá'ulláh (1817-1892)

JEUNES

DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE
Ne restez pas déçus
TOUT UN VILLAGE
VOUS ATTEND EN TUNISIE
Forfait tout compris : 1 295 F
Renseignements et inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 325.11.61 et 326.60.97

A B C D F G H

EXÉGÈTE ALLEMAND ÉMINENT

Le pasteur Rudolf Bultmann est mort

Le pasteur Rudolf Bultmann, l'exégète le plus marquant de notre époque, est mort, le 30 juillet, à Marburg (Allemagne fédérale), à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Cette disparition prive l'Eglise luthérienne d'un de ses

penseurs les plus éminents, dont l'œuvre, tout comme celle de Karl Barth, a dépassé, par son influence, les frontières de sa confession et de son pays et demeure essentielle à la compréhension de l'histoire religieuse.

Le message sans le mythe

par ANDRÉ DUMAS (*)

Rudolf Bultmann a suscité l'une des querelles les plus passionnées de la théologie contemporaine. Comme exégète, il a recherché, grâce à l'« école des formes », à remonter au-delà des Évangiles, vers les diverses sources orales à partir desquelles les Évangiles ont été composés. C'est ainsi que, par une méthode régressive et très critique, Bultmann trouvait six couches successives dans la composition du Nouveau Testament : la prédication de Jésus lui-même, la communauté des juifs convertis au Christ à Jérusalem, les hellénistes convertis au judaïsme puis au christianisme avant et en dehors de Saint-Paul, le paulinisme, le johannisme, enfin le passage à l'Eglise du second siècle vivant un début d'organisation hiérarchique et de sacramentalisme.

On conçoit combien il est dans ces conditions difficile de remonter jusqu'à l'exactitude de l'origine quand tant de couches diverses sont venues recouvrir la soi-disant « primitive ». Comme exégète, Bultmann fait preuve ici d'une extrême rigueur scientifique. Il se refuse à tout désir apologétique de faire démontrer par l'histoire le bien-fondé de ses présupposés dogmatiques.

Totalement libre, impitoyable et presque jubilant, Bultmann montre combien, à son avis, nous avons peu de choses sur ce qu'a été Jésus de Nazareth et en particulier ce qu'il a pensé de lui-même ; combien, par contre, de passages obscurs ne sont que des associations de l'Eglise primitive dans des intentions de démonstration et d'édification.

Une théologie pour l'existence humaine

C'est exactement ici que naît la grande querelle théologique à laquelle Bultmann a pour toujours attaché son nom. Selon lui, beaucoup d'associations de la communauté primitive sont de nature « mythologique ». Il faut les éliminer ou plutôt les interpréter pour retrouver le véritable message qui nous vient de Dieu en Jésus-Christ, et dont l'homme contemporain a un besoin, une soif comparable à celle de l'homme d'autrefois. Bultmann assigne donc à sa génération la tâche de « démythologiser » le Nouveau Testament pour retrouver son message authentique, en grec, son Kérygma. Mais qu'est-ce donc qu'un mythe pour Bultmann ? C'est une vision du monde très so-

tifique qui explique la marche de l'univers par l'intervention causale et explicative de forces surnaturelles. Ou encore, c'est une façon de montrer, agissant par les forces vives, l'« invisibilité » de Dieu. « Les mythes contiennent à la réalité transcendante une objectivité immanente ».

Trois raisons au moins arrêtaient Bultmann de contester la croyance au mythe avec la foi dans le message. D'abord l'homme actuel, à cause de l'extension de la méthode scientifique, ne croit plus aux mythes même si ceux-ci contiennent d'impérieux ouverts ses comportements. Il serait donc grave que cet homme actuel soit acculé à un choix dont toute l'œuvre de Bultmann tend à montrer qu'il est faux : ou l'acceptation d'une science ou la possibilité de la foi. Cette première raison est encore faible, car elle mesure Dieu à la crédibilité humaine. Il y a deux autres raisons plus décisives car elles naissent de la nature même du Dieu de la Bible : tout d'abord, ce Dieu-là ne nous fournit pas une vision ni une explication globale du monde. Il nous parle par la libre chose de notre conversion croyante. Et surtout ce Dieu-là n'est accessible que par la foi en son message, non par la vue de ses soi-disant preuves mythologiques. Il faut donc « démythologiser » non pas tellement pour faciliter la foi en l'homme contemporain que pour refuser toute démonstration de cette foi par la prodigieuse et la merveilleuse. En bon luthérien, Bultmann écrit : « La démythologisation est l'application de la justification par la foi aux domaines de la pensée et de la connaissance ».

Bultmann est ainsi une conjugaison étonnante entre une exégèse historique et une interprétation existentielle, finalement très classique, du message de la Bible : le salut de Dieu vient à l'homme quand celui-ci cesse de vouloir se sécuriser par ses bonnes œuvres morales ou par ses bonnes explications mythologiques, quand il accepte le miracle, qui est, à l'inverse du prodige chimérique, la connaissance spirituelle que la grâce de Dieu à la fois détruit nos sécurités et construit notre confiance. Bultmann peut ranger parmi les preuves mythologiques mille arguments traditionnels : la résurrection miraculeuse, les Évangiles de l'enfance, la consécration qu'avait Jésus d'être le Messie, les récits concernant le tombeau vide. Il ne cesse pas pour autant, bien au contraire, de tout attendre de la venue de la grâce divine, qui provoque l'homme au choix humble et décisif de la foi.

Les résultats de Bultmann ont été amplement discutés. On s'est en particulier demandé si le Nouveau Testament avait bien les intentions mythologiques que lui découvrait, pour les pourfendre, le célèbre professeur allemand. Car il arrive aux grands combattants de créer parfois les drames.

(*) Pasteur de l'Eglise réformée de France.

LA HAUSSE DU DEUTSCHMARK REPREND : 1,94 F

Le franc français a continué de s'affaiblir lundi matin 2 août vis-à-vis du deutschemark sur les différents places financières internationales.

A Paris, la devise allemande s'est ainsi traitée à 1,94 F contre 1,935 F vendredi après-midi. Toutes les autres monnaies faibles (livre, lire) ont également baissé au profit du DM. A Londres, l'on obtenait en fin de matinée 4,825 DM pour £ 1, contre 4,545 à la veille du week-end. Le franc, en revanche, n'a pas ou peu varié par rapport aux autres monnaies, dollar, livre sterling et franc suisse notamment, qui ont valu respectivement 4,92 F, 8,77 F et 1,9665 F, sans grand changement.

Les cambistes estiment peu vraisemblables les rumeurs faisant état d'une possible dévaluation de la monnaie allemande dans un proche avenir. Ils font valoir la proximité des élections outre-Rhin et, dans cette optique, le souci des dirigeants allemands de ne pas compromettre la reprise de l'expansion.

LES DÉCISIONS DE NAIROBI VONT ÊTRE APPLIQUÉES CET AUTOMNE

Genève (Reuters). — La première des réunions préparatoires à la création du Fonds commun de 8 milliards de dollars pour la stabilisation des cours des matières premières — qui a été proposée par la quatrième Conférence sur le commerce et le développement (UNCTAD), au sein de l'Organisation des Nations unies, sera annoncée prochainement. Le secrétariat de la CNUCED annonce d'autre part la date des réunions qui seront consacrées à quatre des dix-huit matières premières couvertes par le programme intégré, à savoir : le cuivre (27 septembre au 1^{er} octobre), du jute et des produits dérivés (25-29 octobre), des fibres dures (6-10 décembre) et du caoutchouc (13-17 décembre).

NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing a passé la fin de la semaine dans sa propriété de la Varrasse, à Chamonix (Puy-de-Dôme). Il a assisté dimanche 1^{er} août à la messe, à La Roche-Blanche, à quelques kilomètres de Chamonix. Il a indiqué aux journalistes présents qu'il se reposait en famille tout en travaillant au document sur la « société libérale avancée », qui sera publié en septembre.

● Le président de la République a reçu, lundi matin 2 août, l'ambassadeur Jean Lannuzel, nouveau chef d'état-major de la marine. Le président de la République devait s'entretenir successivement, dans l'après-midi, avec MM. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, Jean de Broglie, député R.I. de l'Eure, et Jacques Chirac, premier ministre.

STE FASHION 113

Vente en gros de jeans

113, rue Vieille-du-Temple,
PARIS (3^e) - 278-23-93
Métro Filles-du-Calvaire

Informez nos clients clients
qu'elle reste ouverte au mois
d'août de 9 à 12 h. - 13 à 18 h.

En Autriche

LE PLUS VIEUX PONT DE VIENNE S'EFFONDRE DANS LE DANUBE

Vienna (A.F.P., Reuters). — L'un des plus grands ponts de Vienne, le Reichsbrücke, s'est effondré dans le Danube dimanche 1^{er} août vers 4 heures du matin. Les riverains ont entendu un énorme bruit, semblable à un roulement, et la partie suspendue de l'ouvrage — environ 300 mètres de long — s'est abîmée dans le fleuve. Les seules victimes ont été les quatre occupants d'une Ford qui se trouvait sur le pont au moment de l'accident, mais leurs corps n'ont pas encore été retrouvés. Les occupants de trois autres véhicules se sont échappés de justesse. Le chauffeur d'un autobus a pu s'accrocher à un pan de maçonnerie, tandis que son véhicule était englouti. Cinq autres personnes ont pu nager jusqu'à la rive. Un petit paquebot roumain, l'Olténia, a été assez gravement endommagé par la chute de l'un des câbles porteurs.

Les premiers éléments de l'enquête paraissent exclure les hypothèses d'un attentat. L'effondrement du pont pourrait être dû à l'usure : le Reichsbrücke, à l'origine prévu pour une durée de 100 ans, n'avait pas été détruit à la fin de la dernière guerre, mesurant au total 1 087 mètres de long sur 7 mètres de large. Il avait été construit entre 1894 et 1897.

Le rétablissement du trafic fluvial et la mise en place de ponts provisoires entre la vieille ville et la banlieue nord-est demandera sans doute plusieurs semaines.

Grogne des producteurs de fruits de la vallée du Rhône

Le week-end du 1^{er} août n'a pas été perturbé dans la vallée du Rhône par des manifestations d'agriculteurs. Les producteurs avaient, en effet, renoncé à barrer les routes. Toutefois plusieurs actions de « commando » se sont déroulées contre des transports de fruits importés.

Dans la nuit de vendredi 30 juillet à samedi 31 juillet, quatre camions transportant quelque 40 tonnes de pêches ont été interceptés à Loriol (Drôme) et leur chargement déversé sur la chaussée. Dimanche matin 1^{er} août, environ 50 tonnes de fruits italiens et espagnols chargés sur quatre camions étrangers ont été détruits sur des parkings de l'autoroute A 6 entre Mâcon et Chalon-sur-Saône. En fin de l'après-midi, une cinquantaine de personnes ont déversé sur le ballast environ 80 tonnes de fruits et légumes chargés dans des wagons réquisitionnés en gare de Colos (Ain).

Selon les responsables des Fédérations d'exploitants de la Drôme et de l'Ardeche, ces actions, qui ne sont pas revendiquées, font suite à l'inculpation de M. Gilbert Louis, président de la chambre d'agriculture et de la Fédération des exploitants de l'Ardeche (la Monde daté 1^{er} août), pour la destruction, à Colos, le 14 juillet, de fruits importés. En outre, les producteurs ont peu apprécié les déclarations du président de la République et du ministre de l'Agriculture qui ont qualifié les barrages de route d'actions « inadmissibles » et « irresponsables ».

Le Mouvement des exploitants familiaux (MOEF), qui est bien implanté dans la vallée du Rhône, a décidé d'organiser une protestation massive des agriculteurs contre la mesure. Les fédérations d'exploitants envisagent, d'autre part, d'organiser des ventes sauvages de pêches.

Le ministère de l'Agriculture, on fait remarquer, à ce sujet, que les mesures communautaires ont permis d'arriver presque complètement les importations de pêches grecques et de poires espagnoles dans la C.E.E. Les difficultés tiennent actuellement aux importations en France de fruits italiens selon une technique commerciale (la commission) qui permet de « casser » les pour les services du ministère de l'Agriculture de limiter le recours à ce procédé qui désorganise les marchés. On remarque, toutefois, que de Varenne, qu'il est difficile de tarer les importations de fruits italiens, comme le demandent les producteurs, en rappelant la taxe appliquée pendant six mois sur importations de vins de la péninsule, à l'automne dernier.

La grogne des producteurs de la vallée du Rhône tient au fait que les cours des pêches se dégradent au moment où leurs fruits sont commercialisables. En 1974 et 1975, une partie des récoltes de la région avaient été détruites par les intempéries. Les difficultés de la région des raisins de table dont les producteurs ont adressé un télégramme au président de la République.

Au Danemark

UNE CAMPAGNE S'AMORCE POUR L'ÉLECTION DU CONSEIL NORDIQUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL

(De notre correspondant.)
Copenhague. — Maintenant que le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel est acquis, quelques personnes s'interrogent sur la façon d'appliquer un système analogue soit appliqué au conseil nordique — cette assemblée consultative qui groupe depuis vingt-cinq ans des représentants des Parlements de Suède, de Norvège, de Finlande, du Danemark et d'Islande et qui se réunit en session une fois par an. L'idée a été lancée par un ancien ministre norvégien (radical), M. Helge Selp, actuellement secrétaire du présidium du conseil, dans une chronique publiée par le Kristeligt Dagblad de Copenhague (correspondant indépendant). Elle a été reprise aussitôt par un autre membre du présidium, le député danois Ib Stetter (conservateur). Pour ce dernier, le Danemark, qui est le seul des pays nordiques à appartenir à la C.E.E., a plus que les autres, le devoir de soutenir ce projet.

La plupart des autres partis représentés au Parlement danois semblent montrer beaucoup moins d'enthousiasme. Pour les sociaux-démocrates, la « conseil nordique fonctionnelle très bien avec le système actuel ». Mais c'est le Parti du progrès (anti-impôt sur le revenu) qui siège au Parlement européen avec l'U.D.E. dans le groupe des démocrates de progrès, qui se montre le plus hostile à un projet de ce genre. — C. O.

En Rhodésie

L'EXTRÊME DROITE SE PRONONCE POUR UNE CONFÉDÉRATION SUR UNE BASE RACIALE

Salisbury. — M. Ian Smith, le premier ministre rhodésien, fait face à de sérieuses divisions au sein de son propre parti, le Front rhodésien. Une faction d'extrême droite, le Front rhodésien, fait campagne contre toute intégration raciale et en faveur d'une confédération des trois États autonomes, créant des critères raciaux ou tribaux.

Quarante pour cent des représentants du Front rhodésien au Parlement se seraient déjà prononcés en faveur d'une confédération, solution que M. Smith juge, pour sa part, « impraticable ». Le premier ministre, qui doit rencontrer cette semaine son collègue sud-africain, M. John Vorster, a indiqué, dimanche 1^{er} août, qu'il continuait d'être « catégoriquement et fermement » en faveur d'un règlement négocié. Dans une interview publiée par le Sunday Mail de Salisbury, il s'en est pris aux Européens qui quittent le pays ou envisagent de le faire. « Ils représentent leur décision », a-t-il déclaré.

DES NÉGOCIATIONS ENTRE LE KENYA ET L'UGANDA VONT S'OUVRIR À NAIROBI

Alors que les relations entre la Grande-Bretagne et l'Ouganda continuent de se dégrader, Nairobi et Kampala ont annoncé, le 1^{er} août, que des discussions s'ouvriraient mercredi dans la capitale kenyane pour tenter de mettre fin au différend qui oppose les deux pays. Ces ententes font suite à une mission de conciliation du secrétaire général de l'O.U.A. M. William Keki, et devraient se dérouler en présence d'un observateur tanzanien. Une offre de médiation soudanaise, transmise par le général Nemeiry, a été acceptée dimanche par le maréchal Idi Amin.

A Dar-Es-Salaam, les présidents Nyerere (Tanzanie), Machel (Mozambique) et Syad Barre (Somalie) se sont rencontrés dimanche et lundi pour évoquer les problèmes d'Afrique orientale et notamment la crise entre le Kenya et l'Ouganda.

En Ouganda, le maréchal Idi Amin a rendu publics samedi une série de mesures prises à l'encontre des ressortissants britanniques encore présents dans le pays. Le chef de l'Etat ougandais a demandé qu'en soit dressée une liste et révélé qu'ils ne relèvent plus du ministère des affaires étrangères mais d'un « comité spécial » dépendant du Conseil de défense. Il a interdit l'Union Jack sur tout le territoire ougandais et exigé que tout sujet britannique reçoive en audience « pile le genre » devant lui. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

Le numéro du « Monde » daté 1^{er}-2^e août 1976 a été tiré à 496 150 exemplaires.